

85.047

Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetzbuch. Revision

Code pénal et Code pénal militaire. Révision

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 2300 hiervor – Voir page 2300 ci-devant

Art. 189, 190 (Fortsetzung – Suite)

Mme **Jeanprêtre**: Une des caractéristiques de la norme pénale est de marquer, à un moment donné, ce que la société considère comme un acte grave ou moins, selon une hiérarchie de qualifications, de procédures ou de peines. En présence de cette infraction qualifiée qu'est le viol, il semblerait juste d'accorder la primauté à l'intérêt public, à la protection d'un bien juridique de très grande valeur – l'intégrité physique – et à la protection de la personnalité de la femme, mariée ou non, et de poursuivre l'acte d'office dans tous les cas. Le viol comme expression paroxystique de l'agressivité sexuelle ne disparaîtra pas, certes, par le seul effet de la sanction pénale, même si nous pouvons lui reconnaître un caractère dissuasif. Mais le fait que nous désirions sanctionner une attitude excessive du comportement sexuel masculin, dans le mariage également, va lui enlever de sa légitimation tacite.

Si les femmes ont obtenu au fil de l'histoire quelques droits qui paraissaient alors exorbitants, elles aspirent à ce que leur autodétermination au plan sexuel soit reconnue en droit à la fin du vingtième siècle. Les relations entre hommes et femmes, et plus particulièrement l'institution du mariage, appartiennent aux schémas sociaux véhiculés traditionnellement qui voient la force et le pouvoir être l'apanage des hommes, la tendresse et la soumission celui des femmes. Que ces rôles soient modifiés, et l'anathème tombe: il n'y a plus de vrais hommes, il n'y a plus de vraies femmes!

Le moment est venu, si l'on veut essayer de progresser vers une société plus humaine et plus respectueuse de l'autre, de tendre vers l'égalité. Or celle-ci ne sera possible que si dans la sphère la plus privée et socialement la plus protégée, le mariage, un interdit est posé: celui de la violence. Au nom de quoi la violence serait-elle plus légitimée et légitimable au sein d'un couple uni par les liens du mariage qu'entre concubins? Le mariage est-il un chèque en blanc à l'exercice de la violence et au droit de libre disposition du mari sur sa femme? N'est-ce pas précisément parce que le lien de dépendance de la femme mariée est plus réel et que le mariage, telle une chape de plomb, recouvre la vie privée que justement la femme mariée doit être particulièrement protégée?

Lorsque l'on parle de viol dans le mariage, certains s'étonnent, voire s'indignent, soit qu'ils pensent que cela ferait partie du contrat de mariage, soit qu'ils prétendent que cela n'existe pas. Combien tous ces gens sont à côté d'une réalité qui nous a été présentée en commission, que de préjugés sont tombés à la lecture des chiffres et des témoignages et à l'écoute des spécialistes ou gens du terrain! Sait-on que 18 pour cent des femmes violées récemment en Allemagne l'ont été par leur conjoint? Dans l'imagerie populaire, on croit que le violeur est celui qui surprend sa victime dans un parc public ou un parking. La réalité est différente. On nous apprend que le violeur connaît fort bien sa victime, qu'il est souvent un proche et que la violence s'exerce entre les quatre murs de la chambre à coucher. Si le risque de grossesse suite à un viol est toujours présent, celui de contracter le SIDA est une autre réalité de notre époque, qu'il faut aussi prendre en compte.

Ce que l'on veut et doit protéger à la fin du vingtième siècle en droit pénal suisse, c'est l'intégrité sexuelle de la femme qui est partie intégrante de sa personnalité et son droit à l'autodétermination sexuelle.

son état civil. Les hommes ne doivent plus se conformer au schéma de la morale sexuelle masculine traditionnelle, mais doivent développer leur propre sensibilité et percevoir et respecter comme une limite les besoins et les attentes des femmes. Autant il n'y a pas d'interdit si les pratiques sexuelles sont librement consenties par des partenaires dans une relation empreinte de respect et d'affection, autant la violence unilatérale doit être condamnée. Et le viol est le paroxysme de la violence exercée sur une femme, mariée ou non.

Certes, une approche respectueuse de l'autre est davantage question d'éducation et d'enseignement et elle ne s'obtiendra pas ipso facto par la révision du Code pénal. Cependant le fait que le législateur, donc nous-mêmes, déciderait que l'on ne peut, sous couvert d'un mariage, faire subir à une femme l'atteinte la plus grave, la plus traumatisante et la plus avilissante, correspond à ce que souhaite une majorité – on parle de 62 pour cent des Suisses interrogés – la condamnation du viol dans le mariage. A ceux qui prétendent que cette démarche tuera le mariage, je répondrai que c'est bien plutôt la violence qui est cause de la rupture du lien conjugal. A ceux qui disent que le viol dans le mariage est impossible à prouver, je répondrai que la difficulté de prouver n'a jamais été un argument suffisant pour renoncer à une disposition pénale, et que s'il est possible de prouver le viol entre concubins ou entre époux séparés, comme le désire le Conseil des Etats, il doit l'être tout autant pour les couples mariés.

J'en viens à la proposition que j'ai faite. D'abord un constat: comme s'ils étaient tout à coup apeurés par l'audace qui les avait vus condamner de façon unanime le viol dans le mariage, nos collègues de la commission, qui représentent maintenant la majorité, ont décidé que le viol dans ce cas serait poursuivi sur plainte de l'épouse. Je reste persuadée, comme les membres de la minorité, que le viol doit être poursuivi d'office dans tous les cas car il n'existe pas différentes catégories de femmes et des circonstances atténuantes. C'est la femme que l'on veut protéger. Le viol est l'atteinte la plus grave envers l'intégrité physique et psychique de la femme et envers sa dignité. Les séquelles d'un viol sont d'autant plus lourdes que le violeur était un familier de la victime. Ainsi, on peut même se poser la question de savoir si cet acte n'est pas plus grave lorsqu'il est commis dans le cadre du mariage, dans le sens où il y a abus d'un rapport de confiance.

De plus, si l'on envisageait d'en faire un délit poursuivi sur plainte de la femme mariée, celle-ci pourrait être soumise au chantage, du mari notamment, pour qu'elle retire sa plainte, elle qui est déjà dans une situation particulièrement fragilisée, à laquelle s'ajoute souvent un état de détresse et de dépendance économique.

L'ancien conseiller aux Etats, Jean-François Aubert, après le débat en 1987, confiait à un hebdomadaire romand qu'en matière de condamnation du viol dans le mariage, seule la poursuite d'office serait efficace. C'est ce qui ressort aussi des prises de position écrites que nous avons reçues en commission et des témoignages entendus.

J'attire maintenant votre attention sur le fait que ma proposition s'adresse à toutes les femmes. En effet, il y a deux circonstances qui méritent que l'on respecte le choix d'une femme qui désirerait stopper la procédure dans les trois mois qui suivent son ouverture. Premièrement, une femme, mariée ou non, ne supporte pas l'idée de revivre au travers d'un procès un drame qu'elle ressentirait comme un deuxième viol. Le taux de suicides est élevé chez les femmes qui ont été violées. Ainsi dans ce cas, soit en ce qui concerne la poursuite à tout prix du violeur, on respectera le choix de la femme. C'est la femme qui choisit cette solution et qui l'assume. Nous respectons ainsi son libre arbitre. Un autre argument est particulièrement pertinent dans le cadre du mariage: il peut en effet arriver que l'homme ou le couple se soumette à une thérapie, car le viol est toujours l'expression extrême d'une souffrance. Dans ce cas aussi, c'est la femme qui choisira, dans le rôle actif, de faire stopper la procédure. Même si certains verront une régression entre la criminalisation d'office du viol et cette proposition, je pense qu'elle a le mérite de prendre en compte la règle, la poursuite d'office, dans tous les cas, et une exception, le fait de poursuivre sur plainte, dans le cas où la femme, les autorités de

police notamment seront particulièrement attentives au fait que la femme n'aura pas subi de pression pour faire opposition.

C'est en sorte une proposition de compromis, qui a rencontré le soutien des organisations de femmes, à l'inverse des deux autres propositions, celle de la majorité et celle de Mme Eppenberger, qui confirme un statut discriminatoire lié à l'état-civil. J'aimerais souligner aussi que cette proposition a reçu de la part de l'Office fédéral de la justice un avis qui en pesait les avantages et les inconvénients.

Dans les avantages, on voyait que cette solution tient compte des intérêts de la victime en ce qui concerne le respect de la sphère privée et son intérêt à une probable sauvegarde de l'union conjugale. La volonté de la victime n'étant pas une condition à la naissance du droit de répression appartenant à l'Etat, mais uniquement une condition à la suspension de la poursuite. Dans ce sens, on peut effectivement qualifier le droit d'opposition de plainte pénale inversée. Le seul inconvénient était le fait qu'on introduisait une nouvelle institution juridique applicable à un cas singulier. Mais je prétends aussi qu'il y aurait une nouveauté à introduire un délit si grave frappé d'une simple plainte.

C'est la raison pour laquelle je vous propose de soutenir la proposition que j'ai faite.

Frau Eppenberger Susi: Es geht mir wie Frau Stamm. Herr Bundesrat Koller hätte wahrscheinlich meinem Antrag zugestimmt, wenn er in der Kommission länger behandelt worden wäre. Die Idee wurde dort von Frau Spoerry eingebracht.

Mein Antrag entspringt dem Wunsch, der vergewaltigten Ehefrau den schwierigen Schritt zu ersparen, gegen ihren Ehemann selbst Anklage zu erheben, ihr aber dennoch zu ermöglichen, auf ein Verfahren Einfluss zu nehmen, das sie selbst, ihre Familie und insbesondere gemeinsame Kinder in eine äusserst unerfreuliche und belastende Situation hineinzieht. Ich weiss, dass mein Antrag unkonventionell ist und in die geltende Rechtsordnung nicht so recht hineinpassen will. Es handelt sich bei der Vergewaltigung in der Ehe eben auch um einen speziellen Tatbestand. Es ist ein Verbrechen, das sehr schwer wiegt, ein Verbrechen, das die intimste Sphäre einer Frau berührt und das erst noch durch einen Menschen begangen wird, mit dem diese Frau das Leben teilen sollte und mit dem sie möglicherweise gemeinsame Kinder hat. Dem Nachteil meines Antrages, in unsere Rechtsordnung ein neues und bislang wenig bekanntes Element einzubringen, stehen jedoch verschiedene Vorteile gegenüber.

1. Die Vergewaltigung ist für alle Frauen, unabhängig von ihrem Zivilstand, ein Officialdelikt. Das heisst: Die Tat wird von Amtes wegen verfolgt, sobald eine zuständige Behörde durch jemanden davon Kenntnis erhalten hat.

2. Der Ehefrau, die durch eine Vergewaltigung schwer verletzt worden ist, deren Vertrauen erschüttert ist und die ihrem Gatten gegenüber wahrscheinlich Angstgefühle hat, wird nicht auch noch die Entscheidung darüber aufgebürdet, dass sie selbst gegen ihren Ehemann, eventuell den Vater ihrer Kinder, Strafklage erheben muss. Ein Aussenstehender, dem die Situation bekannt ist und der auch die Schwere der Tat einigermaßen beurteilen kann, kann der Frau diesen Schritt abnehmen.

3. Sollte eine Fehlanzeige erfolgen, was bei einem Officialdelikt, das in der Regel ohne Zeugen geschieht, nicht ganz auszuschliessen ist, so wird der Ehemann nicht in Ermittlungen hineingezogen, die für ihn äusserst unangenehm sein können, weil die Ehefrau dazu kein grünes Licht gibt.

4. Auch wenn die Anzeige grundsätzlich zu Recht erfolgt ist, kann die Ehefrau die Ermittlungen verhindern, wenn sie dies entweder mit Rücksicht zum Beispiel auf ihre Kinder tun will oder wenn sie ihrer Beziehung zu diesem Mann trotz allem noch eine Chance gibt und diese Chance nicht durch peinliche Ermittlungen gefährden will.

5. Auch in jenen Fällen, in denen die Frau mit der Einleitung von Ermittlungen gegen ihren Ehemann einverstanden ist, dürfte sie durch die Einwilligung in diese Ermittlungen etwas weniger belastet sein, als wenn sie mit ihrem Antrag der allei-

Noch ein Wort zum Antrag Jeanprêtre, der auf den ersten Blick meinem sehr ähnlich ist: Da ist zunächst zu sagen, dass Frau Jeanprêtre ihren Vorschlag auf alle Frauen ausdehnt und nicht nur den Ehefrauen vorbehält. Wichtiger ist aber folgender Unterschied: Beim Officialdelikt mit Widerspruchsrecht nimmt das Verfahren seinen Anfang, das heisst die Behörden müssen mit den Ermittlungen beginnen, sobald sie Kenntnis von der Tat haben. Zwar kann die Ehefrau das Verfahren in einem späteren Zeitpunkt stoppen, aber dann sind möglicherweise schon Zeugen befragt worden. Der Ehemann ist bereits mit dem Stigma des Vergewaltigers behaftet, was für alle Beteiligten eine schwere Belastung darstellt. Geht man davon aus, dass nach einer Vergewaltigung eine Ehe unter bestimmten Voraussetzungen weitergeführt werden kann, so dürfte dies bei meinem Vorschlag wesentlich einfacher sein als beim Vorschlag von Frau Jeanprêtre.

Zusammengefasst: Mein Vorschlag, der ein Officialdelikt mit Ermächtigungsvorbehalt für die Ehefrau vorsieht, versucht, die unbestrittenen Vorteile des Officialdeliktes mit den unbestreitbaren Vorteilen des Antragsdeliktes zu vereinen. Dies geht leider nur mit einer etwas unkonventionellen Lösung.

Ich bitte Sie, diese wohlwollend zu prüfen. Sie könnte durchaus die Lösung der Zukunft sein.

Bonny, Sprecher der Minderheit: Ich kann Ihnen eine erfreuliche Mitteilung machen. In einer Session, die durch zunehmende Polarisierung und Verhärtung der Fronten gekennzeichnet ist, darf ich Ihnen mitteilen, dass die Unterzeichner des Minderheitsantrages Salvioni – allerdings in Abwesenheit des Antragstellers – beschlossen haben, den Antrag zurückzuziehen. Wir machen das vor allem mit Blick auf das kürzlich ergangene Urteil des Bundesgerichtes, das als sehr unglücklich qualifiziert werden muss und das vor allem die Tendenz hatte, den Tatbeweis mit Bezug auf die Bedrohungsformen zu Ungunsten der Frau auszudehnen. Wir möchten nun mit diesem Antrag, der ja die Bedrohungsformen durch die Streichung des Wortes «namentlich» restriktiver macht, dieser Tendenz nicht noch Vorschub leisten. In diesem Sinne ziehe ich den Antrag zurück und hoffe, dass mich Herr Salvioni nach seiner Rückkehr aus Amerika nicht bei den Ohren nimmt.

Frau Zölich: Ich bitte Sie, bei den Absätzen 2 der Artikel 189 und 190 der Mehrheit zuzustimmen.

Es wurde hier mit Recht bereits verschiedentlich betont: Sexuelle Nötigung und die Vergewaltigung einer Frau sind schwere Verbrechen. Mit solchen Gewalttaten werden die Würde eines Menschen, insbesondere einer Frau, die körperliche Integrität und die Selbstbestimmungsfreiheit mit Füssen getreten. Solche Verbrechen müssen bestraft werden können. Dies ist der grosse Schritt, den wir tun müssen und den wir tun wollen. Wir müssen ein ganz klares Zeichen setzen: Sexuelle Nötigung und Vergewaltigung innerhalb und ausserhalb der Ehe sind gleich verwerflich. Bei der Vergewaltigung in der Ehe kommt zu allem noch ein Vertrauensmissbrauch hinzu, ein Vertrauensmissbrauch unter Eheleuten, der noch zusätzlich schmerzen kann.

Die hohen Rechtsgüter wie körperliche Integrität und Selbstbestimmungsfreiheit dürfen nicht ohne weiteres hinter die Intimität der Ehe gestellt werden. Wir möchten aber den Entscheid über die Frage, ob eine Strafuntersuchung eingeleitet werden soll, der Ehefrau überlassen. Sie allein soll entscheiden können, ob sie den Ehemann und vielleicht den Vater ihrer Kinder vor den Richter bringen will. Die Frau soll alle im Raume stehenden Interessen und Aspekte gegeneinander abwägen können. Die Ehefrau soll aber auch selber entscheiden und spüren können, ob sie die Kraft hat zu vergeben, ob sie verzeihen will. Diese Entscheidung muss sie in Ruhe, ohne polizeiliche Intervention und Erhebung, die jede Einleitung eines Strafverfahrens mit sich bringt, treffen können – auch ohne Anstoss von Dritten. Für mich ist dieses Selbstbestimmungsrecht der Frau ganz entscheidend.

Wir wollen durch eine Einwirkung Dritter, sei dies nun die Freundin, die Sozialarbeiterin oder die Polizei, die vielleicht noch mögliche Versöhnung unter den Ehegatten nicht verei-

den Ehemann oder den Vater ihrer Kinder eben nicht vor den Richter zu bringen. Sie kann auf ihre Kinder und auf die Familie Rücksicht nehmen. Oder vielleicht will die Frau mit ihrem Schmerz allein fertig werden, ihn allein oder zusammen mit ihr vertrauten Menschen verarbeiten. Darauf soll die Frau Anspruch haben, ohne dass vorgängig ein Dossier über ihren Fall eröffnet wird. Nehmen wir doch Rücksicht auf dieses Selbstbestimmungsrecht der Frau, achten wir es und stimmen wir hier der Kommissionsmehrheit zu.

Die SVP-Fraktion lehnt aus den genannten Gründen auch den Antrag von Kollegin Eppenberger ab. Der Antrag wurde damals als Kompromissvorschlag in der Kommission ausführlich diskutiert, dann aber klar abgelehnt. Der Kompromiss kam nicht zustande, was ich persönlich sehr bedauerte. Zwischen dem Antrag Eppenberger Susi und dem Antragsdelikt gemäss Kommissionsmehrheit besteht im Grunde genommen nur ein ganz kleiner Unterschied, nämlich der, dass bei der Lösung von Frau Eppenberger die zuständige Behörde den ersten Schritt zur Einleitung des Verfahrens macht, und beim Antragsdelikt ist es die Ehefrau, die diesen ersten Schritt tun muss. Wir sollten aus diesem kleinen Unterschied keine Glaubensfrage machen. Ein weiterer Nachteil des Antrages Eppenberger Susi ist auch derjenige, dass unsere Rechtsordnung das Offizialdelikt mit Ermächtigungsvorbehalt nicht kennt.

Noch kurz etwas zu den Kosten, Frau Stamm hat es angesprochen: In den meisten Kantonen, z. B. auch im Kanton Bern, muss die Antragstellerin die Kosten des Verfahrens nur bezahlen, wenn sie die Anzeige leichtfertig eingereicht hat. Eine Ehefrau wird aber kaum leichtfertig einen solchen Schritt vor den Richter unternehmen. Daher sind auch die diesbezüglichen Argumente nicht stichhaltig.

Ich beantrage Ihnen also namens der SVP-Fraktion nochmals, der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

M. Leuba: Contrairement à ce que l'on essaie de nous faire croire, la question posée est simplement une question de technique juridique et non de principe. La solution de majorité vous propose la même définition pour le viol conjugal que pour le viol en général, sans aucune atténuation, la sanction étant exactement la même pour les deux cas. C'est bien la preuve que, contrairement à ce que l'on insinue, la majorité n'entend pas faire du viol conjugal un crime au rabais. La différence qui existe dans la solution de la majorité, que le groupe libéral vous propose d'approuver, tient exclusivement dans le fait que la victime d'un viol conjugal a la possibilité d'apprécier si une procédure pénale allant jusqu'à dix ans de réclusion doit ou non être conduite contre son mari. C'est donc bel et bien une question de technique juridique, avec ses avantages et ses inconvénients, et on vous trompe lorsque l'on vous dit que c'est une question de principe.

J'admets que l'avantage de la solution de la minorité est que la femme est libérée de ce geste sans doute parfois difficile qui consiste à déposer une plainte pénale. En réalité, compte tenu de la nature particulière du viol et du fait que ce n'est pratiquement que sur la base des déclarations de la victime que l'action pénale pourra être introduite, il est bien clair que la position de la femme ne s'en trouve finalement nullement améliorée. Le mari saura en tous cas que c'est à cause des déclarations que sa femme a faites que l'action pénale est ouverte. En réalité, on constate ainsi que la femme se trouve dans la même situation avec la plainte ou avec la procédure d'office, c'est-à-dire qu'elle sera de toute façon exposée aux reproches de son mari, alors que la procédure d'office devrait l'en protéger. Nous avons la conviction – et j'aimerais insister là-dessus – que ceux qui veulent transformer le viol en un délit d'office s'en prennent à l'institution de la famille. On fait passer l'intérêt de l'Etat, l'intérêt de la poursuite pénale devant celui de la famille et nous n'acceptons pas cette manière de voir les choses. Nous entendons que l'on respecte – on l'a assez dit ici – l'autodétermination de la femme dans sa vie sexuelle, qui refuse des relations intimes à son mari, mais aussi qui décide si le crime commis par son mari justifie une action pénale ou non. Je trouve quand même extraordinaire que l'on nous parle tout le temps d'autodétermination de la femme et que là où une occa-

Au surplus, j'aimerais dire qu'il y a une différence – permettez-moi d'invoquer non pas mon expérience personnelle, l'expression serait sans doute malheureuse en l'espèce, mais mon expérience professionnelle – dans le fait que le violeur, que j'appellerais extra-conjugal, représente un énorme danger pour la société. Le violeur extra-conjugal est un récidiviste. C'est un homme qui, lorsqu'il a violé une femme, risque de recommencer à plusieurs reprises avec d'autres femmes dans des circonstances semblables et, par conséquent, il est évident qu'il y a un intérêt public à mettre fin à ses agissements. Celui qui ne viole que sa femme – le «que» ayant ici un sens non restrictif – commet un crime tout aussi grave. Mais celui qui viole sa femme risque de recommencer sans doute avec sa femme, mais beaucoup moins avec une femme à l'extérieur. Par conséquent, il est juste que sa femme ait le moyen de mettre fin à ses agissements si elle entend le faire et c'est exactement la solution que propose la plainte.

C'est exactement l'inverse de la solution de Mme Jeanprêtre. L'intérêt public est complètement abandonné parce que la femme extérieure qui est violée en dehors du mariage pourrait mettre fin à l'action pénale et ainsi ne pas protéger les autres femmes qui pourraient être victimes du même violeur. Il faut bien voir que c'est là la conséquence de ce que Mme Jeanprêtre nous présente comme un avantage. A mon avis, c'est certainement un grand inconvénient.

Enfin, j'aimerais attirer votre attention sur le point suivant: il arrive précisément que les femmes qui sont l'objet de violences – ce peuvent être des violences physiques, par exemple des coups, cela peut être le viol conjugal – cherchent néanmoins à sauver leur ménage. Nous avons mis sur pied une institution qui sont les mesures protectrices de l'union conjugale, la possibilité d'en appeler au juge civil pour qu'il intervienne dans le ménage et fasse si possible cesser le trouble. Si vous adoptez la solution du délit d'office, la femme ne pourra pas indiquer au juge les véritables raisons pour lesquelles elle demande son intervention, parce que si elle le fait, le juge sera tenu, en fonction de son serment, de dénoncer à l'autorité pénale le viol dont il aurait connaissance dans l'instruction des mesures protectrices de l'union conjugale. L'institution se retourne donc contre la femme et ne la protège plus puisqu'elle sera placée devant le dilemme suivant: ou donner les véritables raisons de la demande de protection de l'union conjugale ou se taire pour éviter au mari d'être entraîné dans une poursuite pénale dont elle ne veut pas. Vous avez ici exactement l'impossibilité pour la femme de se faire rendre justice.

On a une situation souvent un peu semblable avec des délits fiscaux qui, si le juge les dénonce d'office dans une liquidation de régime matrimonial, par exemple, empêche sa liquidation honnête. Je crois qu'il faut être extrêmement prudent et penser à cet élément. Dès le moment où c'est un délit d'office, la femme qui ne voudra pas entraîner son mari dans une poursuite pénale sera obligée de taire un certain nombre de faits décisifs pour l'intervention du juge dans le cadre d'un ménage qu'il conviendrait de sauver.

C'est la raison pour laquelle il me paraît extrêmement important ici, où nous avons en face les intérêts de l'Etat d'une part et ceux de la famille d'autre part, de privilégier les intérêts de la famille lorsque la femme elle-même décide que ce sont ces intérêts-là qui doivent être protégés.

Le groupe libéral vous engage à voter la proposition de la majorité.

M. Maître: En abordant l'un des points les plus délicats de toute cette révision, il faut avoir la lucidité tout autant que l'honnêteté intellectuelle d'admettre qu'il n'y a pas de solution absolument idéale, totalement satisfaisante. Notre approche doit être, en fonction d'une pesée d'intérêts parfois assez contradictoires, de rechercher la solution la moins mauvaise.

Il faut d'abord rappeler – c'est un point qu'on a peut-être tendance à perdre de vue tant notre attention est focalisée sur la discussion entre le délit sur plainte et le délit poursuivi d'office – que dans le droit actuel, le viol entre époux n'est pas punissable, il est même, à certains égards, considéré tacitement comme licite, ce qui est évidemment profondément choquant.

grès très considérable, puisqu'elle traite le viol entre époux de la même manière que le viol entre personnes qui ne sont pas mariées. En ce qui concerne les conditions de la poursuite, faut-il distinguer le viol entre époux du viol dit ordinaire? C'est bien la question dont nous avons à débattre aujourd'hui.

Le groupe démocrate-chrétien est partisan, après en avoir délibéré, de la solution de la poursuite sur plainte et cela pour un certain nombre de raisons que je vais tenter de résumer. En réalité, si le viol est poursuivi d'office, on peut se trouver en face de certaines situations où l'épouse outragée subira, plus qu'elle ne la voudra, une procédure pénale, alors que réellement, et notamment dans l'intérêt de ses enfants, elle ne veut pas cette seconde épreuve qui se déroule, comme vous le savez, en audience publique. M. Leuba a eu raison de rappeler qu'il y a pour partie les intérêts de la famille qui s'opposent à l'intérêt public: il y a véritablement un intérêt «personnalisime» de l'épouse à ne pas subir une procédure pénale extrêmement douloureuse venant s'ajouter à l'outrage dont elle a été victime.

La commission a cherché à faire de cette définition un usage le plus restrictif possible, en ce sens qu'il ne faut pas transformer l'exception en règle. La règle c'est que le viol est poursuivi d'office. L'exception c'est que lorsque le viol a lieu entre époux et que les époux font ménage commun, il peut être effectivement poursuivi sur plainte. Il y a donc cette condition cumulative qui est destinée à restreindre au maximum le champ d'application de cette exception.

La proposition de minorité repose essentiellement sur le fait que si le délit peut avoir lieu sur plainte, l'épouse risque d'être victime de pressions. Je crois qu'il faut voir les faits tels qu'ils se produisent malheureusement dans ce genre de circonstances douloureuses. Par définition, le viol est un crime qui a lieu tout à fait exceptionnellement dans des circonstances telles que des témoins auditifs ou oculaires sont à même de porter une dénonciation pénale. En d'autres termes, dans la quasi-totalité des cas, c'est bien toujours la victime qui, d'une manière ou d'une autre, enclenche l'action pénale, soit par une dénonciation en cas de poursuite d'office, soit par une plainte si le délit est poursuivi sur plainte. Dans un cas comme dans l'autre, si pression il doit y avoir, elle s'exercera parce que c'est effectivement la victime qui fait – si vous me permettez l'expression – les premiers pas vers l'ouverture d'une poursuite pénale.

Voilà les raisons pour lesquelles nous sommes arrivés à la conclusion que l'on devait, dans certains cas qui seront exceptionnels, respecter la volonté profonde de l'épouse, dans son propre intérêt et dans celui de ses enfants, de ne pas enclencher une procédure pénale si, véritablement, elle s'y refuse. Il y a là un intérêt privé, personnel, tout à fait prépondérant que l'on doit prendre en considération.

Vient alors la proposition subsidiaire de Mme Jeanprêtre qui cumule à la fois les inconvénients de la poursuite d'office et les inconvénients de la poursuite sur plainte. Pourquoi? Parce que les inconvénients de la poursuite d'office font subir à l'épouse ce qu'elle ne voudrait pas subir, c'est-à-dire une procédure pénale, pour elle-même et pour ses enfants. Or, cette proposition enclenche cette poursuite d'office. Il y a donc cet inconvénient. Mais avec le droit d'opposition qu'on accorde ultérieurement à l'épouse, celle-ci est soumise aux mêmes pressions que l'on craint dans le cadre d'une poursuite qui est susceptible d'être engagée sur plainte seulement. On cumule donc ces deux inconvénients.

Voilà les raisons pour lesquelles le groupe démocrate-chrétien arrive à la conclusion que la poursuite sur plainte est préférable et réunit moins d'inconvénients que toute autre solution et c'est à cette solution-là qu'il vous invite à adhérer.

Frau Bär: Wenn Sie sich heute gegen das Officialdelikt aussprechen, dann nehmen Sie Ihren Entscheid, die Vergewaltigung auch innerhalb der Ehe als strafbar zu erklären, wieder ein gutes Stück zurück. Sie bauen der Ehefrau bewusst eine neue Hürde ein, um zu ihrem Recht zu kommen. Vergewaltigte Ehefrauen erleiden nicht «nur» eine körperliche und seelische Verletzung. Hier wird aufs schwerste ein Vertrauensverhältnis

Was wir jetzt aus der Praxis genau wissen – von den Betreuerinnen in den Frauenhäusern und an den Nottelefonen – ist, dass es für die Opfer sexueller Gewalt sehr, sehr schwer ist, sich für eine Anzeige zu entscheiden. Besonders schwierig ist es dann, wenn der Täter dem Opfer bekannt ist, also in einem Beziehungsdelikt, dort, wo eine emotionale Nähe besteht.

Die Untersuchung Godenzi bestätigt dies und bestätigt auch, wie schwer es den Frauen fällt, überhaupt über die Tat zu sprechen. Zuerst findet bei diesen Frauen eine Verdrängung statt. Oft sagen sie, nur so sei ihnen überhaupt ein Weiterleben nach dieser Tat möglich. Häufig wird auch gesagt: Vergewaltigung ist ein Mord, bei dem das Opfer weiterlebt. Beim Entscheid zwischen Official- und Antragsdelikt ist eben auch daran zu denken, wie lange die Frauen brauchen, bis sie diesen Akt überhaupt soweit überwunden haben, dass sie sich für eine Anzeige entscheiden können. Ein Antragsdelikt würde nach sechs Monaten erlöschen.

Sie wissen auch, dass häufig eine finanzielle Abhängigkeit zwischen Opfer und Täter besteht und somit grosser Druck auf die Frau ausgeübt werden kann, ja, sie wird erpressbar. Ein Rückzug des Strafantrages kann zum Handelsgut werden. In dem Moment, wo eine Ehefrau in grosser physischer und psychischer Not ist, wo sie in ihrem Selbstwertgefühl erschüttert oder dieses sogar zerstört ist, geht es nicht an, dass ihr der Staat mit dem Antragsdelikt eine zusätzliche Verantwortung aufbürdet, statt ihr grösstmöglichen Rechtsschutz zu bieten.

Wir müssen unseren Entscheid auf das Interesse des Opfers abstellen. Wenn Sie sagen, das Opfer gebe beim Officialdelikt seinen Entscheid aus der Hand und sei nicht mehr selbständig im Handeln und Sie wollten die Selbständigkeit der Frau schützen, dann ist das bei diesem Delikt wirklich nicht stichhaltig.

Der Entscheid zwischen Official- und Antragsdelikt hat aber auch etwas mit der Schwere des Deliktes zu tun, auch wenn Frau Spoerry und andere Sprecher hier das Gegenteil gesagt haben. Wenn Sie für ein Antragsdelikt votieren, setzen Sie den Unrechtsgehalt dieses Deliktes herunter. Im ganzen Strafgesetzbuch finden Sie kein ir seiner Schwere vergleichbares Delikt mit dieser hohen Strafandrohung, das ein Antragsdelikt ist, auch nicht innerhalb der Familie. Damit stellt sich hier ernsthaft die Frage nach der Rechtsgleichheit.

Ich bitte Sie eindringlich, im Interesse des Opfers und nicht zum Schutze des Täters zu legitimieren. Bitte stellen Sie auf die Erfahrungen der Frauen in den Frauenhäusern und bei den Nottelefonen ab. Nehmen Sie diese Erfahrungen sehr ernst. Wir müssen uns heute für das Officialdelikt entscheiden.

Abschliessend möchte ich noch mein Entsetzen über das Votum von Herrn Leuba ausdrücken. Wenn er sagt, bei einem externen Vergewaltiger bestehe ein öffentliches Interesse, dass es ein Officialdelikt sei, bei der Ehefrau sei es etwas anders, da werde der Täter, der Ehemann, nur seine eigene Frau und nur eine Frau vergewaltigen und deshalb könne man auf ein Antragsdelikt abstellen, dann finde ich das schlicht ungeheuerlich.

Frau Haering Binder: Die Eintretensvoten der Fraktionen, aber auch diejenigen der Berichterstatterin und des Berichtstatters waren eindeutig. Im Grundsatz schien Einigkeit zu bestehen, und diese Übereinstimmung betrifft folgendes: Für Verbrechen, in diesem Fall für das Verbrechen der Vergewaltigung, soll mit oder ohne Tauschein der gleiche Schutz des Gesetzes garantiert werden. Dies leuchtet ein. Es kann nicht angehen, dass eine Frau, die in einer ausserhehlichen Beziehung einen klaren Rechtsschutz geniesst, diesen Rechtsschutz verliert, sobald sie heiratet. Unabhängig vom Zivilstand besteht ein elementares Persönlichkeitsrecht der körperlichen und der geistigen Integrität der Frau.

Wenn Sie mir bis zu diesem Punkt gefolgt sind, dürfte der nächste Schritt ein kleiner sein: Nur die Unterstellung der Vergewaltigung – auch in der Ehe – unter das Officialdelikt schafft einen gleichen Rechtsschutz. Es reicht nicht aus, wenn Sie dem erklärermassen gleichen Unrechtsgehalt der Vergewaltigung innerhalb und ausserhalb der Ehe mit dem gleichen

ebenfalls zentrale Bedeutung zu. Dies aus folgenden Gründen:

1. Das Officialdelikt repräsentiert das öffentliche Interesse an einer Strafverfolgung. Wenn Sie dieses öffentliche Interesse nur auf die Strafverfolgung der Vergewaltigung ausserhalb der Ehe beschränken, so reduzieren Sie damit implizit den Unrechtsgehalt der Vergewaltigung innerhalb der Ehe; auch wenn Sie dies nicht wollen, dies jedenfalls so beteuern. Das Votum von Herrn Leuba hat dies, zum Glück, möchte ich sagen, sehr deutlich gemacht. Es soll offensichtlich kein öffentliches Interesse an der Unversehrtheit der verheirateten Frau bestehen.

2. Gerade die in der Ehe vergewaltigte Frau kann, unter Umständen den Schutz des Officialdeliktverfahrens besonders dringend benötigen, denn die Bestimmungen des Officialdelikts können sie vor Erpressungsversuchen des Vergewaltigers schützen. Diese Druckversuche werden angesichts der Höhe der potentiellen Strafe Realität sein.

3. Die Prävention, die Verhinderung strafwürdiger Taten, ist eine zentrale Aufgabe des Strafrechts. Sie werden mir zustimmen müssen, dass die Klassifizierung als Officialdelikt eine weit grössere präventive Wirkung ausübt als jene als Antragsdelikt.

4. Die Vergewaltigung ausserhalb der Ehe steht unter Officialdelikt. Die Nötigung, die in aller Regel der Vergewaltigung vorgeht, ist auch innerhalb der Ehe Officialdelikt. Es ist somit juristisch nichts anderes als logisch, wenn auch die Vergewaltigung innerhalb der Ehe als Officialdelikt anerkannt wird. Von den Gegnerinnen und Gegnern des Officialdelikts werden Interessen der Frau und Interessen der Erhaltung der Ehe postuliert. Aber es ist nicht das Strafverfahren, das die betroffenen Ehen zerstört; es ist das Verbrechen der Vergewaltigung, das diese Beziehung zerstört, und dies gilt gleichermassen für aussereheliche Beziehungen wie für Ehen.

A propos Wahrung der Interessen der Familie: Diese Frage müsste wohl eher dem Täter gestellt werden. Wo bleibt seine Verantwortung gegenüber seiner Familie und seinen Kindern? Der Verzicht auf das Officialdelikt schützt damit nicht die Frauen oder die Ehen oder ihre Kinder, sondern die Täter; er schützt nicht eine Intimsphäre, sondern eine Gewaltsphäre.

Die Vergewaltigung in der Ehe ist ein grässliches Problem für viele Frauen, entsprechend haben sich auch die diversen Frauenorganisationen für die Einführung des Officialdelikts ausgesprochen. Es ist aber zudem – oder primär – ein Problem der Männer. Ich bitte Sie deshalb: Machen Sie dieses Geschäft nicht zu einem Frauenthema! Aus diesem Grund teile ich mein Fraktionsvotum mit Moritz Leuenberger.

Zum Abschluss: Die SP-Fraktion spricht sich klar für das Officialdelikt aus und eventualiter für den Antrag Jeanprêtre; im Antrag Eppenberger Susi sehen wir wenig Sinn, denn er fordert grundsätzlich nichts anderes als ein leicht modifiziertes Antragsdelikt.

Leuenberger Moritz: Einige juristische Überlegungen zur Stellung der Antrags- und der Officialdelikte im Strafgesetzbuch: Es trifft nicht zu, dass einzig der Schutz der Privatsphäre, die Autonomie des Opfers, entscheidendes Kriterium dafür wäre, ob ein Strafverfahren durchzuführen sei oder nicht. Statt dessen geht es eben auch um die Gewichtung des Deliktes.

Als wie verwerflich erachten wir ein Delikt? Wenn Sie zum Beispiel im Warenhaus von Herrn Loeb ein Ragusa-Stengeli nehmen, dann ist das ein Mundraub einer Sache von geringem Wert. Die Polizei kann Sie nicht verfolgen, sondern sie muss zunächst Herrn Loeb fragen, ob er einverstanden sei, dass Sie verfolgt werden. Das ist ein Antragsdelikt. Wenn Sie aber ein Büchlein Kaviar nehmen – wenn es also um einen höheren Wert geht –, dann hat Herr Loeb nichts mehr zu sagen, dann schlägt die Härte des Gesetzes zu, dann ist es Diebstahl.

Nun weiss ich genau, es gibt den Familiengenossendiebstahl, der nur auf Antrag verfolgt werden kann. Es geht mir darum zu zeigen, dass der Unterschied zwischen Antrags- und Officialdelikt eine Frage der Gewichtung des Deliktes ist. Viel deutlicher wird das bei der Körperverletzung: Die einfache Körperverletzung ist auf Antrag strafbar, die schwere Körperverletzung aber von Amtes wegen. Wenn nun – ich sage es extra so – eine Frau ihren Ehemann verletzt, in einem Ehestreit, zum Beispiel mit einem Wallholz, und die Verletzung ist schwer, so wird diese Frau von Staates wegen verfolgt; niemand kümmert sich um Ehefrieden und Einheit der Ehe und darum, dass sie wiederhergestellt werden müssen. Auch umgekehrt, wenn ein Ehemann seiner Ehefrau einen Tritt gibt, sie eine Treppe hinunterfällt, sich das Bein bricht, es also Komplikationen gibt – das Bein ist nach der Operation vielleicht zwei Zentimeter kürzer –, ist das eine schwere Körperverletzung, die von Amtes wegen verfolgt wird. Das heisst: Für den Entscheid, ob Vergewaltigung in der Ehe Antrags- oder Officialdelikt sein soll, müssen wir das Mass der Aehtung dieses Deliktes definieren.

Wenn wir daran denken, dass das Gesetz die schwere Körperverletzung u. a. mit dem Kriterium des bleibenden Nachteiles definiert, dann muss man betonen, dass eine Vergewaltigung ebenso einen bleibenden Nachteil hinterlässt, psychisch und physisch; das steht ja ausser Diskussion. Ich glaube nicht, dass die Gegner des Officialdeliktes im Ernst sagen können, die schwere Körperverletzung sei verabscheuungswürdiger als eine Vergewaltigung.

Wir müssen uns auf ein wertneutrales Kriterium einigen, und das ist das angedrohte Strafmass. Dieses beträgt zehn Jahre Zuchthaus in beiden Fällen. Und wieso nun das Verfahren bei einer Vergewaltigung anders geregelt werden soll als bei der Körperverletzung, begangen in der Ehe, ist logisch nicht vertretbar.

Ich möchte noch einen zweiten, einen strafprozessualen Aspekt zur Diskussion stellen: Vergewaltigung ist ein schweres Delikt, 10 Jahre Zuchthaus. Es gibt so oder so einen Verteidiger. Auch wenn der Angeklagte keinen will, wird er einen Officialverteidiger bekommen. Die erste Aufgabe jedes Verteidigers bei einem Antragsdelikt ist doch die, das Opfer dazu zu bringen, seinen Antrag zurückzuziehen. Ich bin auch Strafverteidiger und weiss es. Weil diese Möglichkeit besteht, machen auch die Untersuchungsbehörden mit, nicht nur unangenehm, aber man sagt: «Ja, wollen Sie jetzt wirklich dieses Theater? Ziehen Sie doch zurück!» Die Untersuchungsbeamten haben dann auch weniger Arbeit. Das kommt dazu.

Es sind genau diese Prozessphasen, die dazu führen, dass der Anzeigerstatter bzw. hier eben die Anzeigerstatterin die Rolle einer Querulantin erhält. Und in diesen Phasen wird sie langsam zum Opfer im Strafprozess gedreht, weil sie so stur und so querulatorisch ist, an ihrem Antrag festhalten zu wollen. Genau das will man ja mit dieser Revision vermeiden. Auch aus diesem Grunde müssen Sie das Delikt als ein Officialdelikt ausgestalten.

Es sind genau diese Prozessphasen, die dazu führen, dass der Anzeigerstatter bzw. hier eben die Anzeigerstatterin die Rolle einer Querulantin erhält. Und in diesen Phasen wird sie langsam zum Opfer im Strafprozess gedreht, weil sie so stur und so querulatorisch ist, an ihrem Antrag festhalten zu wollen. Genau das will man ja mit dieser Revision vermeiden. Auch aus diesem Grunde müssen Sie das Delikt als ein Officialdelikt ausgestalten.

Bonny: Im Namen der Mehrheit der freisinnigen Fraktion möchte ich mich im folgenden zu Artikel 189 Absatz 2 und Artikel 190 Absatz 2 äussern. Konkret heisst das, ich spreche insbesondere zur Frage Antrags- oder Officialdelikt bei der Vergewaltigung oder der sexuellen Nötigung in der Ehe. Ferner werde ich mich auch zum Eventualantrag Jeanprêtre sowie zum Antrag Eppenberger Susi äussern.

Die jetzige Diskussion ergibt ein Zerrbild. Sicher nicht das erste Mal wird im Laufe der Debatte – vor allem in der Eintretensdebatte wurde es erwähnt – gesagt, dass wir gegenüber der ursprünglichen Fassung Bundesrat und gegenüber dem Beschluss des Ständerates wesentliche Fortschritte im Sinne eines vermehrten Schutzes der Frau gemacht haben.

Ich erinnere daran, dass wir jetzt in diesem Rat nicht mehr darüber diskutieren, ob die Vergewaltigung in der Ehe ein strafbarer Tatbestand ist oder nicht. Das wird von uns allen bejaht. Die Auseinandersetzung geht jetzt noch um die Form der Verfolgung.

Ich möchte noch eine Sache richtigstellen. Es wird von denjenigen, welche die These Officialdelikt vertreten, immer so getan, als handle es sich in jenen Fällen, in denen eben kein Antrag gestellt werde, nicht mehr um eine Verletzung von Rechtsgütern. Ich trete dieser Auffassung entschieden entgegen. Im Falle einer Vergewaltigung oder einer sexuellen Nötigung in der Ehe, und wo kein Antrag gestellt wird, werden auch Rechte verletzt. Auf dem Gebiet der Strafrechtsrevision, das die

wir respektieren möchten, die Ehefrau zum Schlusse kommen kann, dass von einer Strafverfolgung abzusehen ist, dass sie also nicht die Mühlen der Strafjustiz in Bewegung setzen will. Das ist eigentlich die Grundfrage. Herr Moritz Leuenberger, Sie haben interessante Beispiele gebracht: den Diebstahl im Warenhaus, den Unterschied vom Ragusa-Stengeli zum Kaviar-Büchli. Der materielle Aspekt steht doch gar nicht zur Diskussion. Für mich ist auch beim Antragsdelikt der Tatbestand äusserst schwerwiegend. Was uns aber – das auch als Antwort an Frau Bär, die an sich geschickt argumentiert und darauf hingewiesen hat, dass im Strafgesetzbuch normalerweise die Antragsdelikte nur in Verbindung stehen mit relativ leichten und nicht so schwerwiegenden Delikten – zu unserem Antragsdelikt gebracht hat, ist eindeutig der Schutz der Freiheit der Ehefrau. Sie allein soll darüber bestimmen, ob eine Strafverfolgung in einem solchen Fall durchgeführt werden soll. Da geht es natürlich schon um Wesentliches. Wir dürfen diesen Aspekt nicht ins Lächerliche ziehen.

Ich habe in den letzten Wochen mit zwei erfahrenen Strafrichtern des bernischen Obergerichtes gesprochen, mit zwei aufgeschlossenen Leuten. Sie haben mir gesagt, was sie eigentlich am meisten bei diesen Fällen fürchten – das kann natürlich auch bei Antragsdelikten zutreffen –: Es ist die Frage der Beweisführung. Sie ist in einer Ehe natürlich ausserordentlich heikel. Unter Umständen müssen, damit die Beweisführung wirklich zu klaren Schlüssen kommt, auch andere Familienangehörige, beispielsweise die Kinder, konsultiert werden. Und das ist dann eine Situation, bei der ich mir vorstellen kann, dass eine Ehefrau sagt: «Das will ich meinen Kindern ersparen.» Ich werte diesen Entscheid nicht, aber es ist ein Entscheid, der zu respektieren ist. Man darf ihn nicht leichtfertig wegweisen.

Deshalb, Herr Moritz Leuenberger, ist Ihr Vergleich mit dem Ragusa-Stengeli nicht schlüssig. Es geht bei Ihrem Beispiel um die Frage des materiellen Wertes: Kaviar kostet etwas mehr als ein Ragusa-Stengeli. Der Entscheid einer Ehefrau, die sagt: «Ich will unter keinen Umständen – ich bringe selber dieses Opfer –, dass meine Kinder in ein solches Verfahren einbezogen werden», ist nicht mit irgendwelchen materiellen Werten zu vergleichen.

Es gibt aber auch andere Gründe. Eine Frau will einfach, dass ihre Ehe, die vielleicht keine mehr ist, der Kinder wegen schützen. Wir haben uns, Frau Fankhauser, in der Kommission sehr intensiv über diese Frage unterhalten. Die subjektive Freiheit einer solchen Frau möchten wir schützen, und sie haben wir zu respektieren. Das ist der Grund, weshalb dies ein Antragsdelikt sein soll; wir von der Kommissionmehrheit sind also keineswegs der Ansicht, es handle sich hier um ein geringfügigeres Delikt.

Man muss aber auch sehen, dass bei einem Officialdelikt – bei einer Verfolgung von Amtes wegen – doch auch allfällige Missbräuche überdacht werden müssen: Denken wir einmal weniger an städtische, sondern an ländliche Verhältnisse: Jeder kennt jeden; man wohnt vielleicht in einem ringhörigen Mehrfamilienhaus; die Frau hat sich vielleicht schon einmal beklagt, sie habe Schwierigkeiten in der Ehe, und nun hört eine Nachbarin einen gewaltigen Lärm und erstattet – vielleicht gut gemeint – Anzeige. Es beginnt ein Verfahren, und das ist bereits gravierend, selbst wenn es gleich abgebrochen wird. Wir müssen aufpassen, dass wir solchen Situationen nicht Vorschub leisten. Das sind die Ueberlegungen, die der Mehrheit der freisinnigen Fraktion massgebend schienen; deswegen haben wir uns zum Antragsdelikt bekannt.

Zu den Anträgen Jeanprêtre und Eppenberger Susi folgendes: Ich habe in der Fraktion und in der Kommission erklärt: Wenn schon, brauchen wir eine eindeutige Lösung und keine, die halbwegs zischendrin liegt. Wir müssen den Mut haben und uns für ein Antrags- oder ein Officialdelikt entscheiden. Deshalb überzeugen uns die sicher gut gemeinten Zwischenlösungen nicht.

Beim Antrag Jeanprêtre ist beim Widerruf die ganze Gerichtsmaschinerie bereits in Gang gekommen. Hier bringt auch ein Widerruf nicht mehr viel, der Schaden ist bereits da. Wir befürchten, dass das – vielleicht in einem etwas geringeren

ist, wo die Frau die Möglichkeit hat, zu stoppen, wenn sie die Ermächtigung nicht gibt.

Aus diesem Grunde plädieren wir dafür, dass man sowohl Absatz 2 von Artikel 189 wie von Artikel 190 klar im Sinne eines Antragsdeliktes ausgestaltet.

Frau Grendelmeier: Ich habe mich gestern eingehend zum Thema Official- oder Antragsdelikt geäussert, als ich die Meinung des LdU vertrat, die sich von jener der EVP unterscheidet. Ich möchte hier noch ein paar Ueberlegungen beifügen und versuchen, mögliche Zweifler von der Richtigkeit der Anerkennung des Officialdelikts zu überzeugen.

Lassen Sie mich vorerst noch etwas sagen: Frau Spoerry hat mich heute auf sehr elegante Art und Weise korrigiert, weil ich gestern bedauert habe, dass das Wort «Vergewaltigung» hier nicht mehr steht. Es steht tatsächlich nur im Titel, und zwar bei Artikel 190, also nur dort, wo es sich um eine Vergewaltigung der Frau handelt, während bei Artikel 189 alle Menschen miteinbezogen sind. Es ist ein Wortstreit. Es ist letztlich aber dasselbe, ob Sie «sexuelle Nötigung» oder «Vergewaltigung» sagen, beides hat etwas mit Gewalt zu tun.

Eine Sache scheint mir erfreulich zu sein: In Artikel 189 sind so auch die homosexuellen Partner miteinbezogen und als Partner anerkannt. Das scheint mir sehr wichtig und ein Fortschritt zu sein. Denn auch da gibt es Gewalt und Vergewaltigung, auch wenn es sexuelle Nötigung heisst. Das nur zum Eingang. Erfreulich finde ich auch, dass sich in der kurzen Zeit seit der Behandlung im Ständerat ein so grosser Gesinnungswandel abzeichnet. Ich habe bis jetzt in diesem Rat von gar niemandem gehört, dass er die Vergewaltigung in der Ehe nicht als Straftat empfindet oder anerkennen würde. Es geht also nur noch darum: Soll es der Staat sein, der dieses Verbrechen verfolgt, egal, ob es sich um eine fremde oder die eigene Frau handelt, oder soll die Frau selber Antrag stellen müssen?

Für das Officialdelikt sprechen auch ganz klare juristische Ueberlegungen. Das Antragsdelikt erleichtert es der Frau keineswegs, zu ihrem Recht zu kommen, sondern sie steht unter dem Druck, selber die Sache in die Hand zu nehmen und ihren Mann anzuzeigen. Diesem Druck ist sie nach all den Demütigungen, die sie bereits erfahren hat, sehr oft nicht gewachsen. Wir gehen natürlich nicht davon aus, dass es zu einer Verurteilung oder einer Strafanzeige käme, in einer Ehe, die in Ordnung ist und die gut geht. Voraussetzung ist ja immer, dass eigentlich schon alles zerbrochen ist. In einer Ehe, die gut geht, findet auch keine Vergewaltigung statt. Die Frau ist also einem grösseren psychischen Druck ausgesetzt. Zudem tritt sie als Klägerin auf. Als Klägerin muss sie auch die Prozesskosten bezahlen, sollte sie mit ihrem Antrag nicht durchkommen und sollte es ihr nicht gelingen, den Beweis zu erbringen, dass sie vergewaltigt worden ist. Sie ist also doppelt abhängig. Sie ist wirtschaftlich abhängig von ihrem Ehemann und muss dann noch gegen ihren Ehemann Antrag stellen und die Kosten bezahlen, für den Fall, dass sie nicht durchkommt. Das ist eine dreifache Belastung.

Anders ist es beim Officialdelikt. Wenn der Staat eingreift, wenn der Staat die Anwaltschaft übernimmt, als «Staats-Anwalt», und damit das öffentliche Interesse vertritt, weil er der Meinung ist, dass ein Gewaltdelikt ein Gewaltdelikt ist, egal, ob eine Vergewaltigung bei verheirateten Frauen stattfindet oder ausserhehlich, dann ist der Staat an der Aufdeckung des Verbrechens interessiert und übernimmt auch die Kosten, weil die Frau nicht als Klägerin, sondern als Zeugin auftritt. Das ist psychisch weniger belastend für die Frau.

Nun noch etwas an die Adresse derjenigen, die noch immer zweifeln, ob die Frau auch beim Officialdelikt unter Umständen dem Mann verzeihen und die Anklage zurückziehen könnte. All diesen Zweiflern möchte ich sagen: Ja, sie kann – und zwar ganz einfach, weil sie zur Familie des Vergewaltigers gehört, und Familienmitglieder müssen nicht gegeneinander Zeugen sein. Sie kann vom Zeugnisverweigerungsrecht innerhalb der Familie Gebrauch machen. Sie sehen also, es ist keine Rede davon, dass der Richter unter die Bettdecke guckt und letztlich bestimmt, was in der Ehe zu geschehen hat.

Es ist auf jeden Fall einfacher für die Frau, wenn sie weiss, sie

einfacher für sie, wenn sie weiss, dass sich Nachbarn für sie einsetzen, wenn sie sich selber nicht mehr wehren kann. Es ist einfacher für die Frau – das möchte ich hier noch einmal sagen –, wenn der Mann weiss, dass seine Frau nicht sein Besitz ist, mit dem er machen kann, was er will, sondern seine gleichberechtigte Partnerin, die denselben Respekt verdient wie jeder Mensch, der ihm begegnet, und dass er ein Verbrechen begeht, wenn er seine eigene Frau vergewaltigt.

Wir schützen also nicht die Ehe, wenn wir dem Offizialdelikt nicht zustimmen, sondern wir schützen den Täter, den Vergewaltiger. Ich glaube nicht, dass irgend jemand hier drinnen das möchte; man hat es sich vielleicht nicht so genau überlegt. Bitte, haben Sie keine Angst vor der schärferen Fassung, in der alle Frauen dasselbe Recht und ein Anrecht darauf haben, dass der Staat als Anwalt auftritt, wenn sie angegriffen werden.

Frau Diener: Wen wollen wir in diesem Gesetz eigentlich schützen? Nachdem ich jetzt zugehört habe, vor allem dem Votum von Herrn Bonny und noch einigen andern in diesem Saal, komme ich zum Schluss, dass Sie wohl zuerst die Institution Ehe schützen wollen oder, wie Herr Bonny, die Kinder. Aber wenn Sie ganz ehrlich sind, dann wollen Sie vor allem jemanden andern schützen: den Täter. Ob das der richtige Weg ist? Für mich nicht.

Wir haben doch bei diesen Fällen ein Opfer, und das Opfer ist die Frau. Wenn Sie jetzt für das Antragsdelikt stimmen, dann werden Sie für das Opfer ganz klar den Weg erschweren. Beim Offizialdelikt hat die Frau die Möglichkeit der Zeugnisverweigerung, wenn sie nicht will, dass das Ganze verfolgt wird, weil sie zum Beispiel die Kinder schützen will oder weil sie die Ehe schützen will. Dafür brauchen wir das Antragsdelikt nicht. Aber diese Frauen brauchen Hilfe.

Ich weiss nicht, wer von den Männern hier im Saal schon je mit Frauen Kontakt hatte, die eine Vergewaltigung erlebt oder gar mehrfach erlebt haben. Ich denke, es ist sehr schwierig, hier nur theoretisch darüber zu verhandeln; es wäre vielleicht notwendig gewesen, dass sich einige hier im Saal eingehend mit diesem Problem, mit der Not und dem Elend, beschäftigt hätten. Spätestens nachdem Sie sich ganz konkret mit dieser Frage auseinandergesetzt hätten, wüssten Sie auch, dass die Frauen unsere Hilfe hier in der Gesetzgebung brauchen. Ich bitte Sie, stimmen Sie dem Offizialdelikt zu und nicht dem Antragsdelikt.

On. Cavadini: Questi due articoli affrontano uno dei temi più delicati di questa riforma e mi sembra che, più che l'aspetto giuridico, sia importante la questione della misura.

Sono del parere che debba essere seguita la posizione della maggioranza della Commissione e debbano invece essere respinte le diverse proposte di minoranza. Infatti si tratta di scegliere fra due soluzioni: quella della maggioranza, che dà alla donna sposata che convive con il coniuge la possibilità di denunciare il marito che le usa violenze, e quindi di far scattare l'intervento della giustizia.

E l'altra, la proposta della minoranza, che vuole permettere all'autorità di procedere d'ufficio, dando in pratica a terze persone la possibilità di denunciare una violenza tra coniugi. Mi sembra che questa seconda proposta debba essere respinta con convinzione per le gravi e penose conseguenze che potrebbe avere. La responsabilità di una denuncia per violenza, a mio giudizio, deve essere lasciata unicamente alla donna, perché soltanto lei sarà in grado di veramente valutare le conseguenze della sua denuncia sui futuri rapporti con il coniuge e anche le conseguenze che questa denuncia potrebbe poi avere sulla vita familiare nei confronti quindi dei figli. Si tratta in fondo di evitare anche ai figli eventuali interrogatori estremamente delicati e difficili.

Lasciare invece, come lo vogliono le minoranze, la facoltà di procedere d'ufficio su denuncia da parte di terze persone di una presunta violenza, significa perdere – a mio parere – il senso delle proporzioni e anche della realtà.

Così facendo a terze persone si aprirebbe la vita più intima di una coppia, dando a estranei una pericolosa facoltà di denuncia basata su affermazioni e su supposizioni, ossia su elementi

però farebbe scattare il procedimento penale, il quale potrebbe pure essere messo in moto all'insaputa e contro la volontà medesima della donna che ne sarebbe poi coinvolta. Un procedimento che provocherebbe all'interno della coppia e della famiglia, specialmente là dove vi sono dei figli d'anni, probabilmente irreparabili. Non senza dimenticare – e mi sembra anche questo un aspetto che debba essere sottolineato – che la possibilità di una denuncia da parte di terzi si presterebbe pure a ricatti e ad altre spiacevoli intromissioni nella vita coniugale che potrebbero distruggere definitivamente la serenità e l'esistenza di una famiglia, la cui vita intima arrischierebbe poi anche di diventare di pubblico dominio. Una conseguenza questa che specialmente in zone o in piccoli abitati, dove la conoscenza delle persone è molto diffusa, avrebbe indubbiamente pesanti conseguenze.

Per motivi di senso della misura, di realtà delle cose e per lasciare alla donna la responsabilità di prendere la delicata decisione di denunciare il coniuge, vi invito a sostenere la proposta della maggioranza e a respingere le minoranze.

Mme Antille: En acceptant de reconnaître le viol dans le mariage comme un délit, la commission a franchi un grand pas dans la bonne direction. Il serait dommage de ne pas profiter de cet élan pour aller encore un peu plus loin. En effet, il convient de savoir si, au niveau des procédures, il faut appliquer les mêmes principes pour le viol conjugal et pour le viol hors mariage.

Un viol, quel qu'il soit, est toujours un crime odieux qui, à mon avis, doit être poursuivi d'office. Pourquoi donc vouloir créer des différences de traitement entre ces deux catégories de viol? La majorité de la commission et le Conseil fédéral ont voulu maintenir cette inégalité estimant que la souveraineté du mariage ne saurait supporter aucune ingérence extérieure. Il faut éviter que les juges entrent dans les familles, disent certains. Ce discours est inacceptable. Il me fait penser aux propos déjà entendus lors des débats concernant la révision de la loi sur le régime matrimonial. Or, les craintes et les réticences qu'on évoquait à ce moment-là se sont complètement estompées aujourd'hui. Considérer le viol conjugal comme un cas particulier, en prenant des mesures particulières, est une injustice et une erreur. Il faut cesser de créer des catégories de traitement pour un même délit et appliquer, dans le cas du viol conjugal, la même logique que l'on conçoit pour le viol extra-conjugal. Toutes les différences que l'on veut maintenir entre les deux catégories de viol ne sont finalement que des tabous que nous avons de la peine à faire tomber.

Reconnaître le viol dans le mariage comme un délit poursuivi d'office, c'est assurer aux femmes, victimes dans le cas présent, une égalité de traitement et une meilleure protection. Je vous invite donc à soutenir, aux articles 189 et 190, les propositions de minorité défendues par Mme Stamm ou par Mme Jeanprêtre.

Mme Aubry: Je tiens à expliquer mon vote sur les articles 189 et 190 qui concernent le viol entre époux car je ne suivrai pas la majorité de mon groupe.

S'il est évident qu'on ne peut me ranger du côté des femmes revendicatrices et extrême-féministes, je dois approuver tout de même leur persistance à vouloir faire comprendre que la femme a également droit au choix du moment de l'acte sexuel dans le mariage. Il est encore trop ancré dans les traditions que l'homme dispose de la femme selon son humeur et son gré. L'égalité devrait aller au moins jusque-là. J'ajouterais que, pour les couples unis, cela ne pose aucun problème. Par contre, dans le mariage où l'homme est l'élément faible, où il s'adonne à la boisson, à la violence même contre toute sa famille, pour oublier ses propres problèmes, la femme doit être protégée et bien protégée par la loi.

A mes yeux, le viol est un crime qui est trop peu pris au sérieux par nos juges, nos tribunaux et trop peu puni, hélas! Lorsqu'il a lieu entre époux, c'est souvent dans des circonstances dramatiques et violentes, humiliantes pour la femme qui tente de ne pas alarmer sa famille, voire ses enfants. Va-t-elle se plaindre de mauvais traitements à un poste de police? On minimise

égrillardes. Il ne reste plus à une femme qu'à s'adresser au juge si elle en a le courage, et si elle n'est pas menacée par un conjoint, violent ou aviné. Le courage, la force de déposer plainte, c'est souvent ce qui manque à la femme dans une situation conflictuelle. Dès lors, il me semble que seul le principe du délit poursuivi d'office est acceptable.

Il peut y avoir des abus, de la part de voisins qui entendent des bagarres, me rétorquera-t-on, d'un ami ou d'un amant jaloux. Mais pour quelques cas dont on ne peut apporter les preuves, combien d'autres qui permettraient peut-être à des parents, à des frères et sœurs, d'intervenir pour une femme n'osant pas porter plainte parce que menacée par un mari agressif et irritable.

En tant que législateurs, il est de notre tâche de protéger un être qui, physiologiquement, est plus faible que l'homme. La concubine, vous l'avez entendu, ou la maîtresse de certains hommes est mieux protégée que l'épouse par la loi. Je pose la question: Cela va-t-il continuer? Y aurait-il donc deux catégories de femmes devant la loi?

En conclusion, chers collègues, je voudrais vous demander de ne pas jouer la comédie du loup et de l'agneau. Comprenez que ce que je vous demande est la raison. Vous êtes d'ailleurs en majorité dans nos conseils et si, souvent, des femmes agressives revendiquent vos sièges, c'est parce qu'elles pensent pouvoir mieux défendre les droits des femmes. J'ai longuement discuté de ce problème avant de faire ce choix.

Je vous demande d'accepter la plainte d'office, c'est-à-dire de suivre la minorité Stamm, aux articles 189 et 190.

M. Rohrbasser: Sacha Guitry, une des langues les plus acerbes de la littérature française, au soir de son troisième mariage disait: «Vous ne saurez ce qu'a été le bonheur qu'après vous être marié» et il ajoutait «hélas, il sera trop tard!» La nature humaine, il l'avait compris, est ainsi faite, il faut en être averti, le sublime cotoie le sordide. Quel que soit le sexe qui nous définit dans ce débat, il s'agit de mettre au vestiaire la passion et de faire place à la raison et surtout d'éviter les raisonnements à l'emporte-pièce. Partout où l'intégrité physique ou morale de l'individu peut être mise en danger, il faut ériger des barrières judiciaires. Cette règle est un invariant, restent alors là les modalités.

Que la femme violentée dans un régime d'union conjugale puisse porter plainte et recouvrer sa dignité, c'est un principe non remis en cause, la justice offrant ainsi aux femmes les moyens de se libérer de cette triste contrainte.

Alors, Mesdames, aujourd'hui, ce sont les hommes qui vous observent en clignant de l'oeil et comme nous savons que vos défauts sont semblables aux nôtres, il y a lieu de se protéger de certains systèmes de dénonciation. Cette dénonciation dite d'office – et la poursuite qui s'ensuit – se définit par un sinistre mot, la délation. Imaginez une enquête provoquée de toute pièce par une calomnie abusive découlant d'intrigues intestines. Calomniez, calomniez disait l'autre, il en restera toujours quelque chose. Imaginez le concierge, la sœur, la belle-mère ou, si le vaudeville sévissait, l'amant de la porte d'à-côté s'érigant en Zorro de la moralité entre deux personnes formant un couple. Perret chantait: «ouvrez, ouvrez la cage aux oiseaux», dorénavant nous ouvrirons nos chambres à coucher et nous regarderons sous le lit s'il n'y a pas un gendarme couché, un vrai en chair et en os. Drôle d'époque où le drap conjugal sacagé par la luxure pourrait bien devenir l'ultime stade avant la paille humide du cachot. Partout où la délation a la moindre chance de s'enraciner, il faut prendre des mesures protégeant le citoyen contre ce fléau. Nous, les Suisses, n'avons jamais fait l'expérience de cette gangrène. Allez demander aux femmes et aux hommes qui ont vécu des guerres, des dictatures ce qu'est cette horrible habitude.

Faute de pouvoir citer de crus exemples et ils seraient indécents dans cette noble assemblée, tirons un parallèle frappant. L'affaire des fiches, qu'est-ce pour certains? Ni plus ni moins qu'un viol de la conscience collective de ce pays. Qu'est-ce qui a choqué le citoyen dans cette affaire? Le fait d'être répertorié? Pas tant, mais bien plutôt la crainte de faire l'objet d'une délation à tout propos, lorsque la quiétude du

rité, sans défense, à des juges. Alors qu'avons-nous fait? On abolit les fichiers personnels et justement là, dans ces «histoires» de viol – je mets histoires entre guillemets – on ferait descendre dans la rue, à la portée du premier gigolo venu, le droit de pointer un index inquisiteur sur une personne qu'il n'aurait même pas à connaître. Alors, direz-vous, que faites-vous des enquêtes policières, que faites-vous de la justice? Elle est humaine, cette justice, vous le savez, les femmes et les hommes qui la rendent éprouvent diverses sensibilités et c'est tant mieux. Ne les mettons pas mal à l'aise en les obligeant à slalomer entre le vrai et le faux, deux notions qui, habilement manœuvrées, peuvent devenir tellement diffuses que la vérité tout comme le mensonge peuvent s'entremêler et se valoir.

Ce qui m'inquiète dans ce débat, c'est de ne pas croire la femme assez forte pour assumer son état. J'ai toujours considéré la femme comme l'égale de l'homme. Alors pourquoi vouloir la mater, l'inférioriser, qu'elle recule en la rendant dépendante d'une démarche délatrice. Vous valez beaucoup plus, Mesdames! Demeurez debout, ne pliez jamais le genou en implorant le carcan protecteur issu de la bassesse humaine. Nos grands-mères avaient jeté leur corset par-dessus les haies, parce que ces artifices vestimentaires représentaient un symbole d'étranglement et d'immobilisme. Les entraves morales sont tout aussi graves et la condition de femme vaut mieux que la fréquentation de pratiques douteuses. L'égalité que vous réclamez à juste raison, pour laquelle des générations de femmes – et permettez-moi de vous le dire – d'hommes, se sont battues ne s'obtiendra jamais dans les prétoires. C'est un état de vie, une façon de penser et, comme de la qualité de pensée dépend la qualité de la vie, allez, Mesdames, assurer avec sérénité votre destin. Nous le savons, comme disait Ferrat, «la femme est l'avenir de l'homme» et votre courage est là pour nous le prouver et surtout, même en étant femmes, lorsque vous allez vers un destin, lorsque vous allez vers une destinée qui sera la vôtre, toujours plus hautes, toujours plus égalitaires avec la gente mâle que vous fréquentez, eh bien, méditez le principe de Vauban à savoir qu'il n'y a pas de citadelle imprenable, il n'y a que de piètres assaillants!

Frau Dormann: Als Eheschutz- und Sühneversuchsrichterin fühle ich mich verpflichtet, hier meine Stellungnahme zur Nötigung und zur Vergewaltigung in der Ehe abzugeben. Ich muss allerdings zugeben, dass es mir sehr schwerfällt, 1990, zwei Jahre nach Einführung des Eherechts und der Streichung des Artikels «Der Mann ist das Oberhaupt der Familie», zugunsten der partnerschaftlichen Ehegemeinschaft über die Strafbarkeit der Vergewaltigung in der Ehe diskutieren zu müssen.

In einem Volk, das einen hohen Bildungsstand aufweist und das seit zehn Jahren die Gleichberechtigung von Mann und Frau in der Verfassung kennt, wirkt es geradezu beschämend, noch von Vergewaltigungen, insbesondere in der Ehe, sprechen zu müssen. Aber es ist leider eine Tatsache, dass in der Schweiz nicht wenige Ehefrauen durch ihre Ehemänner Opfer von einmaligen, wiederholten oder chronischen Vergewaltigungen werden.

Wenn ich Ihnen Beispiele aus meiner beruflichen Tätigkeit erzählen müsste, könnten Sie begreifen, dass ich mich für all die Männer schäme, die auf schamlose und perfide Art ihrer Macht über die Frau Ausdruck geben, schämen aber auch für die vergewaltigten Frauen, die keine Kraft mehr haben, sich gegen die Macht zu stellen sondern widerstandslos resignieren müssen. Welche Frau ühmmt sich gerne, einen Mann als Ehepartner auserwählt zu haben, von dem sie in ihren intimsten Rechten missbraucht wird? Ich wage auch, aufgrund von Schilderungen solcher Vergewaltigungen, zu behaupten, dass die Ehefrau die Vergewaltigung durch ihren Mann noch weit schlimmer, erniedrigender und verwerflicher empfindet als jene Frau, die durch eine Drittperson vergewaltigt wird, da bei der Ehefrau durch die Vergewaltigung auch das Vertrauen zu ihrem Ehemann zerstört wird.

Keine Frau muss bei Eheabschluss damit rechnen, dass sie von ihrem Ehemann vergewaltigt werden könnte, hat sie ihm doch mindestens bis zu dieser «Hochzeit» vollstes Vertrauen geschenkt. Kein Mensch setzt sich einem andern Menschen

zen oder eben gegenseitig vertrauen. Dabei sollte es selbstverständlich sein, dass die Freiheiten des Ehepartners ihre Grenzen finden sollen an der Freiheit des andern. Deshalb ist die Vergewaltigung der Ehefrau durch den Ehemann noch demütigender und gravierender. Ich sehe aus diesem Grunde nicht ein, weshalb man ausgerechnet die durch ihre Ehemänner vergewaltigten Frauen im Recht schlechterstellen will als alle andern Frauen.

Das Argument, nicht auch noch die Ehe zu beschnüffeln, indem man die Vergewaltigung in der Ehe zum Offizialdelikt bestimmt, vermag nicht zu überzeugen. Das würde dem Ehemann mehr Rechte gegenüber seiner Frau zubilligen als gegenüber einer andern Frau. In Tat und Wahrheit soll der Mann von heute im gleichen Ausmass Achtung und Respekt vor jeder Frau und jedem weiblichen Körper haben. Im Gegenteil: Erklärung zum Antragsdelikt der Vergewaltigung in der Ehe könnte sensible heiratswillige Frauen davon abhalten, eine Ehe einzugehen, weil sie in dieser Beziehung ihrem Mann gegenüber schlechtergestellt werden als vor dem Eheabschluss. Ich glaube, dass wir im Zeitalter der Gleichberechtigung mit Ahnendiskriminierungen aufräumen müssen.

Das Argument, die Strafverfolgung der Vergewaltigung in der Ehe sei ehezerrüttend – wie ich von Gegnern gehört habe –, ist geradezu absurd. Meine Herren, obwohl es Ihnen Mühe machen wird, wie vielen von uns Frauen auch, über Vergewaltigung in der Ehe zu diskutieren, weil Sie sich einen solchen Vertrauensmissbrauch nicht vorstellen können, ist sie leider keine seltene Tatsache. Sie glauben ja nicht im Ernst, dass Strafverfolgung an sich ehezerrüttend und scheidungsfördernd ist, Vergewaltigung an sich aber einem ehelichen Einvernehmen nicht schaden soll! Ich muss Ihnen leider sagen, dass praktisch in allen mir bekannten Fällen der Vergewaltigung auch übermässiger Alkoholkonsum im Spiel war und ab und zu sogar die Bedrohung mit Waffen.

Nach dem Berner Kommentar Bühler/Spühler zum Eherecht und zum Ehescheidungsrecht ist die Verweigerung des ehelichen Verkehrs gerechtfertigt, wenn dieser vom Partner im alkoholisierten Zustand verlangt wird. Dies als Antwort auf die vielen Aeusserungen von Gegnern, die annehmen, vergewaltigte Frauen hätten sich ihrem Ehemann sicher verweigern wollen. Wie denn sonst könnte es zu einer Vergewaltigung kommen?

Männer, die ihre Ehefrauen vergewaltigen, leiden meiner Meinung nach an einer Charakterinvalidität. So rücksichtslos und pietätlos sie die Ehefrau missbrauchen, so renitent wird ihr Bestreiten des Vorfalls vor dem Richter sein; vielleicht vermögen sie sich zum Teil gar nicht mehr daran erinnern, weil sie zu stark alkoholisiert waren.

Wenn der Frau als geschädigtem Opfer der Beweis vor dem Gericht nicht gelingt, muss das Verfahren eingestellt werden. Ich stelle mir vor, dass sich die Frau in solchen Fällen in ihrer Ohnmacht als Lügnerin vorkommen muss. Nach den meisten Strafprozessordnungen der Kantone kann sie für das Untersuchungs- und Gerichtsverfahren sogar kostenpflichtig werden, wenn sie als Antragstellerin aufgetreten ist. Beim Offizialdelikt fällt die Kostenpflicht der unterlegenen anzeigenden Partei weg. Auch in dieser Beziehung schaffen wir eine Diskriminierung der Ehefrau gegenüber der unverheirateten Frau. Es muss aber allen Opfern von Vergewaltigungen der gleiche Rechtsschutz gewährt werden.

Persönlich wage ich zu behaupten, dass weniger Fälle von Vergewaltigung in der Ehe vor den Richter kommen, wenn sie als Offizialdelikt statuiert werden. Alle Kantone verfügen von Gesetzes wegen über Ehe- und Lebensberatungsstellen, viele Gemeinden und Bezirke kennen Sozialdienststellen, die von Fachpersonen geführt werden. Wenn sich eine vom Ehemann vergewaltigte Frau an eine solche Stelle wendet, ist nicht in jedem Fall anzunehmen, dass die Drittperson, die davon Kenntnis erhalten hat, sofort Anzeige erstattet; sie ist auch nicht immer dazu verpflichtet. Viel eher wird diese Person versuchen, mit dem Täter in Kontakt zu treten und ihn zu einer Therapie seiner absurden Einstellung zur Sexualität in der Ehe zu überzeugen.

Längst nicht alle vergewaltigten Frauen streben eine Scheidung an. Sie suchen nach einem andern, meist unbekannten

der Ehe. Im Strafrecht sprechen wir je länger, je weniger von Busse und Sühne, sondern von Hilfe und Besserung. Als Beispiel kann ich Ihnen sagen, dass längst nicht alle Tatbestände von Notzucht in der Familie oder Verwandtschaft zur Anzeige gelangen, weil der Täter ab und zu bereit ist, sich einem Gespräch zu stellen und Hilfe anzunehmen.

Der Einwand, der vorliegende Strafbestand als Offizialdelikt könnte zu leichtfertigen Anzeigen führen, ist sicher bei der Vergewaltigung in der Ehe nicht zutreffend. Welche Frau spricht schon gerne über ihre Demütigung? Es ist nachweisbar, dass selbst Frauen, die ausserhalb der Ehe vergewaltigt werden, nicht immer in allen Fällen Anzeige erstatten, weil sie falsche Angst oder Scham vor dem Verfahren haben. Die Tendenz ist nach wie vor noch jene, dass wir immer zuerst glauben, die Frau übertreibe, phantasie oder lüge. Zudem könnte die vergewaltigte Frau ja, wie Frau Grendelmeier erwähnt hat, vor Gericht jederzeit das Zeugnis verweigern.

Wenn der Tatbestand der Nötigung und der Vergewaltigung in der Ehe von uns ganz ernstgenommen werden will, muss er zum Offizialdelikt erklärt werden. Wenn ich je an den prophylaktischen Nutzen eines Strafgesetzkartikels geglaubt habe, dann an die Strafbarkeit der Vergewaltigung in der Ehe als Offizialdelikt.

M. Longet: A priori, il y a peu de notions plus contradictoires que celle de viol et celle de mariage. Mais hélas, la réalité est différente. Dans une société où un mariage sur trois aboutit au divorce, la réalité sociale du mariage est loin d'être toujours aussi harmonieuse qu'on le souhaiterait. Le mariage peut tout à fait dégénérer en une sorte de prison dont précisément celle qui subit le viol conjugal n'a pas la force de briser les murs. C'est effectivement hélas dans le mariage qu'il est le plus facile pour certains de se transformer en violeurs, sachant que la victime subira en silence et n'osera pas sortir de sa relation de dépendance du rapport de force dans laquelle elle est enfermée. Bien sûr, ce sont des situations atypiques, comme tout ce que nous réglons dans le droit pénal, mais qui existent et qui sont terriblement dramatiques. Notre droit civil, tout à fait à l'opposé de telles relations perverses de maître à esclave, a choisi de définir clairement le mariage comme une relation d'égalité, d'assistance mutuelle et de respect réciproque. C'est aujourd'hui cette même logique que nous devons introduire dans le Code pénal.

J'aimerais rappeler que quand nous définissons des normes pénales, nous ne visons pas *a priori* la punition; nous ne visons pas *a priori* la sanction. Nous visons à définir à l'intention de l'ensemble de la société quelles sont les normes de comportement admissibles et quelles sont les choses que l'on ne peut pas faire. Nous visons donc à édicter, avec une sanction à la clé bien entendu, avant tout des normes pour la vie de tous les jours de chacun des membres de la société. Nous visons à définir des limites qui s'imposent à tous. Dans ce contexte, déclarer punissable le viol conjugal est cette indication très claire que nous donnons en tant que législateur à l'ensemble de la société, au corps social quant à ce qui est admissible et ce qui ne l'est pas. Je crois que certains de nos collègues – je pense en particulier à MM. Leuba, Bonny – dans leurs interventions ont tout à fait négligé ce côté préventif, ce côté normatif du Code pénal qui vise à indiquer à chacun ce qui n'est pas possible, ce qui n'est pas tolérable.

Dans ce contexte, il me semble que la poursuite sur plainte n'est pas appropriée à la situation réelle de dépendance dans laquelle ce type de comportements peut apparaître. Elle crée un obstacle de plus à franchir par la victime. Elle suppose de la part de la victime une volonté de se lancer dans une procédure. En un mot, il me semble que seule une procédure d'office permet de répondre à la situation de soumission psychologique d'abord, factuelle ensuite, qui permet au drame qu'est le viol conjugal d'exister. Il me semble que si nous faisons une loi qui rend punissable le viol conjugal et si nous n'allons pas dans le sens de la poursuite d'office, nous obtiendrons une loi imparfaite dont nous risquons de regretter qu'elle ne porte pas tous les effets que nous devons en attendre. En effet, si nous

vouloir réellement efficace et pour moi, la seule garantie d'efficacité, c'est la punissabilité d'office.

Frau Segmüller: Im Prinzip sind wir uns ja einig. Jede Vergewaltigung soll strafbar sein. Wir diskutieren über das Mass. Antragsdelikt, Officialdelikt oder Zwischenlösungen, Ermächtigung oder Widerruf.

Die Frage des Masses sollte nicht zur Hauptfrage emporgehoben werden. Die Frage stellt sich für mich nicht so, wie Herr Leuenberger Moritz sie gestellt hat, nämlich: Ist das Delikt schwer genug, dass es ein Officialdelikt sein soll? Ich stelle die Frage anders: Ist es gerechtfertigt, zu differenzieren, der Ehe eine Sonderbehandlung zu gewähren? Ich beantworte diese Frage mit: Ja. Denn was ist die Ehe? Sie ist und bleibt die engste und intimste Gemeinschaft zwischen zwei Menschen. Es gibt keine absolute Gleichstellung von Ehe und Konkubinat.

Wieso denn haben wir ein Eherecht, nicht aber ein Konkubinatsrecht? Diese spezielle Bindung schafft auch ein spezielles Verhältnis zwischen Opfer und Täter bei der Vergewaltigung in der Ehe. Die Sonderbehandlung via Antragsdelikt soll dem Opfer die Möglichkeit geben, diese Bindung neu zu beurteilen, und zwar eine Bindung, die nicht wie das Konkubinat von heute auf morgen gelöst werden kann, und eben selber zu beurteilen, wie es auf die Tat reagieren will. Dies rechtfertigt meiner Meinung nach eine juristische Sonderbehandlung. Es ist dies keine schlechtere Behandlung, sondern sie gibt der Ehefrau Sonderrechte entsprechend dem zivilrechtlichen Zweck der Ehe, nämlich Schutz dieser speziellen Bindung. Wenn man das negiert, müsste man logischerweise das Eherecht abschaffen. Die Anträge mit Widerspruch oder Ermächtigung zeigen, dass es einem nicht wohl ist beim reinen Officialdelikt. Der Unterschied zwischen diesen Varianten ist ja auch nicht sehr gross.

Ich möchte einen weiteren Aspekt einbringen, nämlich die Europafähigkeit. Die Diskussion über die Ausgestaltung des Deliktes findet in allen umliegenden Ländern statt. In keinem unserer Nachbarländer ist Vergewaltigung in der Ehe ein reines Officialdelikt. Mit dem Antragsdelikt sind wir also in guter Gesellschaft. Es ist um so eher zu verantworten, als es, wenn Gewalt oder Grausamkeit im Spiel sind, zum Officialdelikt wird.

Es gibt auch einen praktischen Aspekt. Ich gehe davon aus, dass bei einer Vergewaltigung in der Ehe keine Zeugen vorhanden sind, also wird die Tat nur bekannt, wenn die Frau redet, sich jemandem anvertraut. Die Frau ist damit zugleich Opfer und alleinige Zeugin. Diese spezielle Situation wird auch durch das Officialdelikt nicht entschärft, d. h. im Grunde ist ein Officialdelikt für die Vergewaltigung in der Ehe eben doch eine Art Antragsdelikt. Daher bin ich dafür, dass wir die Vergewaltigung in der Ehe konsequenterweise zum Antragsdelikt machen.

Es gibt einen weiteren Aspekt: Beim Antragsdelikt kann die Frau die Klage zurückziehen. Beim Officialdelikt kann sie das Zeugnis verweigern. In beiden Fällen ist sie allenfalls dem Druck des Partners ausgesetzt. Hier hat also das Officialdelikt überhaupt keinen Vorteil zu bieten. Dem Vorwurf, die Antragstellerin könne als Querulantin abgetan werden, ist entgegenzuhalten, dass dann Antragsdelikte generell abgeschafft werden müssten, weil man das in jedem Fall eines Antragsdeliktes vorbringen kann.

Ich bitte Sie daher, der Ausgestaltung als Antragsdelikt zuzustimmen.

Frau Nabholz: Ich habe mich während der ganzen Debatte gefragt, warum wir uns eigentlich so schwertun mit der Regelung dieser Straftat. Es mag damit zusammenhängen, dass wir ein Delikt zu regeln haben, das ganz besondere Merkmale aufweist, die sonst kein Delikt aufweist. Es betrifft den Sexualbereich und damit die intimste Sphäre, die lange Zeit tabuisiert war. Es betrifft gewaltsame geschlechtliche Beziehungen, bei welchen fast ausnahmslos der Mann der Täter, die Frau das Opfer ist.

Es gibt zudem keinen Tatbestand, der mir bekannt wäre, um den sich derart viele Mythen ranken wie um die Vergewaltigung. Es gibt auch keinen Tatbestand, bei dem die Täter/

bereit ist, für den Täter Entlastungsgründe zu suchen und dem Opfer die Schuld zuzuschreiben. Letztlich gibt es auch keinen Tatbestand, der für Frauen erniedrigender, entwürdigender, demütigender, ja, auch zerstörender sein kann.

Nun will die Kommissionsmehrheit diesem Ausnahmekatalog noch eine weitere Ausnahme hinzufügen, indem man die Vergewaltigung innerhalb der Ehe nur auf Antrag hin bestrafen soll. Argumentiert wird vor allem mit dem freien Willen der Frau betreffend Strafanzeige und vor allem mit ihrem freien Willen, den Gang des Verfahrens selbst bestimmen zu können.

Es ist bereits ausgeführt worden: Das ist ein Nebenkriegsschauplatz, auf den man uns führen will, um vom Officialdelikt abzulenken, weil die verheiratete Frau selbstverständlich auch bei einem Officialdelikt den Gang des Verfahrens weitgehend selbst bestimmt. Die verheiratete Frau kann nicht gezwungen werden, gegen ihren Ehemann auszusagen. Sie kann nicht zum Zeugnis verpflichtet werden. Dadurch erledigt sich ein solches Verfahren sozusagen von selbst.

Trotz gegenteiliger Beteuerung kommt es eben bei der Frage, ob Officialdelikt oder Antragsdelikt, auf eine Wertung heraus, auf eine Gewichtung, ob eine Vergewaltigung ausserhalb der Ehe schwerer wiege als dieselbe Tat innerhalb der Ehe.

Nun wird niemand behaupten wollen, eine Vergewaltigung sei ein Bagatelldelikt. Das hat auch niemand getan. Das sieht man am Strafmass, und es wäre ein Unikum, wenn wir nun hier eine Tat, auf die Zuchthaus steht, nun plötzlich wie ein Bagatelldelikt als Antragsdelikt ausgestalten und damit verfahrensmässig in die Situation der Behandlung eines blossen Vergehens geraten.

Glauben Sie ja nicht, dass diese Umgestaltung des Delikts im Verfahrensrecht keinen Einfluss hat auf den Gang des Verfahrens; glauben Sie vor allem nicht, dass das keinen Einfluss hat auf die Ernsthaftigkeit, mit welcher die Untersuchung angestellt wird.

Sie haben das Argument von Kollege Leuba gehört. Es wird damit doch automatisch bei den Untersuchungsbehörden suggeriert, es sei, wenn in der Ehe tatbeständliches Verhalten vorkommt, im Prinzip doch eine Privatangelegenheit, die die Ehegatten unter sich lösen können. Sie können sich vorstellen, dass durch solche Dinge ganz klar die Position des Opfers geschwächt wird.

Sie werden zudem einen Widerspruch nicht los. Sie haben in diesem Gesetz einen Absatz 3, der die Vergewaltigung bei einer schweren Tat *officialiter* verfolgen will. Ja, meine Damen und Herren, wenn Sie Vergewaltigung in der Ehe nicht von Anfang an als Officialdelikt ausgestalten, wie können Sie dann wissen, ob der Täter grausam, gefährlich oder mit einem gefährlichen Gegenstand gehandelt hat?

Ich möchte zum Schluss kommen und auf eine allgemeine, grundsätzliche Sache zu sprechen kommen: Eine Rechtsordnung, die sich für die Rechte aller verbürgt, darf diese nicht ausgerechnet den schwächsten Gliedern der Gesellschaft vorenthalten. Mit der Option, Vergewaltigung in jedem Fall strafbar zu erklären, hat man eine grundsätzliche Entscheidung getroffen, die kein Wenn und Aber zulässt. Hier wie nirgends sonst gilt wohl der Satz: «C'est la loi qui donne des dents à la morale.» (Beifall)

Präsident: Darf ich die Besucher auf der Tribüne darauf aufmerksam machen, dass unser Reglement es ausschliesst, dass Sie Ihrer Sympathie oder Antipathie Ausdruck geben? Danke.

Rechsteiner: Gestatten Sie mir noch ein paar Gedanken zu einigen Votanten, die für ein Antragsdelikt plädiert haben.

Zunächst zu den Herren Eonny und Leuba. Sie haben, und das ist aufgefallen, bei Ihrer Argumentation immer wieder das Selbstbestimmungsrecht und die Freiheit der Frau herangezogen und damit argumentiert, dass die Ehefrau ihre Freiheit und das Selbstbestimmungsrecht behalte, wenn sie das Antragsrecht im Zusammenhang mit einer Vergewaltigung in der Ehe ausüben könne.

Es ist doch ausserordentlich fragwürdig, das Argument der Freiheit und des Selbstbestimmungsrechts beim Antragsrecht

ist einer der schwersten Eingriffe in die Freiheit der Frau, der Ehefrau, und sie zerstört ihr sexuelles Selbstbestimmungsrecht. Die Freiheit wird gebrochen durch den Akt der Vergewaltigung selber. Hingegen kann nicht wegdiskutiert werden, dass das Strafantragsbedürfnis in der Praxis kein Sonderrecht der Ehefrau bedeutet, wie es Frau Segmüller ausgedrückt hat, sondern eine Sonderverpflichtung, eine zusätzliche Hürde für die Einleitung eines Strafverfahrens darstellt. Wir haben, wenn das Officialdelikt für die Vergewaltigung in der Ehe nicht gilt, prozessual zwei Arten von Vergewaltigung: Wir haben die «normale Vergewaltigung», die *officialiter* verfolgt werden muss, und die Vergewaltigung in der Ehe, wo die Ehefrau die zusätzliche Hürde des Strafantrages überwinden muss. Diese Hürde ist in der Praxis schwer zu überwinden, weil gerade bei diesem Delikt seitens des Ehemannes regelmässig Druck im Hinblick auf einen Rückzug des Strafantrages ausgeübt wird. Verfahrensmässig stellt dies eine klare Diskriminierung der Ehefrau dar gegenüber anderen Frauen, die vom gleichen Delikt betroffen sind.

Herr Leuba hat weitere sehr fragwürdige Aussagen gemacht im Zusammenhang mit der Unterscheidung von Vergewaltigungen ausserhalb der Ehe, die für die Gesellschaft eine Gefahr darstellen, und Vergewaltigungen in der Ehe, die das nicht täten. Er geht dabei offensichtlich von der Annahme aus, dass es sich bei der Ehe um so etwas wie einen rechtsfreien Raum handle. Die Ehe ist aber kein rechtsfreier Raum. Die Ehefrau behält ihre Grundrechte, und zu den Grundrechten gehört elementar das Recht auf sexuelle, persönliche Integrität. Dieses Recht wird durch eine Vergewaltigung in gravierender Weise verletzt.

Herr Maitre hat dann einen Unterschied gemacht, und er ist aufschlussreich, und zwar zwischen der Vergewaltigung in der Ehe und dem sogenannten «*viol ordinaire*», also der sogenannten «gewöhnlichen Vergewaltigung», wie er sie genannt hat. Er hat dabei übersehen, dass alle neueren Studien ergeben, dass gerade neben den anderen Vergewaltigungen diejenigen in den Beziehungen das grosse Problem sind, das gesellschaftlich erkannt werden muss und für das auch Lösungen geschaffen werden müssen. Der Strafgesetzgeber bringt mit seinen Entscheidungen über die Bestrafung grundsätzliche Werthaltungen zum Ausdruck. Herr Maitre hat dann im Zusammenhang mit der Vergewaltigung in der Ehe – und nur in diesem Zusammenhang, das ist hervorzuheben – die sekundäre Viktimisierung angesprochen, wie man das technisch ausdrückt, die Traumatisierung eines Opfers durch das Strafverfahren. Das ist aber kein Problem, das nur die Ehefrau betrifft, sondern alle Opfer von Sexualdelikten. Dieses ernsthafte Problem kann mit der Einführung eines zusätzlichen Verfahrenshindernisses nicht beseitigt werden, sondern allenfalls dann, wenn neue Verfahrensrechte geschaffen werden, Verfahrensrechte, wie sie beispielsweise im Opferhilfegesetz vorgesehen sind. Es müsste beispielsweise dafür gesorgt werden, dass Sexualdelikte auch von Frauen- und nicht mehr nur von reinen Männergerichten beurteilt werden.

Eine abschliessende Bemerkung: Die Entscheide des Ständerates sind ja bereits so zu qualifizieren, als ob sie aus einem andern Jahrhundert stammten. Aber selbst dort hat jemand einmal anerkannt, dass sie vermutlich sehr viel anders ausgefallen wären, wenn der Ständerat geschlechtermässig anders zusammengesetzt gewesen wäre, wenn eine Frauenmehrheit dort gesessen hätte.

Ich möchte Sie bitten, diesen Gedanken auch auf unseren Rat zu übertragen. Hätten wir hier eine Frauenmehrheit, so wären gewisse Voten in diesem Rat so nicht gefallen, und gewisse Anträge wären so nicht gestellt worden. Die Entscheidungen würden zweifellos zugunsten des Officialdeliktes ausfallen!

Nussbaumer: Die Vergewaltigung ist ein Verbrechen, das leider in den letzten Jahren stark zugenommen hat. Es ist für mich ein ganz unvorstellbar schwerwiegendes Delikt. Trotzdem oder vielleicht deswegen bin ich erstaunt, dass sich in diesem Rat die Situation jetzt umgekehrt hat im Vergleich zur Behandlung des Strafgesetzes, wo es um die Vergehen gegen

die sich jetzt ganz eindeutig ins Lager des Opfers geschlagen haben, praktisch nur Verständnis für den Täter hatten.

Frau Haering Binder hat gesagt, Ehezerstörer sei der Partner, der Vergewaltiger, und nicht der Richter. Das stimmt. Aber beim Officialdelikt zerstört der Richter- und Schnüffelstaat die Familie, und zwar unter Missachtung der Interessen der Kinder, deren Ruf in Mitleidenschaft gezogen wird. Vergewaltigung in der Ehe als Officialdelikt missachtet auch die legitimen, aber durch niemanden vertretenen Interessen der Kinder, nicht nur des Opfers. Der Staat hat ein öffentliches Interesse am Schutze der Familie.

Die Lösung der Mehrheit wird den Interessen der Frau hundertprozentig Rechnung tragen, indem sie als mündige Person klagen kann. Es gilt, die Eheberatungsstellen so auszubauen, dass die vergewaltigten Ehefrauen Hilfe erhalten, um ihr Recht durchzusetzen.

Frau Haering Binder, Herr Moritz Leuenberger und Frau Nabholz haben behauptet, der Druckversuch beim Officialdelikt sei kleiner. Das Verfahren beim Officialdelikt kann von der Frau nicht mehr gestoppt werden, das stimmt. Selbst wenn sie aus freien Stücken ihrem reuigen Mann vergeben möchte, holt sie der Richter zu Hause ab. Sie kann die Aussage zwar verweigern, der Schaden des Verfahrens ist aber sehr gross. Ein ruchloser Ehemann indessen könnte auch beim Officialdelikt die Frau unter Druck setzen, so dass sie, wenn sie vom Richter abgeholt wird, aus Angst vor dem Richter nicht aussagt. Dann wird das Verfahren eingestellt, und die Familie wird womöglich noch – Sie kennen die üblen Dorfgeschwätze – zum Gelächter und zum Gespött der Umgebung. Wir sollten die Ursachen der zunehmenden Vergewaltigung generell erforschen.

Herr Longet, ich glaube nicht an die präventive Wirkung des Officialdeliktes, weil sich primitive Täter nicht um die Artikel des Strafgesetzbuches kümmern. George Bernard Shaw sagte einmal, der Unterschied zwischen Ehe und Freundschaft liege darin, dass die Ehe auf Dauer, auf Treue und auf Unauflöslichkeit angelegt sei, während die Freundschaft bei der ersten Schwierigkeit ohne weiteres gelöst werden könne.

Wenn Sie diesen Unterschied bei der Gesetzesausarbeitung beachten, kommen Sie zum Schluss, dass Sie das Antragsdelikt unterstützen müssen, um so mehr – das hat Frau Stamm vergessen oder unterschlagen – als die Kommission einstimmig bei beiden Artikeln Absatz 3 hinzugefügt hat: «Handelt der Täter grausam», so ist die Strafe Zuchthaus nicht unter drei Jahren. Die Tat wird in jedem Fall von Amtes wegen verfolgt.» Diese Verschärfung wurde einstimmig von der Kommission beschlossen. Man soll sie jetzt nicht relativieren und bagatellisieren.

Ich bitte Sie, dem Antragsdelikt zuzustimmen.

M. Petitpierre: Il faut reconnaître que dans le domaine qui nous occupe la pertinence du droit pénal est limitée, mais ce droit a au moins la valeur mentionnée par Mme Nabholz à la fin de son intervention, et quoi qu'il en soit, ce soir, on parle du Code pénal. Mais il faut savoir que ce n'est pas ici que l'on résout fondamentalement un problème de la gravité de celui-ci. Entre la poursuite sur plainte et la poursuite d'office, la détermination est vraiment très difficile. Un fait est sûr: le viol entre personnes mariées vivant en commun et entre personnes vivant en commun même sans être mariées n'est en tout cas pas moins odieux que le viol d'une personne étrangère au cercle des proches. La rupture du lien de confiance qu'il implique ajoute plutôt à sa gravité, ne l'atténue en rien en tout cas.

Or, la majorité tient compte de cette différence qui n'affecte pas la gravité du crime – tout le monde est d'accord – et cela de façon contestable, puisque les concubins vivant ensemble ne sont pas inclus dans le texte de l'alinéa 2 proposé par la majorité. La plainte est donc prévue seulement pour les époux vivant ensemble, d'où une différence de traitement avec les époux séparés, les concubins vivant ensemble et les personnes sans proximité particulière.

Les critères doivent être cherchés ailleurs. Est décisive à mes yeux la comparaison des inconvénients des deux systèmes. L'inconvénient de la poursuite d'office est qu'elle peut conduire à des procès pénaux que la victime ne souhaite pas pour des raisons personnelles ou familiales parfaitement légitimes.

mille. Et on admet pourtant, dans ce cas-là, la poursuite d'office. Il en est encore plus de même quand les époux sont séparés, si l'on pense à ce que disait M. Maître du souci qu'il avait de préserver les enfants. Et il y a des enfants quand les époux sont séparés. Dans ce cas-là, pourtant, la majorité admet la poursuite d'office.

La poursuite sur plainte – je m'occupe de ses inconvénients – impose à la victime de prendre à elle seule – on l'a suffisamment relevé ici – la responsabilité de l'action pénale avec toutes les pressions, tous les tourments supplémentaires que cela peut impliquer pour la victime. Les cas où l'instruction d'office soulage la victime et la libère d'une partie d'une responsabilité très lourde ne sont pas exceptionnels. Il me semble que les situations de la première hypothèse, celles où la poursuite est nuisible, seront nécessairement peu nombreuses. Et surtout, elles seront moins nombreuses que celles de la seconde hypothèse. Cela est pour moi déterminant. N'oublions pas quand même que l'autorité de poursuite jouit d'un certain pouvoir d'appréciation. N'oublions pas que, notamment si la victime s'oppose à la poursuite, dans nombre de cantons le procureur général peut en tenir compte, que le juge opérera, je l'espère, toujours à huis clos et qu'enfin, dans son jugement, il doit tenir compte de toutes les circonstances.

Autre problème où je tente de faire des comparaisons: les possibilités d'abus. Elles sont exactement les mêmes dans les deux systèmes. Je dirai que le système de la plainte est un tout petit peu plus dangereux en termes d'abus parce que le fait qu'on pourra retirer une plainte peut plus facilement inciter quelqu'un à en déposer une un peu légèrement en se disant: «suivant ce qui se passe je pourrai toujours la retirer». Quoi qu'il en soit, je n'argumente vraiment pas là-dessus, je ne crois pas que sont nombreuses les personnes qui sont d'accord de se lancer à la légère et sans bons motifs dans une procédure pénale pour viol.

C'est ce qui m'amène à trancher en faveur du texte, «biffer», de la minorité conduite par Mme Stamm, aux articles 189 et 190, alinéas 2. La poursuite d'office présente finalement moins d'inconvénients que la poursuite sur plainte. Elle est plus claire, plus simple et elle ne repose pas sur des distinctions peu ou pas pertinentes. Les solutions plus nuancées ont un goût de perfectionnisme qui me fait penser qu'elles vont manquer leur but.

C'est pour cette raison que je vous invite à suivre la proposition de Mme Stamm et à biffer les alinéas 2 des articles 189 et 190.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Frau Danuser: Ich wollte vor eineinhalb Stunden eine Erklärung zum Votum von Herrn Leuba abgeben. Ich wurde an den Schluss der Liste gesetzt und habe so Gelegenheit, zu jemandem etwas zu sagen, der tüchtig «in den Wolken herumgestochert» hat, nämlich zu Herrn Rohrbasser.

Herr Leuba, Sie sagen, das Strafgesetzbuch dürfe nicht über Ehe und Familie gestellt werden. Stimmt es, dass Sie damit meinen, Ehe und Familie stellten etwas ganz besonders Hochstehendes und Würdiges dar? Wollen Sie damit nicht die Familie aufwerten? Es gelingt Ihnen aber nicht – mit dieser Aussage machen Sie das Gegenteil.

Dasselbe gilt übrigens auch für Herrn Nussbaumer. Ehe und Familie werden von Ihnen abgewertet. Frau Bär hat Ihr Votum als ungeheuerlich bezeichnet. Ich möchte sagen, es ist unlogisch. Solange Sie einer verheirateten Frau weniger Schutz gewähren wollen als einer unverheirateten, werten Sie die Ehe gegenüber den vertragslosen Beziehungen ab.

Herr Rohrbasser hat gesagt, man wolle hier die Frauen bevormunden, sie sogar zu Denunziantinnen machen. Das stimmt nicht. Als vom Manne bevormundet galten die Frauen bis 1912, bis zur Schaffung des Zivilgesetzbuches. Nachher, bis ins Jahr 1988, galt nach Zivilgesetzbuch der Mann als Oberhaupt der Familie. Und heute sind sie in rechtlicher Hinsicht gleichberechtigte Partner.

Hier und heute, bei der Behandlung des Sexualstrafrechts, geht es darum, die verheirateten Frauen den unverheirateten gleichzustellen. Das ist dann der Fall, wenn Sie dem Antrag

M. Cotti, rapporteur: Je voudrais faire quelques remarques quant aux propositions de Mme Stamm, de Mme Jeanprêtre et de Mme Eppenberger.

Mme Stamm craint que les épouses victimes subissent des pressions telles qu'elles renoncent à exercer leur droit de plainte. Elle plaide donc en faveur du délit poursuivi d'office. La variante selon laquelle le délit est poursuivi d'office aussi longtemps que la victime ne s'y oppose pas, soit la proposition de Mme Jeanprêtre, s'inscrit également dans ce cadre. Dans les deux cas, la poursuite est entamée d'office, même à l'insu ou contre le gré de l'épouse victime, suite à une dénonciation ou au bavardage d'un tiers, d'un ami ou d'un parent. Enfin, le fonctionnaire qui a eu connaissance de l'acte dans l'exercice de ses fonctions, par exemple au cours d'une enquête concernant un autre cas, est tenu de promouvoir une procédure à l'encontre du mari qui aurait commis un viol sur son épouse sans que cette dernière ait la possibilité de se prononcer. En somme, chaque personne qui a été lésée par un acte punissable, ou qui a simplement eu connaissance d'un acte punissable, a le droit de le dénoncer à l'autorité compétente.

Dans le cas d'un délit poursuivi d'office, l'épouse ne peut exercer son droit d'autodétermination qu'en refusant de témoigner. Ce refus ne pourrait toutefois pas interrompre le cours de la procédure, il l'aggraverait au contraire. Le procès continuera, le juge enquêtera, entendra des témoins, la victime subira une deuxième honte, celle de se trouver dépourvue de moyens pour faire entendre sa voix, pour décider de son futur et de celui de sa famille.

Avec la proposition Jeanprêtre, la victime peut réagir dans un délai de trois mois en stoppant la poursuite. Mais entre-temps, il y aura eu des actes du juge, avec toutes les conséquences négatives que la femme doit être en droit de pouvoir éviter. La femme pourra agir lorsque le dommage moral sera irréparable, «quando i buoi sono fuori della stalla», comme nous disons en italien.

La proposition de Mme Eppenberger, quant à elle, consiste à accorder à l'épouse victime le droit d'autoriser la poursuite dans les trois mois qui suivent l'ouverture de ladite poursuite. Cette autorisation peut évidemment être retirée, Madame Eppenberger. Je crains que, dans ce débat sur des solutions un peu particulières, l'on ne recherche des solutions – je ne dirais pas de prestige – qui tendent à garder dans le Code pénal la notion de délit officiel, et qui en pratique sont plus proches, sinon identiques au délit poursuivable sur plainte. La portée procédurale de l'autorisation est substantiellement égale à celle d'une plainte. Il faut admettre que la proposition Eppenberger serait la moins dangereuse des trois. Elle a néanmoins un désavantage en commun avec la proposition de Mme Jeanprêtre, celui d'inventer un moyen de droit susceptible de provoquer potentiellement une certaine confusion. Madame Jeanprêtre, plutôt que de proposer un délit poursuivable d'office – ce que d'ailleurs vous venez de soutenir en première ligne – autant, Madame Eppenberger, s'accommoder d'une poursuite sur plainte.

Les situations ne sont pas exactement identiques, je l'admets, mais très semblables. Ces compromis ne sont pas souhaitables.

La question centrale est de savoir par qui le viol doit être porté à la connaissance de l'autorité de poursuite. C'est l'épouse qui doit avoir la possibilité d'apprécier les conditions de la poursuite. Ces conditions diffèrent substantiellement, quoi qu'on dise, lorsque l'auteur est une personne inconnue, ou peu connue, de la victime, ou lorsqu'il s'agit du conjoint. Si l'on admet l'hypothèse d'un viol qui serait poursuivi sur plainte, qu'il s'accomplisse dans la famille ou en dehors de celle-ci, il faut admettre aussi dans ces conditions que la femme aurait beaucoup moins d'hésitation à déposer une plainte contre un inconnu, ce qui n'est pas le cas lorsqu'il s'agit de la personne avec laquelle elle a une relation durable, avec laquelle elle est mariée, parce que par la plainte tout un ensemble de rapports serait touché, soit dans le cas présent, ceux qui dépendent du mariage et de la vie en commun. J'admets avec M. Petitpierre que l'on aurait peut-être pu faire de cet article quelque chose de différent: remplacer le «et» par un «ou». Mais telle est la si-

En conclusion, je dirai que ce n'est pas vrai que le délit poursuivi sur plainte soit considéré comme moins grave que celui poursuivi d'office. Avant l'introduction du Code pénal suisse dans six législations cantonales, le viol n'était pas poursuivi d'office mais sur plainte, accompli soit dans ou hors du mariage. Cela n'avait rien à voir avec la gravité de l'acte mais défendait surtout les intérêts de la victime. Il faut distinguer deux choses essentielles: l'illicéité du comportement et les conditions de punissabilité. Ce qui est choquant dans le Code pénal en vigueur aujourd'hui, c'est que non seulement le viol entre époux n'est pas punissable mais licite. La commission a apporté cette correction à l'article en question. Les éléments constitutifs du délit sont les mêmes, mais, dans un cas, un lien juridique notable entre le mariage et l'intérêt de la victime joue un rôle très important et déterminant.

La femme qui dispose au fond de la plainte est privilégiée. Elle peut décider; elle a un délai de six mois pour ce faire et elle peut consulter les associations de protection de la femme ou de la famille. Elle peut décider, pour finir, de briser le mariage, comme elle peut aussi décider de le sauvegarder, donc de se réserver la solution qu'elle juge être pour elle, la victime, la plus favorable. Il faut lui laisser le choix soit en finir avec une solution insupportable soit sauvegarder son acquis matrimonial.

Frau **Spoerry**, Berichterstatterin: Vielleicht erinnern Sie sich an mein Eintretensvotum: Die Lösung ohne jegliche Nachteile, die Lösung, die alle Fälle optimal abdeckt, gibt es bei diesem schweren Delikt nicht.

Die emotionale und rechtliche Bindung des Opfers an den Täter, das Bekanntwerden des schweren Eingriffs in den intimsten Bereich einer Frau, das mögliche Vorhandensein gemeinsamer Kinder lassen Zielkonflikte entstehen, die gegeneinander abzuwägen sind und die mit keiner Lösung vollumfänglich behoben werden können. Die Diskussion hier in diesem Rat hat das deutlich gemacht, so wie das auch in der Kommission deutlich geworden ist. Beide Seiten haben die Vorteile ihrer Lösung und die Nachteile der anderen Lösung subtil und mit guten Argumenten vertreten.

Wir haben das auch in der Kommission gemacht und uns die Aufgabe sicher nicht leicht gemacht. So haben wir zum Beispiel versucht, eine Lösung zu finden, welche die Frauen nach erfolgter Tat vor Pressionen, vor Druck schützt. Und wir haben festgestellt: es gibt sie nicht. Der Täter kann die Frau unter Druck setzen, keinen Antrag zu stellen. Der Täter kann die Frau in jedem Fall unter Druck setzen, und zwar beim Antrag Jeanprêtre, Widerspruch einzulegen, beim Antrag Eppenberger Susi, die Ermächtigung nicht zu erteilen, und beim Officialdelikt, nichts auszusagen. Wir können dieses Problem mit dem Strafrecht nicht lösen, so gerne wir das täten. Das ist die erste Feststellung.

Und jetzt komme ich zu den Anträgen Jeanprêtre und Eppenberger Susi. Beide Anträge versuchen, eine Kompromisslösung einzubringen. Sie wollen die Nachteile des Antrags- und des Officialdeliktes minimieren und die Vorteile retten. Sie wollen der Frau den ersten schwierigen Schritt der Anzeige ihres eigenen Mannes ersparen und gleichzeitig ermöglichen, dass die Frau trotzdem das Verfahren in der Hand behalten und auf das Verfahren Einfluss nehmen kann.

Zum Antrag Jeanprêtre ist zu sagen – Frau Jeanprêtre legt Wert darauf, dass ich das nochmals wiederhole –, dass der Unterschied zwischen dem Antrag Jeanprêtre und dem Antrag Eppenberger Susi darin besteht, dass Frau Jeanprêtre das Widerspruchsrecht allen Opfern geben will. Verheiratete und unverheiratete Opfer könnten mit einem Widerspruch gegen das eingeleitete Verfahren das Verfahren stoppen. Damit – das muss ich jetzt vor allen Dingen zu Herrn Leuenberger Moritz sagen, der aber nicht hier ist – lässt sich beweisen, dass die Tatsache, ob wir eine Vergewaltigung innerhalb der Ehe als ein Antrags- oder ein Officialdelikt verfolgen, nichts über den Unrechtsgehalt dieses Deliktes aussagt. Das Widerspruchsrecht unterbindet ein Verfahren. Das Antragsrecht muss nicht ausgeübt werden. Hier besteht die Verbindung. Wir haben in der Kommission sogar darüber diskutiert, alle

selbstverständlich ein Prozess über eine Vergewaltigung auch für eine nichtverheiratete Frau keine angenehme Sache ist und einen schweren Eingriff in ihre persönliche Sphäre darstellen kann, dem sie gerne ausweichen würde. Wir haben aber davon abgesehen, und zwar nicht wegen des Unrechtsgehaltes, sondern weil das ein Schritt hinter das geltende Recht zurück gewesen wäre, so dass wir wahrscheinlich auf wenig Verständnis gestossen wären. Aber auch der Experte hätte vom Unrechtsgehalt der Tat her mit einer solchen Lösung leben können.

Es gibt in unserem Recht drei Möglichkeiten, ein Antragsdelikt anstatt eines Officialdeliktes einzuführen: Zum ersten die Geringfügigkeit der Tat, also der berühmte Ragusa-Stengel im Warenhaus von Herrn Loeb; zum zweiten der Schutz der persönlichen Sphäre; zum dritten die Möglichkeit der Versöhnung, die den Fortbestand einer Zweierbeziehung bewirken könnte.

Beim Entscheid zum Antragsdelikt sind wir in der Kommission von diesen zwei Grundsätzen ausgegangen: vom Schutz der persönlichen Sphäre und von der Möglichkeit der Versöhnung und des Weiterbestandes der Ehe.

Wohl wissen wir, dass es schwierig sein dürfte, nach einer Vergewaltigung eine Ehe weiterzuführen, aber es ist sicher nicht unmöglich. Aus diesen Überlegungen muss ich den Vorwurf von Frau Diener – auch sie ist nicht hier – an die Kommissionsmehrheit, sie wolle mit dem Antragsdelikt in Wirklichkeit nicht das Opfer, sondern den Täter schützen, mit Entschiedenheit zurückweisen. Diesen Vorwurf verdienen wir nicht, nachdem wir um eine gute Lösung so gerungen haben.

Ich möchte einen weiteren Unterschied zwischen dem Antrag Jeanprêtre und dem Antrag Eppenberger Susi anführen. Frau Jeanprêtre ermöglicht dem Opfer den Widerspruch, nachdem das Verfahren eingeleitet worden ist. Es ist also möglich, dass mit Einvernahmen bereits Schaden, beispielsweise bei den Kindern, angerichtet ist. Frau Eppenberger hingegen möchte die Ermittlungen erst dann greifen lassen, wenn die Frau dazu ihre Einwilligung erteilt hat.

Ich mache keinen Hehl daraus, dass ich für den Antrag Eppenberger Susi grosse Sympathie habe. Wir haben diesen Antrag in der Kommission diskutiert. Persönlich habe ich gehofft, er könnte eine Brücke bauen, ein Kompromiss sein. Frau Zölch hat es mit mir gehofft. Ich war auch der Meinung, dass die Schwäche des Antrages, nämlich etwas Neues, etwas Ungeohntes in unsere Rechtsordnung einzuführen, durchaus als Innovation in einem so heiklen Bereich vertretbar wäre. Aber dieser Kompromiss ist nicht zustande gekommen, und ich muss auch festhalten, dass er deswegen nicht zustande gekommen ist, weil die Vertreter des reinen Officialdeliktes zu diesem Kompromiss nicht Hand geboten haben.

Da dieser Kompromiss nicht konsensfähig war, haben wir uns nachher in der Kommission mit 13 zu 4 Stimmen bei 3 Enthaltungen klar für das Antragsdelikt entschieden. Wir bestreiten nicht, dass es Fälle gibt, in denen das Officialdelikt für das Opfer die bessere Lösung wäre und die bessere Hilfe darstellen könnte. Aber wir wissen ebenso, dass es auch Fälle gibt, bei denen ausgerechnet die Verfolgung von Amtes wegen für das Opfer selbst ein Erschweris darstellt: nämlich dann, wenn ein Besserungswille des Täters vorhanden ist, wenn die Frau den Täter nach wie vor liebt, die Ehe weiterführen möchte, dem Täter eine Chance geben möchte oder wenn sie die Kinder nicht hineinziehen will.

Das Zeugnisverweigerungsrecht beim Officialdelikt kann diese Probleme nicht befriedigend lösen, weil das Verfahren von Amtes wegen eingeleitet werden musste und zunächst einmal zu verfolgen ist. Es gibt aber noch weitere Probleme beim Officialdelikt – Herr Leuba hat bereits darauf hingewiesen. Wenn die Frau zum Eheschutzrichter geht – oder in Scheidung steht – und sagen möchte, warum sie Schutz braucht, warum sie sich scheiden lassen will, dann löst sie zumindest in einigen Kantonen ein Officialdelikt aus, weil auch zivile Behörden zum Eingreifen, d. h. zur Anzeige, verpflichtet sind. Aus all diesen Gründen hat sich die Kommission klar für das Antragsdelikt entschieden.

Noch ein Wort zum Kostenrisiko: Es trifft nicht zu, dass wir mit

den. Ich zitiere ein juristisches Lehrbuch aus dem Jahre 1989 zum Strafprozessrecht des Kantons Zürich und des Bundes: «Eine Kostenaufgabe kommt nur bei haltlosen Verdächtigungen, nicht aber bei einer in guten Treuen oder irrtümlich erstatteten, unrichtigen Strafanzeige zum Zuge.» Die Frauen werden aber sicher nicht leichtfertig ihren eigenen Mann der Vergewaltigung bezichtigen.

Noch zu einem letzten, wichtigen Punkt: Frau Dormann hat gesagt, es gebe sogar Vergewaltigungen in der Ehe, wo der Mann die Waffe einsetze. Ich glaube, dass das leider so ist. Aber in diesen Fällen ist nach der Fassung der Kommissionsmehrheit die Vergewaltigung in der Ehe ebenfalls ein Officialdelikt. Handelt der Täter grausam, ist die Tat in jedem Fall und unabhängig vom Zivilstand von Amtes wegen zu verfolgen.

In der Debatte wurde gefragt, wie man denn die Grausamkeit der Tat überhaupt feststellen wolle, wenn man kein Officialdelikt habe. Wenn die betroffene Frau sich in ihrer schwierigen Situation jemandem anvertraut, z. B. einer Sozialarbeiterin, so werden diese Fachleute wissen, dass eine grausame Vergewaltigung in jedem Fall von jedermann angezeigt werden kann, und werden eine Untersuchung von Amtes wegen veranlassen, wenn sie das für opportun erachten.

Aus all diesen Überlegungen bitte ich Sie, die Minderheitsanträge abzulehnen und der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Bundespräsident Koller: Wie ich bereits in meinem Eintretensvotum ausgeführt habe, stellt die sexuelle Selbstbestimmung der Frau ein derartig überragendes Rechtsgut dar, dass auch für den Bundesrat feststeht, es müssten sexuelle Nötigung und Vergewaltigung auch in der Ehe strafbar sein. Ich komme darauf nicht mehr zurück.

Ich möchte auch nicht mehr auf die einzelnen Tatbestandselemente dieses Artikels eingehen, weil die Kommissionspracher das ausführlich getan haben. Ich möchte mich sofort der Hauptfrage zuwenden, über die Sie in wenigen Minuten zu entscheiden haben: Antragsdelikt oder Officialdelikt?

Ihre ausgedehnte Diskussion hat meiner Meinung nach klar gezeigt, dass es eine ideale, allseits befriedigende Lösung in diesem Dilemma leider nicht gibt. Herr Nationalrat Petitpierre hat zu Recht darauf hingewiesen. Es steht auch klar fest, dass bei beiden Regelungsmöglichkeiten, sowohl beim Antragsdelikt als auch beim Officialdelikt, Missbräuche möglich sind. Gerade das Erfordernis des Antrags kann vom Mann oder von der Frau, vom Täter oder dem Opfer, als Druckmittel missbraucht werden. Auch Strafanzeigen – das wissen wir – sind missbräuchlich möglich. Strafanzeigen – um Ihnen das noch zu verdeutlichen – können beispielsweise sehr unerwünschte Konfliktsituationen in einer Familie bewirken, wenn bei einem Officialdelikt beispielsweise ein Kind gegen den Willen des Opfers eine Strafanzeige einreicht.

Ich glaube, all das kann für den Entscheid, den Sie zu treffen haben, nicht ausschlaggebend sein. Das Problem, dass es eine allseits befriedigende Lösung nicht geben kann, hängt ganz eindeutig damit zusammen, dass der Gesetzgeber, dass wir alle um eine Rechtsgüterabwägung nicht herumkommen, denn es besteht hier eindeutig eine Konfliktsituation zwischen verschiedenen Rechtsgütern. Auf der einen Seite haben wir das Selbstbestimmungsrecht der Ehefrau, das die Strafbarkeit verlangt. Auf der anderen Seite haben wir das Rechtsgut der Ehe und der Familie, das die Förderung des Weiterbestandes der Ehe und der Familie nahelegt. Und zwischen diesen sich widerstrebenden Rechtsgütern – so wird gesagt – müsse die Frau doch unbedingt zu ihrem Recht kommen.

Da stelle ich einfach die Frage: Glauben Sie tatsächlich, dass eine Frau ihr Recht erhält, wenn der Täter – ihr Ehemann, den sie einmal geliebt und geheiratet hat, der dann zwar ein schweres Verbrechen gegen sie begangen hat, dem sie aber verzeihen hat – gegen den Willen der Frau zu einer Zuchthausstrafe verurteilt werden muss und alle Folgen von ihr und von ihren allfälligen gemeinsamen Kindern zu tragen sind? Ich glaube nicht, dass man sagen kann, ein solches Resultat könne dieser Frau Recht verschaffen.

Es kommt aber noch etwas anderes dazu: Ist es nicht etwas eigenartig, wenn eine Frau, die ihrem Ehemann als Täter verzie-

Trennungsklage verzichtet, es andererseits dennoch in Kauf nehmen muss, dass ihrem Ehemann für mehrere Jahre – wie gesagt – die Freiheit entzogen wird, weil er eine längere Freiheitsstrafe zu verbüssen hat?

Ich glaube, gerade dann, wenn wir das Selbstbestimmungsrecht der Frau ernst nehmen, müssen wir dafür sorgen, dass auch eine Versöhnung möglich ist – und das ermöglicht das Antragsdelikt.

Nun haben verschiedene Nationalrätinnen – Frau Stamm, Frau Stocker und andere – gesagt, man könnte diesem unerwünschten Resultat, das ich Ihnen hier schilderte – der Ehemann muss eine längere Gefängnis- oder Zuchthausstrafe absitzen, obwohl ihm die Ehefrau verzeihen hat –, dadurch entgegengehen, dass sich die Ehefrau auf das Zeugnisverweigerungsrecht berufen könne. Grundsätzlich ist das zwar möglich. Aber die Genauigkeit verlangt den Hinweis, dass immerhin in einigen Kantonen – ich nenne die Kantone Thurgau und Appenzell-Ausser Rhoden – die Opfer einer Straftat nicht die Möglichkeit haben, sich auf das Zeugnisverweigerungsrecht zu berufen. Es kommt aber noch etwas anderes dazu: Selbst dort, wo diese Möglichkeit der Zeugnisverweigerung für das Opfer besteht, bedeutet das doch, dass diese Ehefrau und die ganze Familie, also auch die Kinder, die ganze Belastung eines Strafverfahrens auf sich nehmen müssen, obwohl die Frau das gar nicht will, was sie gerade mit ihrer Zeugnisverweigerung zum Ausdruck bringt.

Das Officialverfahren hat noch einen weiteren Nachteil: Wie muss der Richter dann handeln, wenn Dritte als Zeugen auftreten? Auch dann versagt die Ausweichmöglichkeit des Zeugnisverweigerungsrechts des Opfers.

Aus all diesen Gründen sind wir daher überzeugt, dass das Antragsdelikt die bessere Lösung ist. Der Bundesrat ist der Meinung, dass das private und soziale Interesse des Opfers gegenüber dem staatlichen Interesse an der Strafverfolgung überwiegt. Diese Rechtsgüterabwägung ist nur im Rahmen des Antragsdeliktes möglich.

Nun noch einige kurze Bemerkungen zu den Anträgen von Frau Jeanprêtre und von Frau Eppenberger: Beim Antragsdelikt kann der Strafantrag bekanntlich solange zurückgezogen werden, als das Urteil erster Instanz noch nicht verkündet worden ist. Innerhalb dieser Frist kommt das genannte Selbstbestimmungsrecht der Ehefrau also voll zum Tragen. Dasselbe gilt zwar auch für den Antrag von Frau Jeanprêtre, allerdings mit der Ausnahme, dass dieses Widerspruchsrecht dann zu weichen hat, wenn das Opfer unter Druck gesetzt worden ist. Der Antrag von Frau Jeanprêtre weckt meines Erachtens aber auch noch ein anderes Bedenken. Er enthält eigentlich die individualisierteste aller möglichen Lösungen, weil hier der staatliche Strafanspruch total zur Verfügung des Opfers gestellt wird, sei das nun der Ehefrau, sei es auch ausserhalb der Ehe, also beispielsweise eines Opfers im Rahmen gleichgeschlechtlicher sexueller Handlungen.

Da frage ich mich: Ist eine solche Lösung, wo der staatliche Strafanspruch total zur Verfügung eines Individuums gestellt wird, richtig, wenn es um so wichtige Rechtsgüter wie Ehe oder Familie geht? Für mich auf jeden Fall nicht, und das ist der Grund, weshalb ich diesen Antrag ablehnen muss.

Schliesslich noch zum Antrag von Frau Eppenberger: Frau Eppenberger, wenn ich Ihren Antrag richtig verstehe, möchten Sie – wie Sie selber gesagt haben – auf eine recht unkonventionelle Art und Weise der Frau diesen ersten Schritt ersparen, indem Sie sagen: Der erste Schritt soll eben doch durch Strafverfolgungsorgane, auch aufgrund von Anzeigen Dritter, erfolgen. Die Frau hat dann aber die Ermächtigungsmöglichkeit. Dagegen spricht, dass wir damit – das haben Sie selber gesagt – ein ganz neues Rechtsinstitut einführen. Ich glaube, wir sollten das um der Rechtssicherheit willen nicht tun, wenn nicht eine unbedingte Notwendigkeit besteht.

Der zweite Grund, der meiner Meinung nach gegen Ihre Lösung spricht, ist, dass Sie dem Opfer zwar den Vorteil einräumen, nicht den ersten Schritt tun zu müssen, ihm jedoch zumuten, den Nachteil von Strafanzeigen und entsprechenden Gerüchten in Kauf zu nehmen. Ich glaube daher, dass auch dieser Antrag abgelehnt werden muss.

Herr Leuenberger Moritz und, wenn ich mich richtig erinnere, vor allem auch Frau Nabholz –, mit dem Antragsdelikt würden wir den Eindruck erwecken, die sexuelle Nötigung und die Vergewaltigung in der Ehe hätten dann lediglich einen ganz geringen Unrechtsgehalt, wie etwa eine Entwendung oder andere Tatbestände, die ebenfalls Antragsdelikte sind. Diesbezüglich darf ich aber doch auf den Kommentar Trechsel verweisen. Herr Trechsel sagt ganz klar, dass das Strafgesetzbuch Antragsdelikte für drei Gruppen von Fällen vorsieht: einmal tatsächlich für Tatbestände mit geringem Unrechtsgehalt. Das trifft hier – da bin ich mit Herrn Leuenberger einig – in keiner Weise zu. Aber Antragsdelikte sind in unserem Strafgesetzbuch auch vorgesehen zur Schonung des Verletzten, für den sich der Schaden durch das Verfahren vergrössern könnte. Weiter sind Antragsdelikte vorgesehen zum Schutze der Familie und ähnlicher enger Lebensgemeinschaften. Selbstverständlich treffen hier allein diese zweite und dritte Tatbestandsgruppe zu.

Im übrigen darf ich doch darauf hinweisen, dass beispielsweise auch beim Betrug und beim Diebstahl Verbrechenstatbestände – wenn sie zu Lasten von Familienangehörigen erfolgen – als Antragsdelikte ausgestaltet sind.

All das führt den Bundesrat dazu, Ihnen zu empfehlen, dem Antragsdelikt zuzustimmen. Lediglich für den Zweitrat möchte ich noch auf eine Ungereimtheit im Antrag der Mehrheit hinweisen. Er reduziert dieses Antragsdelikt auf Tatbestände, bei denen Täter und Opfer in einer Ehe im Sinne einer echten Lebensgemeinschaft leben. Nun ist aber die Lebensgemeinschaft kein feststehender Begriff – weder im Straf- noch im Zivilgesetzbuch –, und das hätte zur Folge, dass die Strafverfolgungsorgane fast inquisitorisch untersuchen müssten, ob die Ehe tatsächlich auch praktiziert wurde. Das scheint mir eine unglückliche Lösung, aber ich verzichte hier auf einen Antrag; das werden wir im Rahmen des Differenzbereinigungsverfahrens lösen können. Die richtige Lösung wäre zweifellos, dass man auf den Tatbestand der Ehe und nicht auf den rein faktischen Tatbestand der Lebensgemeinschaft abstellt.

Erlauben Sie mir zum Schluss einen rechtsvergleichenden Ausblick: Wenn wir jetzt im Sexualstrafrecht die sexuelle Nötigung und die Vergewaltigung in der Ehe als Antragsdelikte kodifizieren, dann schaffen wir auch im internationalen Vergleich eine sehr fortschrittliche Lösung. Oesterreich hat diese Lösung jüngst gewählt, und alle andern Nachbarstaaten arbeiten noch an solchen Lösungen. Ich bin daher überzeugt, dass wir mit dem Antragsdelikt und dem Offizialdelikt bei grausamer Begehung eine moderne Lösung treffen, welche die Rechtsgüter, von denen ich am Anfang sprach, am besten gegeneinander abwägt.

In diesem Sinne möchte ich Sie bitten, dem Antrag der klaren Mehrheit Ihrer Kommission zuzustimmen.

Art. 189 Titel – Art. 189 titre
Angenommen – Adopté

Art. 189 Abs. 1 – Art. 189 al. 1

Präsident: Herr Bonny hat den Minderheitsantrag Salvioni zurückgezogen.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 189 Abs. 2 – Art. 189 al. 2

Präsident: Nach Absprache mit der Kommission, der Sprecherin der Minderheit und der Erstunterzeichnerin des Namensaufrufes schlage ich Ihnen folgendes Vorgehen vor:

Zuerst Minderheit Stamm gegen Antrag Eppenberger. Wenn die Minderheit Stamm obsiegt, stelle ich sie in einer Abstimmung unter Namensaufruf gegen die Mehrheit. Siegt der Antrag Eppenberger, wird er dem Eventualantrag Jeanprêtre gegenübergestellt. Das Resultat wird dann in einer Abstimmung unter Namensaufruf der Mehrheit gegenübergestellt. Es findet also in jedem Fall nur ein Namensaufruf statt. Sie sind damit

Erste Eventualabstimmung – Premier vote préliminaire

Für den Antrag der Minderheit	77 Stimmen
Für den Antrag Eppenberger Susi	75 Stimmen

Zweite, namentliche Eventualabstimmung

Deuxième vote préliminaire, par appel nominal

Für den Antrag der Mehrheit stimmen die folgenden Ratsmitglieder:

Votent pour la proposition de la majorité:

Aliesch, Auer, Baggi, Basler, Berger, Bircher Peter, Blatter, Bonny, Bühler, Burckhardt, Bürgi, Büttiker, Caccia, Cavadini, Cevey, Cincera, Cotti, Couchepin, Coutau, Daepp, Darbellay, Déglise, Dietrich, Dreher, Dubois, Ducret, Dünki, Eggly, Engler, Eppenberger Susi, Fäh, Feigenwinter, Fischer-Hägglingen, Fischer-Sursee, Fischer-Seengen, Frey Claude, Frey Walter, Friderici, Früh, Giger, Graf, Grassi, Gros, Guinand, Hänggi, Hari, Hess Otto, Hess Peter, Keller, Kohler, Kuhn, Kühne, Leuba, Loeb, Loretan, Luder, Maître, Massy, Mühlemann, Müller-Meilen, Müller-Wiliberg, Nebiker, Neuenchwander, Nussbaumer, Oehler, Paccolat, Perey, Philipona, Pidoux, Reich, Reichling, Reimann Maximilian, Rohrbasser, Roststuhl, Ruf, Rutishauser, Rüttimann, Sager, Savary-Vaud, Scherrer, Schmidhalter, Schnider, Schwab, Segmüller, Seiler Hanspeter, Späti, Spoerry, Steffen, Stucky, Theubet, Tschuppert, Wanner, Weber-Schwyz, Wellauer, Wyss William, Zbinden Paul, Zölch, Zwingli, Zwygart (99)

Für den Antrag der Minderheit stimmen die folgenden Ratsmitglieder:

Votent pour la proposition de la minorité:

Aguet, Ammann, Antille, Aubry, Baerlocher, Bär, Bäumlín, Béguelin, Bircher Silvio, Bodenmann, Borel, Braunschweig, Brügger, Bundi, Carobbio, Columberg, Danuser, David, Dormann, Eggenberger Georges, Euler, Fankhauser, Fierz, Gardiol, Grendelmeier, Günter, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Haller, Herczog, Hubacher, Jaeger, Jeanprêtre, Lanz, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Leutenegger Oberholzer, Longet, Maeder, Matthey, Mauch Rolf, Mauch Ursula, Meier Fritz, Meier-Glatfelden, Meier Samuel, Meizoz, Meyer Theo, Nabholz, Petitpierre, Pitteloud, Portmann, Rechsteiner, Reimann Fritz, Ruffy, Schmid, Schüle, Seiler Rolf, Stamm, Stappung, Stocker, Thür, Uchtenhagen, Ulrich, Vollmer, Wiederkehr, Zbinden Hans, Züger (68)

Abwesend sind die folgenden Ratsmitglieder – Sont absents:

Allenspach, Aregger, Biel, Blocher, Diener, Eggenberg-Thun, Eisenring, Etique, Gysin, Hildbrand, Hösli, Houmard, Iten, Jeanneret, Jung, Ledergerber, Martin, Neukomm, Pini, Rebeaud, Revaclier, Rycken, Salvioni, Savary-Fribourg, Scheidegger, Spielmann, Steinegger, Weder-Basel, Widmer, Widrig, Wyss Paul, Ziegler (32)

Präsident Bremi stimmt nicht

M. Bremi, président, ne vote pas

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Mehrheit	89 Stimmen
Für den Eventualantrag Jeanprêtre	63 Stimmen

Art. 189 Abs. 3 – Art. 189 al. 3

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 189 Abs. 4 – Art. 189 al. 4

Angenommen – Adopté

Art. 190 Titel – Art. 190 titre

Angenommen – Adopté

Art. 190 Abs. 1 – Art. 190 al. 1

Frau **Fankhauser**, Sprecherin der Minderheit: Es gibt kein Recht auf sexuelle Verfügbarkeit der Frau. Wir haben das

ten zu schützen, getreu unserer Beteuerungen von gestern und heute. Wir haben auch die Würde der Frau ernst zu nehmen und hier klar zu sagen, was Vergewaltigung heisst. Wir gehen davon aus, dass jedes von der Frau nicht gewollte Eindringen in die Körperöffnungen eine Vergewaltigung ist. Eine orale oder anale Penetration oder andere Penetrationsformen sind ebenso erniedrigend und verletzend für die Frau wie der nicht gewollte Beischlaf. Ein derartiges Eindringen in den Körper der Frau gegen ihren Willen stellt wohl die tiefgreifendste Verletzung dar und ist der massivste Ausdruck der Zerstörung weiblicher Selbstbestimmung. Deshalb ist es für die Erreichung des Zieles unserer Strafrechtsrevision, nämlich des Schutzes der sexuellen Integrität, für uns unabdingbar, die beischlafsähnlichen Handlungen als Form der Vergewaltigung im Artikel 190 zu erwähnen.

Das Kriterium der Willensäusserung sollte massgebend sein für die Beurteilung des Willensbruches der Frau durch den Mann und nicht ein von uns festgelegtes Mass an Gewalt. Der Willensbruch steht im Mittelpunkt der Gesetzesrevision. Wir wollen die verfahrensrechtliche Stellung des Opfers verbessern.

Ich habe es gestern in der Eintretensdebatte erwähnt: Wir haben es mit einer neuen, erfreulichen Gesellschaftsnorm zu tun. Auch im sexuellen Bereich gibt es die Pflicht des Partners, das Nein der Partnerin zu respektieren. Es ist eine Sorgfaltpflicht. Dies ist die logische Konsequenz des Schutzes der sexuellen Integrität. Eine Frau könnte gebeten, gefleht und geweint haben, auch wenn ihr geglaubt wird, muss sie noch nachweisen, dass Gewalt angewendet worden ist. Es würde den Nachweis der Tat erschweren, wenn – gemäss der Formulierung der Kommissionsmehrheit – unbedingt zusätzliche Tatbestandsmerkmale gegeben sein müssten, damit der Tatbestand erfüllt wird.

Die abschliessende Aufzählung – gemäss Formulierung der Kommissionsmehrheit – stellt eine Erschwernis für das Opfer und indirekt oft – wie die Praxis zeigt – einen unbegründeten Zweifel an der Glaubwürdigkeit der Frau dar. Zudem könnte es sein, dass ein Täter irgendein Mittel anwendet, das im Gesetz in der abschliessenden Aufzählung – wie sie die Kommissionsmehrheit will – nicht erwähnt ist. Eine diffuse Angst, Männer könnten ungerechtfertigterweise ins Gefängnis gebracht werden, darf uns nicht verleiten, den Schutz der sexuellen Integrität der Frau in Frage zu stellen.

Schliesslich gibt es für uns überhaupt keine Gründe, die Regelung, wie wir sie jetzt für die Nötigung im Artikel 189 beschlossen haben, nicht auch für den Tatbestand der Vergewaltigung anzuwenden. Diese Regelung ist ohne Diskussion genehmigt worden, weil Herr Bonny den Antrag Salvioni zurückgezogen hat.

Frau Bär: Wenn ich den Grundsatz der Gesetzesrevision – wie er in der Botschaft des Bundesrates steht und auch der übereinstimmenden Meinung der Kommission entspricht und hier von Ihnen allen, die gesprochen haben, immer wieder beteuert wurde – definieren will, dann zitiere ich Carola Meier-Seethaler, die Psychologin und Psychoanalytikerin: «Niemand hat das Recht, vom Partner, den er sexuell begehrt, eine positive Beantwortung seines Begehrens zu erwarten. Wenn es überhaupt ein Grundrecht der individuellen Persönlichkeit gibt, so ist es das Recht auf die Verfügbarkeit über den eigenen Körper, auf das freie Ja oder Nein zum Begehren des Partners, das keiner spezifischen Rechtfertigung bedarf.» Das heisst nichts anderes, als dass der Wille der Frau respektiert werden muss; ihr Nein ist ein Nein. Das bedeutet, dass der Tatbestand erfüllt ist, sobald der Wille der Frau nicht respektiert wurde bzw. – wie es der Gesetzestext sagt –: die Frau genötigt wurde. Weitere Tatbestandsmerkmale dürfen nicht als Voraussetzung ins Gesetz aufgenommen werden. Wenn die Elemente Gewaltanwendung, Drohung und Zum-Widerstand-unfähig-machen in Artikel 190 genannt werden sollen, dann ausschliesslich zum Zweck der Verdeutlichung, dass der Wille der Frau für den Täter erkennbar werden muss.

Die Nötigungsmittel können aber weder abschliessend aufgeführt werden, noch dürfen sie eine zusätzliche Hürde für die

und delikate Stellung im Vergewaltigungsprozess ungerechtfertigt zu erschweren. Die einzige sinnvolle Lösung ist deshalb mit dem «namentlich» deutlich zu machen, dass bei der Vergewaltigung die Nötigungshandlung, das Gegen-den-Willen-der-Frau-Handeln ausschlaggebend ist und nicht die Tatmittel. Herr Bonny hat bei der Begründung, weshalb er den Minderheitsantrag Salvioni zurückzieht, genauso argumentiert; es wäre unlogisch, wenn man jetzt bei Artikel 189 «namentlich indem» stehenlässt und hier, beim qualifizierten Delikt in Artikel 190, nur «indem» sagt und den Tatbestand somit abschliessend aufzählt.

Der zweite wichtige Unterschied zum Mehrheitsantrag ist der Begriff «Beischlaf und beischlafsähnliche Handlungen»; darunter werden alle andern Penetrationsformen subsumiert, oral und anal, die wir eigentlich im Gesetz aufzählen wollten und die von der Kommission nicht akzeptiert wurden. Sie sind hier unter dem Begriff «beischlafsähnliche Handlungen» gemeint. Diese Handlungen werden von den Opfern als genauso schlimm und entwürdigend erlebt wie die vaginale Penetration.

Ich bitte Sie deshalb, dem Minderheitsantrag der Kommission zuzustimmen.

Rechsteiner: Ich bitte Sie namens der sozialdemokratischen Fraktion, dem Minderheitsantrag von Frau Fankhauser zuzustimmen. Die Präsenz in diesem Saal, auch die Aufmerksamkeit – kein Wunder, zu dieser Zeit – kontrastieren sehr stark zur Bedeutung dieses Antrages. Wir machen Strafgesetzgebung in einem sehr wichtigen und delikaten Bereich. Wir machen Strafgesetzgebung, die möglicherweise wiederum für Jahrzehnte Geltung beanspruchen wird, und wir bringen damit wichtige gesellschaftliche Werthaltungen zum Ausdruck, die für sehr viele Menschen in diesem Land von grosser Bedeutung sind. Deshalb ist es ausserordentlich problematisch, eine so zentrale, wichtige Debatte an einem Abend durchzuführen, zudem wenn sie noch durch Budgetbereinigungen, durch Differenzbereinigungen bei der Finanzordnung unterbrochen wird. Es besteht dabei die Gefahr, dass die Wichtigkeit der Anträge nicht mehr zum Ausdruck kommt und die Abstimmungen möglicherweise entsprechend ausfallen.

Es geht hier beim Minderheitsantrag von Frau Fankhauser zentral um das Wort «namentlich». Es ist ein kleines Wort, trotzdem hat es eine ganz entscheidende Bedeutung bei der Ausgestaltung des Tatbestandes. Bei Artikel 190, beim Vergewaltigungstatbestand, wird im Vergleich zur sexuellen Nötigung bei Artikel 189 eine zusätzliche Hürde, eine grosse Beweiserchwernis, vorgeschlagen. Bei Artikel 189 wird mit dem Wort «namentlich» ausgedrückt, dass die verschiedenen Nötigungsmittel, die dort aufgezählt werden, nicht im einzelnen nachgewiesen werden müssen. Es genügt der Nachweis, dass der Wille der Frau, der Wille des Opfers gebrochen wird. Es braucht nicht den zusätzlichen Nachweis eines weiteren Tatbestandselementes. Es genügt, dass die Nötigung nachgewiesen ist. Bei Artikel 190 soll dieses Prinzip, das auch von Herrn Bonny anerkannt worden ist, gebrochen werden. Da wird mit der abschliessenden Aufzählung dieses zusätzliche Tatbestandselement für den Nachweis gefordert; das bedeutet in der Praxis eine sehr starke Beweiserchwernis. Gerade bei diesen Tatbeständen, insbesondere beim Tatbestand der Vergewaltigung, besteht doch eine besondere Situation, indem die einzelnen Nötigungsmittel – Gewalt oder psychischer Druck oder Widerstandsunfähigkeit – nicht so einfach nachzuweisen sind. Beispielsweise ist es, wenn eine Frau in einer Parkgarage im Dunkeln oder in einem Park bedroht wird, für sie sehr oft nicht ratsam, sich zur Wehr zu setzen. Wenn der strikte Nachweis dieses Nötigungsmittels – Gewalt oder psychischer Druck – gefordert wird, dann führt das in der Praxis dazu, dass der Beweis erschwert ist. Dies muss verhindert werden.

Woher kommt die Ungereintheit zwischen Artikel 189 und Artikel 190, zwischen der sexuellen Nötigung und der Vergewaltigung? Sie stammt – ich möchte das offenlegen – aus einem Vorschlag des Bundesrates, der versuchte, einen sogenannten Kompromiss herbeizuführen, einen Kompromiss, der aber

genden Tatbestand der sexuellen Nötigung bei der nicht abschliessenden Aufzählung bewenden zu lassen. Hingegen sei es beim sehr schweren Tatbestand der Vergewaltigung so, dass eine abschliessende Aufzählung der Nötigungsmittel gemacht werden müsse.

Das ist eine sehr fragwürdige Logik. Der Gesichtspunkt der Rechtsgleichheit wird nämlich missachtet: Gleichgeschlechtliche sexuelle gewaltsame Uebergriffe, bei denen eine offenere Formulierung des Tatbestandes gilt, werden gegenüber dem sehr schweren Tatbestand der Vergewaltigung, bei der das Opfer eine Frau ist, ungleich behandelt. Bei gleichgeschlechtlichen, gewaltsamen sexuellen Uebergriffen, beispielsweise unter Männern, ist dann der Beweis nach Artikel 189 also einfacher zu führen als bei der Vergewaltigung, dem sehr schweren Tatbestand, wo wir uns eigentlich einig sein sollten, dass hier der strafrechtliche Schutz ausgedehnt, verbessert werden muss. Das ist eine Ungereimtheit, die sich mit einer seriösen Strafgesetzgebung in diesem wichtigen Zeitpunkt nicht trägt.

Ich ersuche Sie deshalb, dem Minderheitsantrag von Frau Fankhauser zuzustimmen und damit gleichzeitig zum Ausdruck zu bringen – das ist das zweite Problem bei diesem Minderheitsantrag –, dass die orale oder anale Penetration der Vergewaltigung gleichzustellen ist.

Frau Nabholz: Ich spreche für mich persönlich, nicht für die Fraktion. Darf ich im Zusammenhang mit dem Antrag Fankhauser auf das Bedürfnis aufmerksam machen, dass man homogen legislieren sollte? Wir haben in Artikel 189 ausdrücklich den Begriff «namentlich» aufgenommen, um hier die nicht abgeschlossene Aufzählung der möglichen Deliktformen festzuhalten. Der Antrag Salvioni, der das zurücknehmen wollte, wurde zurückgezogen. Also stimmt man dieser nicht abschliessenden Regelung zu. So ist es für mich nicht mehr als logisch, dass man beim folgenden Artikel 190 die Version von Frau Fankhauser wählt. Das macht Sinn, das andere nicht.

Bonny: Ich möchte kurz noch auf einen Punkt hinweisen. Ich will die Diskussion nicht verlängern. Ich habe bei Artikel 189 den Minderheitsantrag, welcher «namentlich» streichen wollte, zurückgezogen. Nachdem es sich bei Artikel 190 um ein schwereres Delikt handelt, gibt es Gründe, trotzdem die engere Fassung zu behalten. Ich verzichte aber auf diese Diskussion. Man kann in guten Treuen auch die Meinung vertreten, dass man durchziehen und in beiden Artikeln gleiche Regelungen schaffen soll.

Mir scheint etwas anderes wichtig zu sein. Wir haben in Artikel 189 Absatz 1 den Mehrheitsantrag angenommen. Dort heisst es: «... zur Duldung einer beischlafsähnlichen ... nötigt ...». So wie ihn die Kommission verstanden hat und wie er konzipiert ist, richtet sich dieser Absatz 1 in Artikel 189 sowohl an Mann als auch an Frau. In Artikel 190 ist nur von einer «Person weiblichen Geschlechts» die Rede. Im Minderheitsantrag kommt nun wiederum die «beischlafsähnliche Handlung» vor: «... zur Duldung des Beischlafs oder einer beischlafsähnlichen Handlung ...». Hier sehe ich folgendes Problem: Wenn wir dem Minderheitsantrag bei Artikel 190 zustimmen, steht er in Konkurrenz mit Artikel 189 Absatz 1, wo ebenfalls die beischlafsähnliche Handlung erwähnt ist.

Gravierend ist dabei, dass die Strafandrohung bei Artikel 189 Absatz 1 anders lautet: Neben Zuchthaus bis zu 10 Jahren kann noch mit Gefängnis bestraft werden; bei Artikel 190 handelt es sich bei der Strafandrohung nur um Zuchthaus bis zu 10 Jahren.

Auch wenn ich die Frage des Ausdrucks «namentlich» ausklammere, bleibt somit eine Inkongruenz zwischen Artikel 190 Absatz 1 in der Minderheitsfassung und der eben beschlossenen Fassung von Artikel 189 Absatz 1. Das ist der Grund, weshalb ich trotz der Relativierung des Gegensatzes bei «namentlich» nach wie vor bei Artikel 190 an der Mehrheitsfassung festhalten muss. Das ist auch die Meinung der Mehrheit unserer Fraktion.

M. Maître: En adoptant l'article 189, nous avons adopté une

un acte analogue à l'acte sexuel ou un autre acte d'ordre sexuel. A l'article 190, Mme Fankhauser voudrait qu'outre le viol on parle également d'acte sexuel ou d'acte analogue à l'acte sexuel. Il nous semble que cette proposition n'est pas logique dans la mesure où elle fait en quelque sorte double emploi avec ce qui a déjà été voté à l'article 189 et dont le degré de pénalité englobe la totalité des comportements que le droit pénal veut prohiber. C'est pourquoi nous arrivons à la conclusion que la proposition Fankhauser apporte en réalité plus de confusion que de clarté dans la systématique de la loi et nous vous proposons dès lors d'en rester à la systématique exprimée tant à l'article 189 qu'à l'article 190 qui réprime le viol et qui a été adopté par la majorité de la commission.

M. Cotti, rapporteur: La proposition de Mme Fankhauser présente deux nouveautés: le terme «notamment», avant tout; ensuite elle veut étendre la portée de l'article aux actes analogues à l'acte sexuel.

Je parlerai tout d'abord de ce deuxième point. Nous avons deux articles, 189 et 190. L'article 189 punit tous les actes analogues à l'acte sexuel et tous les autres actes, donc tous les actes possibles et imaginables qui peuvent se passer entre deux personnes, de n'importe quel sexe. L'article 190 parle de l'acte sexuel proprement dit. Par les deux articles, et avec la même peine maximale, on touche donc tous les délits susceptibles d'être commis. Si nous transférons à l'article 190 les actes analogues à l'acte sexuel qui sont déjà punis de la même façon avec la même peine maximale à l'article 189, nous introduisons un double inopportun, nous créons de l'incertitude. Nous avons voulu l'article 190 comme un cas spécial de l'article 189. Il faut garder cette logique, sinon on crée la confusion. La raison pour laquelle on a retiré le viol de l'article 189 qui a un caractère général, c'est la volonté de souligner le viol comme un acte particulièrement important parmi les actes délictueux. Par conséquent, pour une question de logique juridique, je vous prie, d'une part, de voter séparément sur les deux choses et, d'autre part, de ne pas créer de la confusion. Tous ces actes dont nous avons entendu la description tout à l'heure par Mme Fankhauser et par Mme Bär sont punissables en appliquant l'article 189. Il n'y a pas de différence entre la solution de la commission et celle de Mme Fankhauser.

Je reviens sur le mot «notamment». Le viol est un délit grave pour lequel est prévue une peine allant jusqu'à dix ans de réclusion et non une peine d'emprisonnement comme c'est le cas à l'article 189. Les faits justifiant la poursuite doivent donc être clairement délimités. On a toujours dit vouloir mettre de la clarté dans le Code pénal, à savoir que le principe *nulla poena sine lege* nous impose de délimiter clairement les faits punissables, et c'est ce que l'on a fait en supprimant le terme «notamment» de la formulation de l'article 190, alors qu'on l'a maintenu pour des raisons d'opportunité à l'article 189.

Frau Spoerry, Berichterstatterin: Es geht beim Antrag Fankhauser um zwei Aenderungen gegenüber der Mehrheit. Zum einen will Frau Fankhauser bei Artikel 190 den Begriff «beischlafsähnliche Handlung» einführen. Dazu ist folgendes festzuhalten: Frau Fankhauser hat absolut recht, wenn sie sagt, dass beischlafsähnliche Handlungen, also andere Penetrationen als der eigentliche Beischlaf zwischen einem Mann und einer Frau, für das Opfer ebenso demütigend sein können wie der eigentliche Beischlaf; darin sind wir uns einig. Wir sind uns aber auch einig, dass diese Handlungen auch zwischen Männern vorkommen können, und dann ist es für das Opfer genauso demütigend. Aus dem Bestreben heraus, ein geschlechtsneutrales Sexualstrafrecht zu schaffen, haben wir deshalb alle beischlafsähnlichen Handlungen in den Artikel 189 aufgenommen, in den Tatbestand der sexuellen Nötigung, der für alle Menschen in diesem Lande gilt. Wenn wir die beischlafsähnlichen Handlungen auch noch in Artikel 190 einfügen, wo es nur um die Frau geht, so verankern wir einerseits einen geschlechtsspezifischen Unterschied und andererseits eine Doppelspurigkeit, die nicht gerechtfertigt sind. Ich beantrage Ihnen daher im Namen der Kommission, diese Ergänzung nicht vorzunehmen.

immer davon gesprochen, dass der Antrag Salvioni zurückgezogen wurde, weshalb jetzt gleichgeschaltet werden müsse. Ich bitte Sie zu beachten, dass gemäss Kommissionsmehrheit beim Artikel 189 das Wort «namentlich» eingefügt ist und beim Artikel 190 nicht. Und das ist kein Zufall, sondern hat seine guten Gründe.

Zuerst aber noch eine Vorbemerkung: Ich bin froh, im Namen der Kommission nochmals festhalten zu können, dass eine Frau sich nicht verzweifelt wehren muss, wenn ihr der Widerstand nicht zumutbar ist. Wir wollen – und wir wollen das hier über die Materialien den Gerichten weitergeben –, dass niemand von einer Frau erwartet, die in einer ausweglosen Situation – z. B. weil weit und breit niemand ist – belästigt, bedroht, vergewaltigt wird, dass sie sich unter Lebensgefahr und unter Gefahr einer schweren Verletzung wehrt. Wir sind vielmehr der Meinung, dass dieser Frau der Widerstand nicht zumutbar ist. Sie ist aus der Situation heraus zum Widerstand unfähig. Das ist Bestandteil des vorgelegten Textes, dazu braucht es das Wort «namentlich» nicht.

Aber es ist ebenso wichtig zu sagen, dass das schwere Verbrechen der Vergewaltigung nur dann erfüllt sein kann, wenn der Mann mit Zwang oder durch die Hilflosigkeit des Opfers aus der Situation heraus seinen Willen durchsetzt und den Willen der Frau bricht. Die Ausweitung der Tatbestandsmerkmale, die wir vorgenommen haben – Drohung, nicht mehr «schwere» Drohung, Gewalt, psychischer Druck und Zum-Widerstand-unfähig-Machen, inklusive aus der Situation heraus –, deckt alle möglichen Tatbestandsmerkmale einer Vergewaltigung ab. Deswegen haben wir hier das «namentlich» weggelassen.

Es ist ein bisschen anders bei der sexuellen Nötigung. Die sexuelle Nötigung umfasst auch die schweren geschlechtlichen Verletzungen, also insbesondere die entwürdigenden beischlafsähnlichen Handlungen. Dort müssen die gleichen Tatbestandsmerkmale gegeben sein wie bei der Vergewaltigung. Aber die sexuelle Nötigung umfasst eben auch sexuelle Handlungen weniger schwerer Art. Stellen Sie sich vor, der Lift wird blockiert und der Mann nützt diesen Umstand aus, um zudringlich zu werden. Er wendet zwar keine Gewalt an, es kommt auch nicht zu beischlafsähnlichen Handlungen, aber er nützt immerhin die Situation schamlos aus. Diese weiteren Möglichkeiten der sexuellen Nötigung wollen wir mit dem Wort «namentlich» zum Ausdruck bringen. Deswegen hat der Unterschied zwischen Artikel 189 und Artikel 190 einen Sinn. Die Kommission hat sich dabei etwas überlegt.

Im Namen der Mehrheit der Kommission bitte ich Sie daher, unserem Antrag zu folgen.

Rechsteiner: Wegen der Tragweite der Angelegenheit möchte ich noch kurz die Gelegenheit zu einer Erklärung nutzen, und zwar will ich insbesondere auf die Voten von Herrn Bonny und der beiden Kommissionssprecher zurückkommen.

Es ist erfreulich, dass Herr Bonny und andere Sprecher der bürgerlichen Parteien einsehen, dass es ungereimt wäre, zwischen Artikel 190 und Artikel 189 eine unterschiedliche Umschreibung des Tatbestandes zu wählen. Wenn diese Tatbestandselemente in Artikel 189 nicht abschliessend umschrieben sein sollen, dann gilt dies mit guten oder noch besseren Gründen auch für Artikel 190.

Das Problem, das Herr Bonny hatte, war ja die Gleichbehandlung der Tathandlungen bei den beischlafsähnlichen Handlungen zwischen Artikel 189 und 190 nach dem Vorschlag der Kommissionsminderheit.

Meines Erachtens und auch nach Auffassung der Experten, die wir in der Kommission beigezogen hatten, stellt sich dieses Problem der Rechtsgleichheit nicht, weil in Artikel 189 eben nicht nur die schweren beischlafsähnlichen Handlungen erfasst sind, sondern auch die sogenannten anderen geschlechtlichen Handlungen, die von geringerer Schwere sind. Die Maximalstrafandrohung ist gleich hoch. Weniger hoch bei Artikel 189 ist die Mindeststrafandrohung, und diese bezieht sich auf die anderen geschlechtlichen Handlungen. Man hätte dieses Problem auch dadurch lösen können, indem man den Arti-

ähnlichen Handlungen und Artikel 189bis mit den anderen geschlechtlichen Handlungen.

Aber es geht uns, den Unterzeichnerinnen und Unterzeichnern des Minderheitsantrages, darum, eine Brücke zu bauen für das zentrale Problem der Umschreibung des Tatbestandes. Wir sind deshalb bereit – auch Frau Fankhauser als Erstunterzeichnerin –, die Formulierung «beischlafsähnliche Handlung» bei Artikel 190 fallenzulassen, um eine Brücke zu bauen, insbesondere auch im Hinblick auf das Differenzbereinigungsverfahren. Das zentrale Moment für die Umschreibung des Tatbestandes ist der Einbau des Wortes «namentlich», und damit sind Sprecher bürgerlicher Parteien einverstanden. Wir wären bereit, hier zu einem Kompromiss Hand zu bieten.

Bonny: Es geschehen doch noch Zeichen und Wunder. In der Diskussion hat sich eindeutig gezeigt, dass die Annahme des Minderheitsantrages bei Artikel 190 Absatz 1 zu Problemen im Zusammenhang mit der bereits verabschiedeten Fassung der Mehrheit bei der sexuellen Nötigung, bei Artikel 189 Absatz 1, führen würde, weil in beiden Artikeln die Duldung von beischlafsähnlichen Handlungen erwähnt ist. Wir haben von Herrn Rechsteiner gehört – offenbar hat er als Vertreter der Minderheit gesprochen –, dass diese bereit wäre, bei Artikel 190 Absatz 1 den Passus «oder einer beischlafsähnlichen Handlung» zu streichen. Es bleibt somit nur noch die «Duldung des Beischlafs» beim Vergewaltigungsbegriff. Dann bleibt noch der andere Unterschied: das «namentlich». Ich habe bereits angedeutet, dass ich, nachdem ich den Antrag Salvioni zurückgezogen habe, der das Wort «namentlich» streichen wollte – bei Artikel 189 Absatz 1 –, diesen Unterschied bei Artikel 190 nicht mehr aufrechterhalten möchte. Ich glaube, die Sache ist reif zu einer einvernehmlichen Lösung, nachdem die Hauptschwäche des Minderheitsantrages eliminiert worden ist.

Ich kann nicht die Auffassung der Fraktion bekanntgeben. Ich habe aber mit Frau Nabholz und den Herren Petitpierre und Leuba kurz gesprochen. Unter der Bedingung der Streichung des Passus «oder einer beischlafsähnlichen Handlung» wären wir somit bereit, dem modifizierten Minderheitsantrag zuzustimmen.

Bundespräsident Koller: Wir kommen offenbar zu vorgerückter Stunde zu etwas unkonventionellen Methoden der Differenzbereinigung zwischen Mehrheit und Minderheit. Wenn ich Sie richtig verstanden habe, wäre die Minderheit einverstanden, die erste Differenz zu beseitigen und Artikel 190 auf den klassischen Fall der Vergewaltigung, also auf den Beischlaf, zu beschränken. Das nehme ich zur Kenntnis. Damit wird tatsächlich eine Differenz beseitigt. Es bleibt aber die andere Differenz in bezug auf das «namentlich»: In bezug auf das «namentlich» möchte ich Sie doch bitten, der Mehrheit Ihrer Kommission, der sich der Bundesrat anschliesst, zuzustimmen. Man hat gesagt, das sei nicht logisch und sei nicht seriöse Gesetzgebung. Aber es geht hier zweifellos nicht um ein Problem rein formaler Logik, sondern es geht um ein Problem der juristischen Wertung. In Artikel 190 haben Sie eine eindeutig strengere Strafandrohung. Die Mindeststrafe, die beim Tatbestand von Artikel 190 auszusprechen ist, ist bekanntlich ein Jahr Zuchthaus. Bei Artikel 189 ist dagegen die Mindeststrafe drei Tage Gefängnis.

Nun legt die unterschiedliche Wertung zweifellos nahe, dass bei einem Straftatbestand, der eine derart strenge Strafandrohung vorsieht, eine grössere Bestimmtheit verlangt werden muss. Das ist der Grund, weshalb die Mehrheit Ihrer Kommission und der Bundesrat beim Tatbestand von Artikel 190 das «namentlich» herausnehmen möchten. Denn jeder Normadressat muss bei einer derartig eingreifenden Strafe von mindestens einem Jahr Zuchthaus genau wissen, welche Tatbestandselemente gegeben sind – das verlangt der Bestimmtheitsgrundsatz –, während bei einer weniger weitgehenden Strafandrohung – wie wir sie in Artikel 189 haben – es eher hinzunehmen ist, wenn der Tatbestand diesbezüglich etwas offe-

Aus diesem Grund möchte ich Ihnen empfehlen, bei Artikel 190, bei der einzig verbleibenden Differenz, das «namentlich» mit der Mehrheit herauszustreichen.

Präsident: Ich stelle fest, dass im Antrag der Minderheit Fankhauser die vier Worte «oder einer beischlafsähnlichen Handlung» gestrichen sind. Der Unterschied zur Mehrheit besteht demnach nur noch im Wort «namentlich».

Abstimmung – Vote

Für den modifizierten Antrag der Minderheit	56 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	52 Stimmen

Art. 190 Abs. 2, 3 – Art. 190 al. 2, 3
 Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 191

Antrag der Kommission

Abs. 1

.... ihres Zustandes zum Beischlaf, zu einer beischlafsähnlichen oder einer anderen geschlechtlichen mit Zuchthaus bis zu zehn Jahren oder

Abs. 2

Streichen

Art. 191

Proposition de la commission

.... pour commettre sur elle l'acte sexuel, un acte analogue ou un autre acte d'ordre sexuel, sera puni de la réclusion pour 10 ans au plus ou de l'emprisonnement.

Al. 2

Biffer

Angenommen – Adopté

Art. 192

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Bär, Braunschweig, Fankhauser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

Streichen

Art. 192

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Bär, Braunschweig, Fankhauser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

Biffer

Abs. 1 – Al. 1

Angenommen – Adopté

Abs. 2 – Al. 2

Präsident: Infolge Ihres Entscheides bei Artikel 187 gilt hier der Antrag der Mehrheit als angenommen.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Art. 193

Antrag der Kommission

Abs. 1

Wer eine Person veranlasst, eine geschlechtliche Handlung vorzunehmen oder zu dulden, indem er eine Notlage oder eine durch ein Arbeits- oder Dienstleistungsverhältnis begründete Abhängigkeit oder eine Abhängigkeit ähnlicher Art ausnützt, wird mit Gefängnis bestraft.

Abs. 2

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Bär, Braunschweig, Fankhauser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

Streichen

Art. 193

Proposition de la commission

Al. 1

Celui qui, profitant de la détresse où se trouve la victime ou d'un lien de dépendance fondé sur des rapports de travail ou de prestations de service ou d'un lien de dépendance analogue, aura déterminé

Al. 2

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Bär, Braunschweig, Fankhauser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

Biffer

Abs. 1 – Al. 1

Angenommen – Adopté

Abs. 2 – Al. 2

Präsident: Dieser Entscheid ist ebenfalls eine Folge von jenem bei Artikel 187.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 194

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Braunschweig

Streichen

Art. 194

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Braunschweig

Biffer

Braunschweig: Ich bitte Sie zu später Stunde um Verständnis für eine sehr kleine und uns fremde Minderheit. Im Artikel 194 geht es um den Exhibitionismus. Wir lesen: «Der Exhibitionist als Täter ist eher harmlosen Zuschnitts.» So steht es bereits in der Botschaft des Bundesrates. Trotzdem sollen diese Menschen weiterhin dem Strafrecht unterstellt bleiben. Ich habe den Antrag auf Streichung bereits in der Kommission gestellt. Ich bin dort unterlegen und habe zunächst auf einen Minderheitsantrag verzichtet, weil ich weiss, dass es sich wirklich um eine kleine Minderheit handelt; aber auch das sind Menschen mit Problemen und Sorgen. In der Zwischenzeit hatte ich Kontakt mit Sozialarbeiterinnen und Sozialarbeitern. Sie haben mich gefragt, weswegen diese Frage nicht auch hier aufgegriffen wird. Die Kommissionsarbeit ist ihnen weitgehend unbekannt, sie ist nicht öffentlich. Daraufhin habe ich mich nach Rücksprache mit meiner Fraktion entschlossen, den Antrag im

Eine Begründung, weswegen die Exhibitionisten als harmlose Täter bezeichnet werden, können Sie in der Botschaft auf Seite 72 nachlesen; ich möchte dies nicht wiederholen. Heute ist unbestritten: Exhibitionisten sind in erster Linie kranke Menschen. Ihr Verhalten ist eine Krankheit, nicht ein kriminelles Verhalten, schon gar nicht ein gewalttätiges. Sie sind Patienten; deshalb ist es mehr als fragwürdig, wenn wir von Tätern sprechen. Wir sollten ein Sensorium entwickeln, um zu unterscheiden, wer kriminell und wer Patient ist. Ich gebe zu, das Verhalten ist uns fremd und für viele Menschen fast unerträglich, unverständlich, macht manchmal auch Angst oder löst einen vorübergehenden Schrecken aus, ist unangenehm – das ist alles richtig; aber das Verhalten ist nicht kriminell. Gewalttätigkeit kommt praktisch nicht vor.

Deswegen bin ich der Meinung, dass wir die Mittel anwenden sollten, die für solche Fälle vorhanden sind. Das sind nicht Polizei, Untersuchungsbehörde, Strafrecht, allenfalls sogar der Strafvollzug, sondern das sind die Fürsorge, die persönliche und mitmenschliche Betreuung, der Arzt, der Psychiater – je nach Abklärung des einzelnen Menschen und seiner Situation. Auch in dieser Beziehung besteht keine Meinungsdivergenz.

Es besteht in Absatz 2 die Absicht, eine ärztliche Behandlung vorzusehen, und ausserdem ist das Delikt ein Antragsdelikt. Das hilft mindestens in einem Punkt nicht. Ein Verfahren mittels Polizei und Untersuchungsbehörde muss dennoch stattfinden. Wir sollten diesen Menschen auch dieses Verfahren wenn möglich ersparen, weil für die meisten Menschen ein Verfahren mit Polizei und Strafverfolgung eine belastende Angelegenheit ist. Es gibt wenig Menschen, die das leichtnehmen. Hinzu kommt: Eine ärztliche Behandlung aufgrund eines Befehls, einer Verfügung des Untersuchungsrichters, ist in der Regel – nicht immer, aber sehr häufig – eine fragwürdige Sache. Es gibt viele Psychologen, Aerzte, Psychiater, die das geradezu ablehnen, weil sie Freiwilligkeit und Einsicht verlangen. Diese Einsicht ist manchmal vorhanden, kann zustande kommen. Aber es gibt Menschen – sie haben auch ihre menschlichen Schwächen –, die vielleicht sehr stur sind oder für die es eine hohe Angst- und Hemmschwelle gibt und die nicht bereit sind, eine solche ärztliche Behandlung auf sich zu nehmen. Dann kommt eben doch noch die Strafe, und zwar kommt sie vielleicht nach Jahren; es ist für sie fast nicht mehr nachvollziehbar, weshalb sie noch eine Strafe absolvieren müssen – für eine Tat, die sie vor Monaten oder Jahren begangen haben und die nicht schwerwiegend ist.

Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie daraus die Konsequenz ziehen und sagen würden, dass wir das Tun dieser Menschen nicht mehr als strafbar erklären und dass wir anderweitig den Kontakt mit ihnen suchen und pflegen wollen, damit man ihnen wirklich helfen kann. Die Gefängnisstrafe als letzte Möglichkeit kann das am allerwenigsten; denn diese Menschen sind häufig besonders einsam, sind durch ihre Lebenserfahrung bitter geworden. Sie bekommen im Gefängnis kaum Hilfe, im Gegenteil, dort werden sie noch einsamer, noch mehr verbittert. Deswegen müssen wir andere Wege suchen.

Diese Wege sind vorhanden: Es gibt überall, in jeder Gemeinde und in jedem Quartier, Fürsorgeeinrichtungen; es gibt Schulen, es gibt Lehrer, die alle für Kinder mitverantwortlich sind. Kinder sind am ehesten Exhibitionisten ausgesetzt. Gemeinsam sollte es in einer Gemeinschaft, in einem Dorf oder in irgendeiner Siedlung, möglich sein, ohne Strafrichter und ohne Polizei mit diesen und für diese Menschen eine Lösung zu finden.

Wenn im äussersten Notfall, d. h. wenn ganz besondere Hartnäckigkeit vorhanden ist, zu diesem Mittel doch noch gegriffen werden muss, dann gibt es vier Artikel später den Artikel 198, wo es um die geschlechtliche Belästigung geht; dieser Artikel könnte als Notbremse greifen, wenn es nicht mehr anders geht.

Normalerweise sind diese Menschen aber zugänglich, man kann mit ihnen sprechen; es braucht allerdings Menschen, Verantwortliche, die den Mut, die Zivilcourage haben, mit ihnen zu sprechen und ihnen zu sagen: Dieses Verhalten wollen wir nicht und dulden wir nicht; man muss vielleicht sogar ener-

kann getan werden von Nachbarn, von einem Lehrer oder von anderen Menschen, die für Kinder eine Mitverantwortung tragen.

Deswegen lade ich Sie ein, sich für die Selbstverantwortung einer Gemeinschaft einzusetzen, damit in erster Linie aus dieser Sicht das Problem angegangen und nicht gleich nach Polizei und Untersuchungsbehörde gerufen wird. Das ist anspruchsvoll, aber heute sind das Verständnis und die Bereitschaft in weiten Teilen unserer Bevölkerung vorhanden, auch bei den Behörden. Deswegen können wir den Schritt wagen, auf den Artikel 194 zu verzichten.

Ich bitte Sie, diesem Streichungsantrag zuzustimmen.

Hess Peter: Ich äussere mich nicht zum Problem des Exhibitionismus, benütze aber die Gelegenheit, zum Problem der Regelung der Verjährung ein Wort zu sagen. Wir haben bereits bei Artikel 187 Ziffer 4, Artikel 188 Ziffer 3 und jetzt bei Artikel 194 und später beim Militärstrafgesetzbuch Artikel 156 Ziffer 4 und Artikel 159 Absatz 3 den Antrag der Kommission, dass die Verjährungsregelung gemäss Bundesrat bzw. bei einem Artikel gemäss Ständerat zu streichen sei. Das hat zur Konsequenz – ich glaube, das hat im Rat kaum jemand mitbekommen –, dass für all diese Fälle die 5- bzw. 10jährige Verjährungsfrist gemäss dem Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches gilt. Nun muss ich mich allen Ernstes fragen, ob es wirklich unser Wille ist, für alle diese Deliktategorien, die zum Teil eben nur Antragsdelikte oder Vergehen sind, die 5- bzw. 10jährige Verjährungsfrist festzulegen.

Ich möchte daher zuhänden des Protokolls und vor allem für das Differenzbereinigungsverfahren beantragen, dass man sich – soweit es überhaupt im Differenzbereinigungsverfahren dann noch möglich ist – Rechenschaft gibt in der ständerätlichen Beratung, auf diesen Punkt nochmals zurückkommt und vielleicht die Zwischenlösung, die bei Artikel 187 vorgesehen war, nämlich generell eine 5jährige Verjährungsfrist, einfügen würde.

M. Leuba: Je ne m'exprimerai pas sur le problème de la prescription soulevée par M. Hess mais sur le problème de l'exhibitionnisme soulevé par M. Braunschweig. J'aimerais simplement rappeler que si vous n'avez pas de dispositions dans le Code pénal, cela veut dire que c'est permis! Si M. Braunschweig nous propose de supprimer purement et simplement l'article 194, cela signifie que, dorénavant, l'exhibitionnisme sera autorisé dans notre pays et c'est une conséquence inacceptable.

Pour le surplus, j'aimerais rappeler que l'enfer lui aussi est pavé de bonnes intentions et je ne doute pas des bonnes intentions de M. Braunschweig. Nous sommes d'accord que la très grande majorité des exhibitionnistes – peut-être tous – sont des malades, mais j'aimerais rappeler que la sanction pénale ou la menace de la sanction pénale est aussi un moyen de thérapie. Le Conseil fédéral a choisi ici une solution extrêmement souple – je vous invite à relire cette solution – puisqu'il prévoit qu'on peut suspendre l'exécution de la peine pour procéder à un traitement qui s'impose dans tous les cas. Mais, pour l'amour du ciel, ne décidez pas que l'exhibitionnisme est dorénavant autorisé en Suisse!

M. Maître: Nous avons eu l'occasion de dire lors du débat d'entrée en matière que l'un des objectifs de cette révision était véritablement de protéger la liberté d'autrui, ce par quoi il faut entendre, en particulier, la liberté de ne pas avoir à subir un acte sexuel ou d'ordre sexuel – c'est-à-dire le viol ou les actes analogues – ou un acte du même type que l'on n'aurait pas accepté de voir. En l'occurrence, le problème est de faire en sorte que soient protégées ces personnes, notamment des enfants, qui ne souhaitent pas être confrontés à des actes de ce type.

C'est aussi un problème de défense de liberté. Il est vrai que ceux qui se livrent à de l'exhibitionnisme sont, la plupart du temps, des malades et qu'ils doivent bénéficier, à cet égard, d'un traitement adéquat qui n'est pas nécessairement pénal. C'est précisément ce que prescrit l'article 194, alinéa 2, qui

un traitement médical, en l'occurrence un traitement psychiatrique, est engagé. On a donc là une disposition qui est parfaitement équilibrée en ce qui concerne l'auteur de l'acte qui pourra se faire soigner, nécessaire en ce qui concerne les victimes potentielles qu'il convient de protéger. Il faut donc maintenir un degré de protection suffisant dans le droit pénal.

M. **Cotti**, rapporteur: Je n'ai rien à ajouter à ce qui a été dit par MM. Leuba et Maître, tous les arguments ont été donnés en ce qui concerne le texte français.

Frau **Spoerry**, Berichterstatterin: Zuerst zur Intervention von Kollege Peter Hess. Ich teile seine Meinung, dass die Fragen der Verjährung in dieser Beratung im allgemeinen etwas zu kurz gekommen sind. Beim vorliegenden Artikel ist aber folgendes festzuhalten: Wenn wir den Absatz 3 mit der Verjährungsvorschrift streichen, dann ist die Verjährung nicht 10 Jahre, sondern 5 Jahre. Denn wenn wir nichts über die Verjährung sagen, dann gelten die allgemeinen Grundsätze der Verjährung in Artikel 70 des Strafgesetzbuches, und das ist bei einer Zuchthausstrafe 10 Jahre, aber bei einer andern Strafdrohung – hier ist es Gefängnis oder Busse – ist es 5 Jahre. Wenn wir also hier den Absatz 3 streichen, gilt eine Verjährung von 5 Jahren.

Und nun zum Antrag von Herrn Braunschweig, diesen ganzen Artikel zu streichen. Herr Braunschweig hat es gesagt: Er hat diesen Antrag bereits in der Kommission gestellt, wir haben ihn ernsthaft diskutiert und ihn zum Schluss abgelehnt. Grundsätzlich teilen wir zwar die Auffassung von Herrn Braunschweig: Es handelt sich bei diesen Tätern vorwiegend um Kranke, und nicht um Menschen, die für ihr Verschulden Strafe verdienen. Aber gerade deswegen haben wir diesen Artikel beibehalten. Er bringt gegenüber dem geltenden Recht nämlich gewaltige Fortschritte. Heute ist die Belästigung mit unzüchtigen Handlungen ein Officialdelikt, das im Gegensatz zum neuen Antragsdelikt keine Möglichkeit einer ärztlichen Behandlung vorsieht.

Wir haben in der Kommission festgestellt, dass bei allem Mitgefühl für einen Täter, der Exhibitionismus betreiben muss, in der Praxis Anzeigen nicht zu verhindern sind. Eltern regen sich darüber auf, wenn ihre Kinder wiederholt von einem Exhibitionisten belästigt werden. Sie werden daher zur Polizei gehen. Wenn wir den Artikel 194 nicht mehr haben, werden sie sich auf den Artikel 198 mit der geschlechtlichen Belästigung berufen. Dann aber fehlt die Möglichkeit zur Therapie. Der neue Artikel 194 bringt dem Täter die Chance, dass er einer Therapie zugeführt wird; dies kann für den Täter eine wirkliche Hilfe sein.

Wir bitten Sie daher, der Kommission zu folgen und den Artikel 194 beizubehalten.

Bundespräsident **Koller**: Zunächst eine Bemerkung zur Verjährungsproblematik: Ich habe bei Artikel 187 – bei den geschlechtlichen Handlungen mit Kindern – bewusst nicht interveniert, weil ich die Verhandlungen nicht verlängern wollte. Aber nachdem das Problem schon aufgeworfen wurde, sei hier klar festgehalten, dass der Bundesrat bei der Lösung des Ständerates bleiben möchte. Es ist dem Bundesrat nicht verwehrt, gelegentlich auf den Zweitrat zu hoffen, wenn ohnehin eine Differenz besteht.

Nun zum Problem des Exhibitionismus: Ich glaube, Herr Braunschweig geht mit mir einig, dass wir gegenüber dem heutigen Rechtszustand mit einem Officialdelikt einen grossen Schritt nach vorne gemacht haben. Es soll künftig nur ein Antragsdelikt sein. Wenn also exhibitionistische Handlungen niemanden stören, dann kommt es auch nicht zu einem Strafverfahren. Andererseits müssen wir realistisch zur Kenntnis nehmen, dass Exhibitionisten, wenn sie in einer Gegend immer wieder auftauchen, tatsächlich eben doch Unruhe stiften können, vor allem gegenüber Kindern und Jugendlichen, und dann müssen wir eine Eingriffsmöglichkeit haben. Dieser Eingriff soll ja ärztliche Behandlung und nicht in erster Linie Strafverfolgung sein. Wir wissen auch, dass solche ärztlichen Behandlungen heute grosse Erfolgchancen ha-

Aus diesem Grunde möchte ich Ihnen empfehlen, den Streichungsantrag Braunschweig abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	offensichtliche Mehrheit
Für den Antrag Braunschweig	Minderheit

Art. 195

Antrag der Kommission

Abs. 1

.... wer die Handlungsfreiheit einer Person, die Prostitution betreibt, dadurch beeinträchtigt,

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 195

Proposition de la commission

Al. 1

.... à la prostitution, celui qui aura porté atteinte

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 196

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 197

Antrag der Kommission

Ziff. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ziff. 2 – 5

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Zwygart

Ziff. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Steffen

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 197

Proposition de la commission

Ch. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Ch. 2 – 5

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Zwygart

Ch. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Steffen

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Zwygart: Artikel 197 beschäftigt sich mit der Pornographie. In Ziffer 2 beantrage ich, dem ursprünglichen Vorschlag des Bundesrates zuzustimmen.

Bei Ziffer 1 wird umschrieben, was mit sogenannten Softporno-Darstellungen gemeint ist. Die Hauptabsicht bei Ziffer 1 ist aber der Jugendschutz. Da wird eine wohltuende Unterscheidung gemacht, dass im engeren Bereich nur ausschliesslich Gefängnis vorgesehen ist und nicht Busse oder Gefängnis. Diese Verstärkung des Ständerates, dem unsere Kommission beizupflichten scheint, möchte ich positiv vermerken.

Nun zu Ziffer 2. Hier werden allgemeingültige Einschränkungen umschrieben. Aber aus meiner Sicht ist die ursprüngliche

mehrte Rechte zur Einschränkung erhält. Es ist doch widersinnig, Hintertürchen zu öffnen bei einem an und für sich problematischen Bereich, damit dann Softpornos gezeigt werden können. Es könnte dann genügen, dass nach dem Vorschlag der Kommission im Fernsehprogramm stehen würde «Sex-film», und damit wäre dem Gesetz Genüge getan, und der Streifen könnte gezeigt werden.

Es stellt sich hier die Frage, ob man gewillt ist, die Grenzen beizubehalten oder sie zu öffnen. Die Zuständigkeit der Kantone im Gerichtswesen bleibt natürlich bestehen. Aber seien wir uns bewusst: Gewisse Schranken sind doch immer und immer wieder weiter weggerutscht. Es gibt gar Leute, die sagen, die Ziffer 1 und die Ziffer 2 sollte man eigentlich fallenlassen. Somit wären Softpornos erlaubt. Es gibt sogar Stimmen, die sagen – und in gewissen ausländischen Städten ist das schon so –, dass auch das unter Ziffer 3 Genannte, der «harte Porno», durchaus praktiziert werden könnte. Die sogenannten Wertmassstäbe unserer Gesellschaft haben sich stetig in Richtung Aufweichung und Aufgeben von Schranken im Bereich der Sexualität verschoben.

Ich hoffe, dass wir bereit sind, diese Schranken aufrechtzuerhalten. Denken wir daran: Je weiter man die Schranken hinausschiebt, desto mehr kommen andere Bereiche ins Rutschen. Die Brutalität, das Verbrechen sind an gewissen Orten die Begleiterscheinungen.

Ich hoffe, dass wir hier dem Bundesrat, also der ursprünglichen Fassung, zustimmen, um den Aufweichungstendenzen nicht weiter Vorschub zu leisten.

Steffen: Mein Antrag zielt dahin, die mit den Beschlüssen des Ständerates geschaffenen Nischen in der Pornographiegesetzgebung aufzuheben und eine unstatthafte Privilegierung bestimmter Veranstalter, Kunstschaffender und Wissenschafter zu verhindern. Dabei nehme ich in Kauf, dass man mir den Vorwurf macht, mein Antrag sei nicht menschenrechtskonform, unterscheide sich von der kürzlich beschlossenen Gesetzgebung in Artikel 135 Bratloverbot, und er widerspreche der heutigen Gerichtspraxis.

Die von mir vorgenommene Güterabwägung ist von der Wahrung der Menschenwürde geprägt. Sie gewichtet insbesondere die ungestörte sexuelle Entwicklung von Kindern und Jugendlichen stärker, als es dies der Ständerat bei seiner Behandlung des Geschäftes getan hat. Harte Pornographie ist auch für erwachsene Konsumenten ein Gift, welches zu schweren Schädigungen der Persönlichkeit führt und erhebliche Beeinträchtigungen im partnerschaftlichen Verhältnis mit sich bringen kann; ganz abgesehen von der Gefahr, dass Kinder an pornographisches Material wie z. B. Videobänder herankommen, diese unbeaufsichtigt konsumieren, kopieren und von Schulmappe zu Schulmappe zirkulieren lassen. Das ist leider, dank der fortschrittlichen Gerichtspraxis, welche gültige Gesetzesnormen missachtet, schon heute gang und gäbe.

Nun ein paar Bemerkungen zu den Beschlüssen des Ständerates. Herr Kollege Zwygart hat sich zu Ziffer 2 ausführlich geäußert. So kann ich mich sehr kurz halten. Ziffer 2 bestimmt, dass Ausstellungen und Vorführungen von Pornographie in geschlossenen Räumen strafflos bleiben sollen, wenn im voraus auf den pornographischen Charakter hingewiesen wird. Da möchte ich Ihnen, Herr Bundesrat, eine Frage stellen: Wie darf auf den pornographischen Charakter hingewiesen werden? Ist es statthaft, dies beispielsweise mit Inseraten – ich denke da an «Blick»-Inserate –, Flugblättern oder Plakaten zu tun? Dürften Medien im nachhinein darüber berichten?

Zur neu eingefügten Ziffer 5 des Ständerates. Hier werden, ähnlich wie in Artikel 135 Bratloverbot, schutzwürdige kulturelle und wissenschaftliche Gegenstände und Vorführungen vom Verbot ausgenommen. Meiner Meinung nach hat diese Privilegierung einen Pferdefuss. Ich erinnere an die rechtlichen Auseinandersetzungen rund um die Kunstwerke der Maler Kurt Fahrner und Joseph Felix Müller. Martin Schubarth, heute wiedergewählter Bundesrichter, damals noch Rechtsanwalt und Professor in Basel, hat sich schon vor zehn Jahren dahin publizistisch geäußert, dass man nur im Notfall eine

Für Juristen und Richter sei die Kunst nur schwer rechtlich zu fassen, weil Juristen die Bedeutung eines Künstlers und seines Werkes nicht einschätzen könnten; so müssten sie sich auf Kenner, zum Beispiel Kunstkritiker, und ihr Urteil verlassen.

Sollte Ziffer 5 im Strafgesetz Eingang finden, würden letztlich Kunst-, Film- oder Theaterkritiker darüber befinden, welche Kunst – eben auch hart pornographische – schutzwürdig wäre und so strafflos gezeigt werden dürfte. Die heutige Praxis in einem andern Bereich wurde im Zusammenhang mit dem Rechtsstreit um den gotteslästerlichen Film «Das Gespenst» von Herbert Achternbusch sichtbar, bei dem sich Richter auf das Werturteil von Filmexperten stützten und den Film trotz grosser Widerstände und Reklamationen zur Aufführung freigaben. Ich bin überzeugt, dass dannzumal Aktionskünstler wie Hermann Nitsch seine Schweine an Kreuze nageln, ihnen den Bauch vor versammelter Kunstelite aufschlitzen dürfte, so dass Därme, Blut, Kot und Urin aus der Bauchhöhle spritzen, und das unter dem Applaus der Anwesenden. Deutsche und österreichische Boulevardzeitungen berichteten jeweils über solche Kunstorgien und verbreiteten so widerlichste Bilder und Beschreibungen unter die Masse der Leserschaft.

Das Beispiel fällt nicht unter Pornographie – hängen Sie mich an diesem Umstand nicht auf –, aber es schildert die Stossrichtung, die bei widerlicher Pornographie enden dürfte. Ich weiss, dass ich mit diesem Antrag gegen den Strom der vom Zeitgeist geprägten Experten und Politiker schwimme. Aber das kümmert mich wenig. Mindestens ist in den Materialien zu diesem Gesetz festgeschrieben, dass Widerstand gegen die beabsichtigte, folgenschwere Öffnung der Pornographiegesetzgebung aufgekommen ist. Ich ersuche Sie alle, denen Menschenwürde mehr bedeutet als künstlerische Duldung von schweinischen Exzessen, meinem Antrag zuzustimmen.

M. Cotti, rapporteur: Je dirai avant tout que la notion de pornographie qu'on a introduite dans le but de juger et de limiter certaines représentations est plus claire que l'idée de publication obscène telle qu'elle existe dans le Code pénal actuel. Il s'agit évidemment de représentations de comportements sexuels sans le contexte de relations humaines qui impliquent normalement ces comportements, les rendant ainsi vulgaires et importuns. Les juges auront certainement des difficultés à délimiter la pornographie qui est illicite par rapport à des représentations érotiques admises. Mais ils pourront surmonter ces difficultés car il y a des aspects en la matière qu'on ressent. Un juge américain qui s'est occupé du problème dernièrement a dit: «When I see it, I can tell.» En d'autres termes, les juges savent en général reconnaître les limites au-delà desquelles l'érotisme devient pornographie, un acte qui sort d'un cadre humain transformé en un tout autre aspect, un aspect mécanique dirai-je, anatomique, en dehors de tout type de sentiment. Cet article représente donc un pas en avant dans la lutte contre les représentations pornographiques.

Vous avez soulevé quelques objections quant aux motifs ou aux valeurs culturelles et scientifiques qui rendraient admissibles certaines représentations. Nous avons eu l'occasion de discuter à ce sujet lorsque nous avons introduit l'article 135 du Code pénal concernant les représentations de violence. Je dois vous avouer que la commission ne s'est plus penchée sur cet aspect du problème qui avait été élucidé il y a une année et demie dans cette salle. Je ne pourrais plus vous répéter exactement les arguments avancés en l'occurrence. Chacun est à même de se rendre compte que certaines représentations peuvent être utilisées à des fins scientifiques – plutôt que culturelles dans le cas présent – ne serait-ce que pour délimiter la licéité ou l'illicéité de ces représentations. Je ne peux pas entrer dans les détails, mais je ne voudrais cependant pas exclure cette possibilité-là. Les juges seront d'ailleurs toujours très limitatifs lorsqu'il s'agira d'interpréter cette norme.

Nous avons prévu des peines, nous avons introduit le critère de pornographie dure et de pornographie douce – je vous épargnerai la description de la pornographie dure, vous l'avez lue dans le message. Nous nous sommes donc préoccupés de protéger les jeunes gens du danger de la pornographie

être acceptées lorsqu'une personne est mûre et capable de déterminer son comportement sexuel, mais lorsqu'il s'agit d'un jeune homme – ou d'une jeune femme – encore immature, il faut les interdire. La différence est claire: une interdiction est de type absolu, l'autre est limitée aux jeunes gens. Je ne crois pas que l'on puisse dire que c'est une solution très permissive, elle est à mon avis très limitative si l'on tient compte de la situation actuelle dans le pays.

Frau Spoerry, Berichterstatterin: Herr Steffen befürchtet, dass wir mit der Fassung des Pornographieartikels, wie wir ihn vorlegen, der Verbreitung der Pornographie im Zuge des Zeitgeistes Vorschub leisten. Wir können Herrn Steffen beruhigen, wir machen das Gegenteil, indem wir die harte Pornographie ohne Wenn und Aber verbieten. Das ist ein Fortschritt. Wir haben das bei den Brutalos auch so gemacht; wir haben die ekel-erregenden Gewaltdarstellungen der Gewalt zuliebe mit dem Artikel 135 schlicht verboten.

Ich erinnere mich gut an die Diskussion, die wir dazu in diesem Rat führten. Wir mussten uns den Vorwurf gefallen lassen, wir seien engstirnig und nicht liberal, jeder erwachsene Mensch könne doch ansehen, was er wolle. Dasselbe könnte man auch hier sagen. Wir vertreten aber die Ansicht, dass im Interesse des Jugendschutzes der Brutalo und die harte Pornographie vollständig zu verbieten sind.

Die Erwachsenen müssen das «Opfer» ihrer Freiheit bringen, diese Streifen nicht anzusehen. Nur so ist es möglich, dass sie auch von den Jugendlichen ferngehalten werden. In diesem Sinne verschärfen wir den geltenden Tatbestand, um die schlimmsten Auswüchse dieser Branche zu unterbinden.

Wir machen die Ausnahme in Absatz 5, mit Zulassung von Darstellungen von wissenschaftlich-kulturellem Wert. Sie stossen sich daran, Herr Steffen, und haben gleichzeitig die zutreffende Begründung geliefert, warum wir das tun. Wir tun das tatsächlich in Analogie zum Brutalo-Artikel; auch dort haben wir diese Ausnahme zugelassen im Vertrauen darauf, dass damit nicht Missbrauch getrieben wird.

Zum Antrag von Herrn Zwygart, der beim zweiten Satz von Ziffer 2, wo es sich um die weiche Pornographie handelt, dem Bundesrat folgen möchte. Der Bundesrat sagt in dieser Ziffer, die Kantone könnten für Kinovorführungen einschränkende Bestimmungen vorsehen. Es handelt sich dabei um eine Selbstverständlichkeit, die im Verwaltungsstrafrecht so vorgeesehen ist. Deswegen hat der Bundesrat auch auf diese Ziffer verzichtet.

Die Ziffer, die jetzt der Ständerat eingeführt hat, präzisiert, was das Gesetz verlangt, nämlich dass man die weiche Pornographie niemandem unter 16 Jahren zugänglich machen darf, dass aber Erwachsene das konsumieren dürfen, wenn es ihnen Spass macht. Der Anbieter muss darauf aufmerksam machen, dass es sich um weiche pornographische Darstellungen handelt, die für Jugendliche nicht zugänglich sind. Damit genügt man den Anforderungen des Gesetzes.

Ich bitte Sie daher, der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

Bundespräsident Koller: Zunächst zum Antrag von Herrn Zwygart: Der Antragsteller bringt mich in eine schwierige Situation, wenn er sagt, er möchte bei Ziffer 2 Absatz 2 dem Bundesrat zustimmen. Wir haben leider feststellen müssen, dass wir hier eine Selbstverständlichkeit ins Gesetz aufgenommen haben. Wir sollten solche Artikel, die rein deklaratorischen Wert haben, nicht ins Gesetz aufnehmen, weil sie eher Verwirrung stiften als Klarheit schaffen.

Das Ziel, das Sie verfolgen, ist durch Artikel 335 Ziffer 1 Absatz 2 klar abgedeckt. Es heisst dort: «Sie (die Kantone) sind befugt, die Uebertretung kantonaler Verwaltungs- und Prozessvorschriften mit Strafe zu bedrohen.» Und weil das schon im Strafgesetzbuch in dieser Bestimmung enthalten ist, macht es keinen Sinn, das nochmals ausdrücklich zu sagen. Ich muss zugeben, dass der Bundesrat offenbar selber zu diesem Missverständnis beigetragen hat.

Zu den Bedenken von Herrn Steffen in Bezug auf Ziffer 2 und die sogenannt geschlossenen Filmvorführungen: Auch hier hat der Ständerat nur einen Gedanken aufgenommen, den wir

an einen Bundesgerichtsentscheid (96 IV 70). Dort hat das Bundesgericht ausgeführt: «Im Gegensatz zu allgemein zugänglichen Schriften und Bildern entfällt bei Filmvorführungen auch weitgehend die Gefahr, dass das Publikum gegen seinen Willen mit Darbietungen sexuellen Inhalts konfrontiert wird, namentlich wenn die Kinobesucher durch entsprechende Anzeigen zum Voraus auf Gegenstand und Charakter des 'pornographischen' Filmes aufmerksam gemacht werden.»

Diesen Gedanken hat der Ständerat aufgenommen. Ich kann Ihre Frage dahin beantworten, dass das selbstverständlich nicht öffentlich mit pornographischen Bildern angekündigt werden darf, denn sonst bestünde ja Gefahr, dass Ziffer 1 von Artikel 197 erfüllt wäre.

Dann noch zu Ihrem Streichungsantrag in Bezug auf Ziffer 5: Wir haben dieser Ziffer 5 zugestimmt, weil sie Klarheit schafft in Bezug auf die Konformität mit der Europäischen Menschenrechtskonvention. Die Europäische Menschenrechtskonvention gewährleistet die Meinungsäusserungsfreiheit, und dazu gehört auch die Freiheit künstlerischer Äusserung. Wir haben eine genau gleiche Vorschrift auch beim Brutaloverbot in Artikel 135 aufgenommen.

Herr Steffen, ich kann Sie auch beruhigen. Ob künstlerische Darstellungen tatsächlich schutzwürdig sind, darüber entscheidet natürlich nicht der sogenannte Künstler individuell, sondern darüber entscheidet, wenn streitig wird, ob etwas tatsächlich einen schutzwürdigen kulturellen oder wissenschaftlichen Wert habe, der Richter. Es besteht also keine Gefahr, dass Künstler dieses Recht von vornherein in Anspruch nehmen könnten.

Aus diesem Grunde möchte ich Sie bitten, der Ziffer 5 – auch im Sinne einer einheitlichen Systematik des ganzen Strafrechtes, analog zum Brutaloverbot – zuzustimmen.

Präsident: Herr Zwygart hat seinen Antrag zurückgezogen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	offensichtliche Mehrheit
Für den Antrag Steffen	Minderheit

Art. 198

Antrag der Kommission

Wer von jemandem wer jemanden tätlich oder in grober Weise durch Worte geschlechtlich belästigt,

Art. 198

Proposition de la commission

...., celui qui aura importuné une personne par des attouchements d'ordre sexuel ou par des paroles grossières, sera,

Angenommen – Adopté

Art. 199, 200, 201 – 212, 358

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ziff. II Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. II préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Zwölfter Abschnitt

Antrag der Kommission

Titel

Chapitre douzième*Proposition de la commission**Titre*

Infractions contre l'intégrité sexuelle

*Angenommen – Adopté***Art. 153***Antrag der Kommission**Titel*

Sexuelle Nötigung

*Abs. 1**Mehrheit*

Wer eine Person zur Duldung einer beischlafsähnlichen oder einer anderen geschlechtlichen Handlung nötigt, namentlich indem er sie bedroht, Gewalt anwendet, sie unter psychischen Druck setzt oder zum Widerstand unfähig macht, wird mit Zuchthaus bis zu zehn Jahren oder mit Gefängnis bestraft.

Minderheit

(Salvioni, Bonny, Cevey, Tschuppert, Wanner)

.... Handlung nötigt, indem

Abs. 2

Streichen

Abs. 3

Handelt der Täter grausam, verwendet er namentlich eine gefährliche Waffe oder einen anderen gefährlichen Gegenstand, so ist die Strafe Zuchthaus nicht unter drei Jahren.

Abs. 4

Streichen

Art. 153*Proposition de la commission**Titre*

Contrainte sexuelle

*Al. 1**Majorité*

Celui qui, notamment usant de menace, de violence, en exerçant des pressions d'ordre psychique ou en la mettant hors d'état de résister, aura contraint une personne à subir un acte analogue à l'acte sexuel ou un autre acte d'ordre sexuel, sera puni de la réclusion pour 10 ans au plus ou de l'emprisonnement.

Minorité

(Salvioni, Bonny, Cevey, Tschuppert, Wanner)

Celui qui, usant

Al. 2

Biffer

Al. 3

Si l'auteur a agi avec cruauté, notamment s'il fait usage d'une arme dangereuse ou d'un autre objet dangereux, la peine sera la réclusion pour trois ans au moins.

Al. 4

Biffer

*Titel, Abs. 2–4 – Titre, al. 2–4**Angenommen – Adopté**Abs. 1 – Al. 1*

Präsident: Hier verweise ich auf Diskussion und Entscheide zu den Artikeln 189 und 190.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Art. 154***Antrag der Kommission**Titel*

Vergewaltigung

*Abs. 1**Mehrheit*

Wer eine Person weiblichen Geschlechts zur Duldung des Bei-

ter psychischen Druck setzt oder zum Widerstand unfähig macht, wird mit Zuchthaus bis zu zehn Jahren bestraft.

Minderheit

(Fankhauser, Bär, Braunschweig, Danuser, Jeanprêtre, Rechsteiner, Stamm)

Wer eine Person weiblichen Geschlechts zur Duldung des Beischlafs oder einer beischlafsähnlichen Handlung nötigt, namentlich indem er sie bedroht, Gewalt

Abs. 2

Streichen

Abs. 3

Handelt der Täter grausam, verwendet er namentlich eine gefährliche Waffe oder einen gefährlichen Gegenstand, so ist die Strafe Zuchthaus nicht unter drei Jahren.

Art. 154*Proposition de la commission**Titre*

Viol

*Al. 1**Majorité*

Celui qui, usant de menace, de violence, en exerçant des pressions d'ordre psychique ou en la mettant hors d'état de résister, aura contraint une personne du sexe féminin à subir l'acte sexuel, sera puni de la réclusion pour 10 ans au plus.

Minorité

(Fankhauser, Bär, Braunschweig, Danuser, Jeanprêtre, Rechsteiner, Stamm)

Celui qui, notamment en usant de menace, de violence, en exerçant des pressions d'ordre psychique ou en la mettant hors d'état de résister, aura contraint une personne du sexe féminin à subir l'acte sexuel ou un acte analogue à l'acte sexuel, sera puni de la réclusion pour dix ans au plus.

Al. 2

Biffer

Al. 3

Si l'auteur a agi avec cruauté, notamment s'il a fait usage d'une arme dangereuse ou d'un autre objet dangereux, la peine sera la réclusion pour trois ans au moins.

*Titel, Abs. 2, 3 – Titre, al. 2, 3**Angenommen – Adopté**Abs. 1 – Al. 1*

Präsident: Hier gilt das gleiche wie bei Artikel 153.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Art. 155***Antrag der Kommission**Abs. 1*

.... ihres Zustandes zum Einschlaf, zu einer beischlafsähnlichen oder einer anderen geschlechtlichen mit Zuchthaus bis zu zehn Jahren oder

Abs. 2

Streichen

Art. 155*Proposition de la commission**Al. 1*

.... pour commettre sur elle l'acte sexuel, un acte analogue ou un autre acte d'ordre sexuel, sera puni de la réclusion pour 10 ans au plus ou de l'emprisonnement.

Al. 2

Biffer

Art. 155a (neu)*Antrag der Kommission**Titel*

Strafrecht und Strafgerichtsbarkeit

Wortlaut

Sexuelle Nötigung und Vergewaltigung sind dem zivilen Strafrecht und der zivilen Strafgerichtsbarkeit unterworfen, wenn der Täter der Ehegatte des Opfers ist und mit diesem in einer Lebensgemeinschaft lebt.

Art. 155a (nouveau)*Proposition de la commission**Titre*

Application du droit pénal et de la juridiction pénale ordinaire

Texte

La contrainte sexuelle et le viol seront soumis au droit pénal et à la juridiction pénale ordinaire si l'auteur est marié avec la victime et si l'auteur mène une vie commune avec la victime.

*Angenommen – Adopté***Art. 156***Antrag der Kommission**Ziff. 1*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Ziff. 1bis (neu)**Mehrheit*

Die Handlung ist nicht strafbar, wenn das Kind mindestens 14 Jahre alt und der Täter nicht mehr als 4 Jahre älter ist. Die Handlung ist ebenfalls nicht strafbar, wenn alle Beteiligten weniger als 14 Jahre alt sind.

Minderheit

(Hafner Ursula, Bär, Braunschweig, Fankhauser, Jeanprêtre, Rechsteiner, Stamm)

Die Handlung ist nicht strafbar, wenn der Täter nicht mehr als 4 Jahre älter ist als das Kind. Die Handlung ist ebenfalls

*Ziff. 2**Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Bär, Braunschweig, Fankhauser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

.... nicht zurückgelegt, so kann die zuständige

Ziff. 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ziff. 4

Streichen

Antrag Steffen

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 156*Proposition de la commission**Ch. 1*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Ch. 1bis (nouveau)**Majorité*

L'acte n'est pas punissable si l'enfant est âgé de 14 ans au moins et si l'auteur n'est pas de 4 ans plus âgé que lui. L'acte n'est pas non plus punissable si tous les participants sont âgés de moins de 14 ans.

Minorité

(Hafner Ursula, Bär, Braunschweig, Fankhauser, Jeanprêtre, Rechsteiner, Stamm)

Si la différence d'âge entre l'auteur et l'enfant est de moins de 4 ans, l'acte n'est pas punissable. L'acte n'est pas non plus punissable

*Ch. 2**Majorité**Minorité*

(Bär, Braunschweig, Fankhauser, Hafner Ursula, Jeanprêtre, Rechsteiner)

.... 20 ans, l'autorité compétente

Ch. 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Ch. 4

Biffer

Proposition Steffen

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Präsident: Auch hierzu wurde die Diskussion bereits geführt.*Ziff. 1, 3, 4 – Ch. 1, 3, 4**Angenommen – Adopté**Ziff. 1bis, 2 – Ch. 1bis, 2**Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Art. 157***Antrag der Kommission**Titel*

Ausnützen der militärischen Stellung

Ziff. 1

Streichen

Ziff. 2

Wer unter Ausnützung seiner militärischen

Art. 157*Proposition de la commission**Titre*

Profiter de sa situation militaire

Ch. 1

Biffer

Ch. 2

.... à une personne un acte

*Angenommen – Adopté***Art. 158, 159***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté***Art. 159a***Antrag der Kommission**Abs. 1*

Wer von jemandem, wer jemanden tätlich oder in grober Weise durch Worte geschlechtlich belästigt,

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 159a*Proposition de la commission**Al. 1*

.... , celui qui aura importuné une personne par des attouchements d'ordre sexuel ou par des paroles grossières, sera puni des arrêts.

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté***Art. 159b***Antrag der Kommission*

Art. 159b

Proposition de la commission
.... le présent chapitre aura

Angenommen – Adopté

Ziff. III, IV

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. III, IV

Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes	92 Stimmen
Dagegen	2 Stimmen

C. Militärstrafgesetz

(Disziplinarische Ahndung des Konsums geringer Mengen von Betäubungsmitteln)

C. Code pénal militaire

(Répression disciplinaire de la petite consommation de stupéfiants)

Titel und Ingress, Ziff. I, II

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I, II

Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes	86 Stimmen (Einstimmigkeit)
---------------------------------	--------------------------------

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

90.2008

Pétition Pederngana Ron
Revision des StGB. Inzestbestimmung

Pétition Pederngana Ron
Révision du Code pénal.
Dispositions sur l'inceste

Herr **Cotti** unterbreitet im Namen der Kommission für die Vorbereitung der Revision des Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzbuches den folgenden schriftlichen Bericht:

1. Mit Eingabe vom 8. September 1988 reichte Herr Ron Pederngana eine Petition ein, welche am internationalen Inzest-Seminar vom 14. August 1988 verabschiedet wurde. Die Petenten fordern das Parlament auf, Artikel 187 des Entwurfs zur Revision des Strafgesetzbuches in folgendem Sinne und

«Wir sind der Meinung, dass streng getrennt werden muss, ob der Täter eines Sexualverbrechens eine Bezugsperson des Opfers ist oder nicht. Die Tat ist für das von einer Vertrauensperson sexuell ausgebeutete Kind mit sehr schwerwiegenden seelischen Folgen verbunden.

Es gibt für uns keine Gründe, sexuelle Handlungen zwischen gleichaltrigen Jugendlichen und Kindern unterhalb der Schutzaltersgrenze strafrechtlich gleichzusetzen mit sexuellen Handlungen in Abhängigkeitsverhältnissen.

Wir befürworten eine Öffnung des Strafmasses gegen unten, um therapiewilligen Tätern die Türen zur effektiven Resozialisierung zu öffnen. Wir fordern, dass die Verjährungsfrist in Fällen von geschlechtlichen Handlungen mit Abhängigen auf 15 Jahre ausgedehnt wird.»

2. Die Kommission für die Vorbereitung der Revision des Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzbuches, welcher die Petition gemäss Artikel 40 Absatz 1 des Geschäftsreglementes des Nationalrates sowie Artikel 37 Absatz 1 des Geschäftsreglementes des Ständerates zur Prüfung überwiesen wurde, befasste sich am 28. August 1990 mit dieser Eingabe.

Die Kommission ist mehrheitlich der Auffassung, dass der in Artikel 187 StGB vorgesehene Strafrahmen den zuständigen Behörden die Möglichkeit gibt, bei der Beurteilung und Gewichtung der Tat zu berücksichtigen, ob der Täter eine Bezugsperson des Opfers ist oder nicht. Sie teilt sodann die Auffassung der Petenten, dass sexuelle Handlungen zwischen Gleichaltrigen oder fast Gleichaltrigen nicht mit sexuellen Handlungen in Abhängigkeitsverhältnissen gleichzusetzen sind. Aus diesen Gründen hat die Kommission dem Nationalrat in Artikel 187 beantragt, sexuelle Handlungen nicht unter Strafe zu stellen, wenn der Täter nicht mehr als vier Jahre älter ist als das mindestens 14 Jahre alte Kind. Zudem will die Kommission auch bei sexuellen Handlungen, bei denen alle Beteiligten weniger als 14 Jahre alt sind, von Strafandrohungen absehen.

Die Verjährungsfrist soll gemäss Antrag der Kommission zehn Jahre betragen.

Die Kommission verweist im übrigen auf die diesbezüglichen Beratungen des Nationalrates anlässlich der Wintersession 1990.

M. **Cotti** présente au nom de la commission chargée de préparer la révision du Code pénal et du Code pénal militaire le rapport écrit suivant:

1. Le 8 septembre 1988, M. Ron Pederngana a déposé une pétition adoptée à l'occasion du séminaire international sur l'inceste du 14 août 1988. Les signataires demandaient au Parlement de modifier l'article 187 du projet de révision du Code pénal suisse. Leurs arguments sont présentés ci-après:

«Nous sommes d'avis qu'en ce qui concerne l'auteur d'une infraction d'ordre sexuel il faut établir une distinction nette entre celui qui avait une relation de confiance avec la victime et celui qui n'en avait pas. Lorsque l'acte est commis par une personne de son entourage, l'enfant dont l'auteur a abusé subit en effet de très lourds préjudices de nature psychique.

A nos yeux, il n'y a pas de raison d'assimiler sur le plan pénal les rapports sexuels de jeunes et d'enfants du même âge qui ont moins de 16 ans, à des actes d'ordre sexuel commis avec des personnes dépendantes.

Nous sommes favorables à une réduction de la peine de manière à donner la possibilité aux auteurs qui souhaitent suivre une thérapie de bénéficier d'une véritable resocialisation.

Nous demandons que la prescription soit étendue à 15 ans en cas d'infraction d'ordre sexuel commise avec des personnes dépendantes.»

2. La commission chargée de préparer la révision du Code pénal et du Code pénal militaire s'est penchée le 28 août 1990 sur la pétition. C'est à elle, en effet, que devait être transmis ce texte en vertu de l'article 40, premier alinéa, du Règlement du Conseil national et de l'article 37, premier alinéa, du Règlement du Conseil des Etats.

La majorité de la commission est d'avis qu'il est possible aux autorités compétentes, dans les limites des peines prévues à

tion et de la pondération de l'acte, entre les auteurs qui avaient une relation de confiance avec la victime et ceux qui n'en avaient pas. Elle s'associe ensuite aux signataires de la pétition lorsqu'ils estiment que les rapports sexuels entre jeunes du même âge ou presque ne sauraient être assimilés à des actes sexuels commis avec des personnes dépendantes. Aussi la commission a-t-elle proposé au Conseil national de ne prévoir aucune poursuite pénale à l'article 187 lorsqu'au moment de l'acte la différence d'âge entre l'auteur et la victime était inférieure à quatre ans et que la victime était âgée de 14 ans au moins. De plus, la commission entend renoncer aux sanctions pénales dans les cas où les personnes impliquées dans un acte sexuel auraient toutes moins de 14 ans.

La commission propose de porter la prescription à dix ans.

Au surplus, la commission renvoie aux débats menés sur la question au Conseil national lors de la session d'hiver de 1990.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt, von der Petition Kenntnis zu nehmen, ihr aber keine Folge zu geben.

Proposition de la commission

La commission propose de prendre acte de la pétition sans lui donner suite.

Angenommen – Adopté

87.256

Pétition Centre d'accueil et de prévention, Freiburg Revision des Strafgesetzbuches

Pétition du Centre d'accueil et de prévention, Fribourg Révision du Code pénal

Herr **Cotti** unterbreitet im Namen der Kommission für die Vorbereitung der Revision des Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzbuches den folgenden schriftlichen Bericht:

1. Das Centre d'accueil et de prévention, Freiburg, hat mit seinem Schreiben vom 30. Juni 1986 eine von 2100 Personen unterzeichnete Petition eingereicht. Anlass zur Petition war das Urteil, mit dem das Zuchtgericht des Saanebezirks am 11. Februar 1986 eine Mutter zu zehn Tagen Gefängnis bedingt verurteilte, weil sie ihrer dreizehnjährigen Tochter erwiebenermassen ein Verhütungsmittel verschafft hatte. Mit ihrer Unterschrift geben die Petenten ihrem Zorn und ihrem Unwillen darüber Ausdruck, vor Gericht gezogen zu werden, wenn sie ihren Töchtern die Pille empfehlen. Es geht ihnen also darum, darauf hinzuweisen, dass das Gesetz, das solche Handlungen unter Strafe stellt, wirklichkeitsfremd ist und der Verantwortung nicht gerecht wird, welche die Eltern zu tragen haben.

Die Petenten ersuchen die eidgenössischen Räte:

– dafür zu sorgen, dass in Zukunft keine Person mehr wegen solcher Handlungen vor Gericht gezogen wird;

– das Nötige zu unternehmen, damit der Staatsanwalt in Zukunft in solchen Angelegenheiten nicht mehr allein darüber befindet, ob eine Person vor Gericht zu ziehen ist oder nicht. Sie regen an, es sei ihm eine Kommission zur Hand zu geben, die sich aus einem Arzt, Eltern, Psychologen und Mitgliedern der Beratungsstelle für Familienplanung sowie aus Sozialarbeitern zusammensetzt; dies hätte nach ihrer Auffassung den Vorteil, dass die Frage noch unter andern als nur rein rechtlich

2. Am gleichen Tag ist eine entsprechende Petition bei der Staatskanzlei des Kantons Freiburg eingereicht worden. Der Freiburger Grosse Rat hat am 24. September 1986 beschlossen, die Petition an die Petitionskommissionen des National- und des Ständerates weiterzuleiten.

3. Auf Wunsch der Petenten und gestützt auf Artikel 37 Absatz 1 des Geschäftsreglementes des Ständerates sowie Artikel 40 Absatz 1 des Geschäftsreglementes des Nationalrates ist die Petition an die Kommission überwiesen worden, die mit der Vorberatung der Revision des Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzbuches betraut ist.

4. Die Kommission beantragt dem Rat, von der Petition des Centre d'accueil et de prévention Kenntnis zu nehmen. Es ist jedoch weder Sache der parlamentarischen Kommissionen noch Sache der eidgenössischen Räte, zu einem Urteil eines kantonalen oder eines eidgenössischen Gerichts Stellung zu nehmen. Die parlamentarischen Kommissionen und die eidgenössischen Räte können nicht einmal auf die Vorschläge zur Zusammensetzung des fraglichen Gerichts eintreten.

Im übrigen macht die Kommission die Petenten auf die laufenden Verhandlungen über die Revision des Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzbuches aufmerksam. Nach ihren Vorschlägen sollen geschlechtliche Handlungen mit Kindern im Schutzalter strafbar bleiben. Allerdings hat die Kommission dem Nationalrat in Artikel 187 beantragt, sexuelle Handlungen nicht unter Strafe zu stellen, wenn der Täter nicht mehr als vier Jahre älter ist als das mindestens 14 Jahre alte Kind. Zudem will die Kommission auch bei sexuellen Handlungen, bei denen alle Beteiligten weniger als 14 Jahre alt sind, von Strafanordnungen absehen.

Die Kommission hält jedoch fest, dass sie Verständnis für diesbezügliche Konfliktsituationen der Eltern hat. Die Frage, ob die Strafbefreiung und das Tolerieren geschlechtlicher Handlungen von Kindern mit den elterlichen Erziehungspflichten vereinbar sind, muss aber in Anwendung der allgemeinen Bestimmungen des Strafgesetzbuches beantwortet werden.

M. **Cotti** présente au nom de la commission chargée d'examiner la révision du Code pénal et du Code pénal militaire le rapport écrit suivant:

1. Par lettre du 30 juin 1986, le Centre d'accueil et de prévention de Fribourg a déposé une pétition signée par 2100 personnes. La pétition a été motivée par un jugement du 11 février 1986 du tribunal correctionnel de l'arrondissement de la Sarine condamnant une mère à dix jours d'emprisonnement avec sursis parce qu'elle avait manifestement procuré un moyen de contraception à sa fille âgée de 13 ans. En signant la pétition, les pétitionnaires ont exprimé «leur colère et leur refus d'être traînés devant le tribunal pour avoir conseillé la pilule à leurs filles». Ils tiennent donc à dire que la loi qui sanctionne de tels actes est irréaliste et ne correspond pas aux exigences actuelles des responsabilités auxquelles doivent faire face les parents.

Les pétitionnaires demandent aux Chambres fédérales:

– d'œuvrer pour qu'à l'avenir plus jamais une personne ne soit traînée devant le tribunal pour de tels faits;

– de faire le nécessaire de sorte que, pour de telles affaires, le procureur ne soit plus seul pour décider si oui ou non il va traîner une personne devant les tribunaux. Nous suggérons qu'il soit secondé par une commission composée d'un médecin, de parents, de psychologues et de membres du planning ainsi que de travailleurs sociaux. Cela aurait l'avantage d'envisager le problème sous d'autres angles que ceux du simple droit.

2. Une pétition analogue a été déposée le même jour à la Chancellerie d'Etat du canton de Fribourg. Le 24 septembre 1986, le Grand Conseil fribourgeois a décidé de renvoyer la pétition à la Commission des pétitions du Conseil national et du Conseil des Etats.

3. Sur désir des pétitionnaires et en vertu de l'article 37, premier alinéa, du Règlement du Conseil des Etats et de l'article 40, premier alinéa, du Règlement du Conseil national, la pétition a été transmise à la commission chargée d'examiner la révision du Code pénal et du Code pénal militaire.

pétition du Centre d'accueil et de prévention. Il n'appartient pourtant ni aux commissions parlementaires ni aux Chambres fédérales de se prononcer sur le bien-fondé du jugement d'un tribunal cantonal ou fédéral. Celles-ci ne peuvent même pas entrer en matière sur les propositions concernant la composition du tribunal en question.

Pour ce qui concerne les travaux de révision du Code pénal et du Code pénal militaire, la commission rend les pétitionnaires attentifs aux débats en cours. Selon ses propositions, les actes d'ordre sexuel avec des enfants en âge de protection devraient demeurer punissables. La commission a toutefois proposé au Conseil national de ne prévoir aucune poursuite pénale à l'article 187 lorsqu'au moment de l'acte, la différence d'âge entre l'auteur et la victime était inférieure à quatre ans et que la victime était âgée de 14 ans au moins. De plus, la commission entend renoncer aux sanctions pénales dans les cas où les personnes impliquées dans un acte sexuel auraient toutes moins de 14 ans.

Au surplus, la commission propose que l'acte ne soit pas non plus punissable, si tous les participants sont âgés de moins de 14 ans.

La question de la relation entre l'exemption de toute peine et la compatibilité de la tolérance des actes d'ordre sexuel des enfants avec le devoir d'éducation relève toutefois de la partie générale du Code pénal.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt, von der Petition Kenntnis zu nehmen, ihr aber keine Folge zu geben.

Proposition de la commission

La commission propose de prendre acte de la pétition sans lui donner suite.

Angenommen – Adopté

Schluss der Sitzung um 21.55 Uhr

La séance est levée à 21 h 55

Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetzbuch. Revision

Code pénal et Code pénal militaire. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	85.047
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	12.12.1990 - 15:00
Date	
Data	
Seite	2309-2336
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 312